

Etranger

Le voyage de M. Chirac à Moscou et la réponse

M. RYJKOV : « Il y a des éléments inquiétants dans la politique du gouvernement français »

Voici les principaux extraits du discours prononcé jeudi soir au Kremlin par le président du conseil des ministres soviétique, M. Ryjkov, lors du dîner offert en l'honneur de M. Chirac.

Après avoir affirmé que les relations franco-soviétiques ont lieu à un moment extrêmement important de l'histoire européenne et mondiale et avoir rappelé les récentes initiatives soviétiques en matière de désarmement, M. Ryjkov a déclaré : « Cependant, nous ne pouvons pas ne pas voir que, dans certaines capitales d'Europe occidentale, qui sont préoccupées par leurs préoccupations devant la présence des missiles soviétiques en Europe, on formule maintenant des doutes, voire des objections directes. Lorsqu'il s'agit de quelque chose de peu ordinaire, d'habituel, des hésitations peuvent parfois se faire sentir. Il est clair que, pour en venir à bout, il faut avoir du courage politique et savoir regarder au-delà de l'horizon d'aujourd'hui. »

« Des garanties sûres de la sécurité à toutes les étapes de la progression vers un monde démocratique ne nous importent pas moins qu'à l'Occident. Or nous sommes persuadés que ce n'est pas la peur

devenir l'avenir des armes nucléaires mais la volonté d'assurer, par des efforts conjugués, pour une sécurité solide universelle sous ses aspects politique, militaire, économique et humanitaire — qui doit constituer le point de départ. »

« L'édification de l'Europe de demain, celle qui ne connaîtrait plus jamais de guerre, relève naturellement d'un exercice extrêmement ardu. Mais il n'y a point d'alternative. Pas plus qu'il n'est possible de remettre le travail à plus tard. On ne peut pas arrêter le cours du temps. (...) »

« Dans cette entreprise historique, le rôle décisif revient à l'Europe. D'une part, c'est ici que se font face des masses énormes de troupes et que se poursuit l'accumulation jusqu'au point de rupture d'armes d'espèces et de vocations différentes. Mais, d'autre part, c'est précisément ici qu'on a acquis l'expérience unique de détente, d'une vaste coopération multilatérale. (...) De la question de savoir quelle sera la « réponse européenne » au défi lancé par les réalités militaro-politiques d'aujourd'hui, dépendra le sens dans lequel s'orientera l'évolution des affaires dans le monde. Bien entendu, cette réponse constitue

l'addition des réponses données par tous les pays européens, et il n'est pas indifférent de savoir quelle est, dans ce contexte, la réponse de la France et de son gouvernement. »

« Des anicroches »

« Aujourd'hui, les Soviétiques s'interrogent naturellement sur le rôle que peut et entend jouer la France à un moment qui a valeur de tournant pour les destinées de l'Europe et du monde. Malheureusement, à présent, nous ne voyons pas la France parmi ceux qui interviennent contre la dissuasion nucléaire des uns envers les autres, qui souhaitent arrêter la roulette du péril militaire en Europe, faire baisser les enchères de l'autodestruction. Il y a dans la politique du gouvernement français, surtout en matière de problèmes de missiles nucléaires, des éléments inquiétants. »

« Il semble que le caractère fructueux du dialogue politique soviéto-français ainsi que son orientation vers l'assainissement de la situation avant tout sur le continent européen se trouvent relégués au second plan dans les priorités actuelles du gouvernement français. Cela nous préoccupe tout comme le fait que les relations bilatérales sont depuis

quelque temps à nouveau marquées par des anicroches et des complications grandissantes. Les Soviétiques n'arrivent pas à comprendre pourquoi, en France, alors que nous ne voulons que du bien à son peuple, les manifestations d'hostilité à l'égard de notre pays et de nos représentants deviennent une sorte de mode. »

« Nous relevons, pour employer une expression modérée, des réticences des représentants français à l'égard de nos propositions d'un débat ouvert et transparent sur les problèmes de la coopération humanitaire sous tous leurs aspects et sur la convocation dans ce but, à Moscou, d'une conférence internationale. Serait-ce donc seulement parce que l'Union soviétique est à l'origine de cette proposition ? On aimerait une plus grande ouverture d'esprit de la France, qui, depuis la révolution de 1789, est fière de son attachement aux traditions humanitaires et aux droits de l'homme. »

En conclusion, M. Ryjkov a estimé que la coopération franco-soviétique était « en train de subir aujourd'hui le plus sévère des examens » et a réaffirmé la volonté de l'URSS « d'éliminer tout ce qui entrave le développement normal de nos liens commerciaux, économiques, scientifiques et techniques. »

M. CHIRAC : « La France ne voit pas de contradiction entre son attachement à la dissuasion et son action en faveur du désarmement »

Voici les principaux extraits du discours de M. Chirac en réponse à l'allocation de M. Ryjkov.

Après avoir fait état de sa volonté de « comprendre les intentions des gouvernements soviétiques » à l'heure où ils affirment vouloir changer, moderniser et renouveler leur politique, M. Chirac a affirmé : « La France ne demande qu'à mieux comprendre le dessin qui vous inspire. (...) Il a pour moi la question fondamentale que les Français se posent lorsqu'ils vous écoutent et qu'ils vous regardent. Pourquoi nous, qui nous sommes engagés entre l'Est et l'Ouest le climat de confiance authentique qui permettrait de dépasser un jour la division de notre continent ? Vous ne m'en voudrez pas de parler ici avec franchise. Il n'y a sans doute pas de réponse toute prête à une telle interrogation. Deux aspects de votre politique joueront à n'en pas douter un rôle déterminant. »

« Le premier concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 est une part essentielle de notre patrimoine national, mais nous croyons aussi à la valeur universelle des idéaux qu'elle exprime : la liberté de pensée et d'expression, le respect des croyances religieuses, le droit pour chacun de se déplacer librement, y compris s'il le désire de quitter son pays ou d'y revenir, toutes ces exigences sont gravées au plus profond de nos cœurs et de nos esprits. »

« Au cours des mois qui viennent de s'écouler, plusieurs prisonniers de conscience ont été rendus à la liberté, un nombre non négligeable de cas douloureux ont été réglés, des autorisations de départ ont été accordées plus librement aux

membres de la communauté juive. J'ai dit publiquement combien la France apprécie de telles mesures, mais vous n'ignorez pas que, de notre point de vue, beaucoup de chemin reste à faire dans la mise en œuvre, partout en Europe, des principes que nous avons posés en commun à Helsinki voici douze ans. »

« Le second aspect concerne le respect de l'indépendance et de la souveraineté des États, ainsi que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mon pays (...) ne peut fermer les yeux lorsque ce droit est mis en cause ou que ce soit dans le monde. Comment ne pas aborder à ce propos la situation de l'Afghanistan ? Votre gouvernement s'est déclaré disposé à retirer ses troupes de ce pays et la France s'en félicite. Un rapatriement effectif et rapide des troupes soviétiques permettrait la libre détermination du peuple afghan constituerait de votre part une initiative majeure. Elle contribuerait de manière décisive à transformer la tonalité des relations internationales. Elle créerait un climat de confiance propre à renforcer et à développer le dialogue Est-Ouest. »

« Les déséquilibres, source d'insécurité »

Abordant le problème du désarmement, M. Chirac a rappelé que la France « s'est progressivement dotée d'une force de dissuasion nucléaire indépendante qui lui permet en toutes circonstances d'assurer la défense de ses intérêts vitaux. » « Par rapport aux arsenaux stratégiques surabondants que possèdent les deux plus grandes puissances, n'est-ce pas, elle s'inscrit pour sa part à ce qui est strictement nécessaire pour dissuader l'agression. »

Le premier ministre a ensuite insisté sur la fidélité de la France à

ses engagements et à ses alliances. Il a cité les « voisins européens », notamment l'Allemagne, et l'alliance avec les États-Unis. Réaffirmant le principe de la dissuasion, il a ajouté : « L'expérience nous a appris que les armements classiques n'ont jamais suffi à maîtriser la folie des hommes et à empêcher le suicide. Si nous sommes en paix depuis plus de quarante années, (...) c'est pas à l'existence de la dissuasion nucléaire que nous le devons ? Que ce soit la menace d'une destruction totale qui incite les hommes à la raison n'est certes satisfaisant ni pour le cœur ni pour l'esprit. Mais le devoir des responsables est de partir des réalités telles qu'elles sont. (...) »

« La France ne voit aucune contradiction entre son attachement aux États-Unis et son action en faveur du désarmement. Celui-ci ne peut être qu'une œuvre de longue haleine. (...) Il n'a de sens véritable que s'il contribue à renforcer la sécurité de nos pays en corrigeant les déséquilibres, source d'insécurité. (...) »

« La France s'est félicitée dans cet esprit que l'Union soviétique et les États-Unis se soient mis d'accord sur le principe de l'élimination progressive de leurs forces militaires de portée intermédiaire. Elle souhaite cependant qu'un tel accord soit global, vérifiable, et qu'il ne puisse être contourné. Mais l'essentiel reste que l'Union soviétique et les États-Unis doivent s'attacher à réduire de

manière significative les arsenaux stratégiques considérables qu'ils ont accumulés. La France a déjà déclaré qu'elle considérerait comme un succès décisif la réduction effective de 50% envisagée à Reykjavik, mesure qui exigerait de toute évidence que les deux parties s'entendent aussi sur le maintien du traité ABM, amendé s'il le faut d'un commun accord. »

« Par ailleurs, le président de la République française a exposé ici même les conditions qui, aux yeux de notre pays, doivent être impérativement remplies pour que la France se joigne au processus de désarmement nucléaire. Ces conditions, vous les connaissez bien. La France n'acceptera pas, en tout état de cause, que ses forces nucléaires, quelles qu'elles soient, puissent être prises en compte directement ou indirectement dans des négociations auxquelles elle ne participerait pas. Notre priorité concerne évidemment la réduction des déséquilibres des forces conventionnelles et chimiques en Europe. »

M. Chirac a conclu en affirmant que « le langage que je viens de tenir n'est pas très différent de celui que nous entendons depuis quelques semaines le premier ministre du Royaume-Uni. (...) Cette convergence n'est pas le fruit du hasard. Elle est la conséquence naturelle de l'effort de construction européenne dans lequel les nations d'Europe occidentale se sont engagées depuis plus de trente ans. »

AUTRICHE : malgré le vote d'une motion de soutien

Le « mur de solidarité » autour de M. Waldheim s'effrite

VIENNE de notre correspondant

Le Parlement autrichien a voté, le jeudi 14 mai, à l'initiative des partis socialistes (SPO) et conservateurs (ÖVP) au pouvoir une motion en faveur du président autrichien. Le texte a été adopté à une large majorité, mais le débat a clairement montré que le « mur de solidarité » formé autour du chef de l'État sous le choc de la décision américaine de le déclarer persona non grata aux États-Unis commence à s'effriter.

Pour la première fois, un député socialiste, M. Josef Cap, a indirectement fait allusion à une éventuelle démission du président, en déclarant que « le jour approché où il faudra se poser la question de savoir qui est plus important, la personne de M. Waldheim ou l'Autriche ». L'impression se dégage que l'appui conditionnel dont semblait bénéficier le président Waldheim dans la classe politique est aujourd'hui réduit aux seuls conservateurs, qui ont soutenu sa candidature à la présidence.

L'hostilité active des Verts s'est manifestée par un incident spectaculaire. Un député écologiste a, de la tribune, brandi un drapeau nazi avec les croix gammées en s'écriant : « Voilà le drapeau sous lequel notre président a servi. J'ai honte pour les gens qui s'assurent par la vérité sur notre histoire, j'ai honte pour notre président. »

La résolution adoptée confirme le « soutien » du Parlement à la déclaration du gouvernement du 28 avril

dernier selon laquelle « toutes les mesures nécessaires seront prises pour protéger le président de la République contre des accusations infamantes ». Elle invite le gouvernement à « soutenir de manière appropriée les initiatives du président visant à se défendre contre ces accusations ». Dans un troisième point, elle condamne « toute forme d'antisémitisme ou autres formes de discrimination religieuse, politique ou raciale ».

Le texte de cette résolution a fait l'objet de longues négociations entre socialistes et conservateurs. Ces derniers auraient souhaité que le Parlement invite le gouvernement à prendre des initiatives en faveur du président Waldheim au lieu de se contenter de « soutenir » ses initiatives personnelles. Mais, au sein du Parti socialiste, les critiques contre une solidarité trop marquée avec M. Waldheim sont devenues très vives.

WALTRAUD BARYLL

« M. Fanfani à Bonn et à Paris mercredi. — Le président du conseil italien, M. Amintore Fanfani, se rendra mercredi 20 mai à Bonn et à Paris, dans le cadre de ses consultations à la veille du sommet de Venise, a-t-on appris vendredi. M. Fanfani rencontrera le chancelier Helmut Kohl, mercredi matin à Bonn. Puis, il s'entendra avec M. Jacques Chirac et sera enfin reçu par M. François Mitterrand, dont il sera l'hôte à dîner. — (AFP.) »

Un bref entretien entre le premier ministre et Andreï Sakharov

« Le processus de libération est pratiquement interrompu » affirme l'académicien

MOSCOU de nos envoyés spéciaux

M. Chirac s'est entretenu, le vendredi 15 mai, pendant quelques minutes avec M. Andreï Sakharov avant de prendre la parole dans la salle principale de l'Académie des sciences.

Au cours de ce bref échange, le Prix Nobel de la paix a confié au premier ministre que « le processus de libération est pratiquement interrompu » et que, de toute façon, « il n'a jamais été satisfaisant car il ne s'est pas agi d'une amnistie politique, mais d'un examen des dossiers cas par cas ». M. Chirac a notamment exprimé l'espoir que « la politique engagée actuellement en URSS aide à résoudre les problèmes ».

M. Sakharov, qui est particulièrement bien placé pour évaluer la situation des prisonniers et l'ampleur des libérations puisqu'il constitue toujours une sorte de plaque tournante des milieux dissidents, a aussi attiré l'attention de M. Chirac sur plusieurs cas particuliers. « Je les ai à l'esprit », lui a répondu le premier ministre.

C'est après cet échange que M. Chirac s'est adressé aux académiciens, où qu'il avait déjà fait Georges Pompidou il y a dix-sept ans. Après avoir mentionné « la politique de réstructuration et de modernisation » entreprise par M. Gorbatchev, qui a suscité un grand intérêt dans l'opinion internationale et parmi (ses) compatriotes », M. Chirac a cité le poète Ossip Mandelstam pour illustrer son propos sur le « temps des interrogations ».

« Notre siècle, a dit M. Chirac, Mandelstam le décrivait comme « un fauve terrible » dont on n'ose pas fixer le fond des prunelles. Notre siècle meurtri par deux guerres mondiales, où nous avons vu la barbarie refaire surface, a acquis une autre vision, une autre image du progrès. (...) La déshumanisation de la société par le progrès nous concerne tous. »

M. Chirac a aussi cité M. Sakharov pour demander à son auditoire d'« assumer avec lucidité et réalisme les conséquences du savoir ». Il a mentionné deux de ses conséquences : le devoir de coopération internationale entre scientifiques et celui d'information des scientifiques non seulement à l'égard des gouvernements, mais aussi des opinions publiques. « En contrepartie, a-t-il ajouté, il revient aux gouvernements de garantir l'indépendance de la science, la liberté professionnelle du savant et le droit de la communauté scientifique à explorer sans contraintes toutes les directions de la science et de la recherche. »

J. A. et D. D.

[Dans un entretien diffusé jeudi par TF1 et RTL, M. Sakharov avait été un peu plus explicite, déclarant notamment : « Sur le plan intérieur, le processus de changement se ralentit, surtout en ce qui concerne la libération des prisonniers de conscience. Tout se ralentit en ce moment, dans le domaine des milieux dissidents, mais aussi dans le domaine économique et social. C'est un processus complexe qui se joue actuellement en URSS. J'ai peur que l'instabilité de Gorbatchev ne soit pas assez chargée de dynamisme, mais peut-être Gorbatchev lui-même ne l'est pas suffisamment. »]

L'académicien ajoutait à propos de lui-même que le mot de « dissident » ne lui avait jamais plu : « Je suis toujours de l'autre côté de la frontière, de l'autre côté de ce qui ne se voit pas et de ce qui se voit. Je ne trouve pas de mot pour ce que je cherche à exprimer. Je suis quelqu'un qui pense librement, c'est le plus important. »

« Lorsque j'ai participé au forum de Gorbatchev au Kremlin, a-t-il indiqué, mes discours se concentraient sur beaucoup avec la ligne officielle. En ce qui concerne mon principe au Kremlin, j'étais dans une autre partie de la salle que Gorbatchev. Je n'ai aucun contact avec lui et je ne pense pas que le fait d'avoir goûté quelques boissons au Kremlin changera quoi que ce soit. » L'académicien répondait ainsi clairement à ceux qui affirmaient qu'il s'était aligné sur les positions de M. Gorbatchev, notamment en matière de désarmement.]

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650571 F
Tél. MONDIPAR 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants : André Fontaine, directeur de la publication

Directeurs : Robert Boute-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Robert Boute-Méry, directeur.

Administrateur général : Bernard Wauters

Rédacteur en chef : Daniel Vaxart

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 307 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUÈDE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en prévision : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les virements propres en capitales d'impression.

Le Monde

TELEMONDIPAR

Composé 36-15 - Types LEMOND

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily, except Sundays for \$480 per year by Le Monde d.o. Switzerland, 45-55 91 82 et 45-55 91 71, N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde d.o. Switzerland, U.S.A. P.O. 45-55 91 82 et 45-55 91 71, N.Y. 11104.

MESSIDOR
ÉDITIONS SOCIALES
THÉORIE

JE
sur l'individualité
huit marxistes
à l'épreuve
du sujet

**BERTRAND CASANOVA
CLOT
DORAY
HURSTEL
SCHWARTZ
SÈVE
TERRAIL**

En librairie 120 F

Européens aux

Jacques Chirac, qui devait samedi soir, devant s'entretenir avec Gorbatchev, la question de son centre de ses conversations avec le chef du gouvernement soviétique - au dîner offert en l'honneur de M. Chirac, le premier ministre français et de la Paris en matière de coopération de l'Afghanistan et

de visite ma

Le 15 mai 1987, M. Chirac a été reçu par le premier ministre soviétique Andreï Sakharov. Le dîner a été offert en l'honneur de M. Chirac, le premier ministre français et de la Paris en matière de coopération de l'Afghanistan et

M. Chirac a aussi cité M. Sakharov pour demander à son auditoire d'« assumer avec lucidité et réalisme les conséquences du savoir ». Il a mentionné deux de ses conséquences : le devoir de coopération internationale entre scientifiques et celui d'information des scientifiques non seulement à l'égard des gouvernements, mais aussi des opinions publiques. « En contrepartie, a-t-il ajouté, il revient aux gouvernements de garantir l'indépendance de la science, la liberté professionnelle du savant et le droit de la communauté scientifique à explorer sans contraintes toutes les directions de la science et de la recherche. »

J. A. et D. D.

[Dans un entretien diffusé jeudi par TF1 et RTL, M. Sakharov avait été un peu plus explicite, déclarant notamment : « Sur le plan intérieur, le processus de changement se ralentit, surtout en ce qui concerne la libération des prisonniers de conscience. Tout se ralentit en ce moment, dans le domaine des milieux dissidents, mais aussi dans le domaine économique et social. C'est un processus complexe qui se joue actuellement en URSS. J'ai peur que l'instabilité de Gorbatchev ne soit pas assez chargée de dynamisme, mais peut-être Gorbatchev lui-même ne l'est pas suffisamment. »]

L'académicien ajoutait à propos de lui-même que le mot de « dissident » ne lui avait jamais plu : « Je suis toujours de l'autre côté de la frontière, de l'autre côté de ce qui ne se voit pas et de ce qui se voit. Je ne trouve pas de mot pour ce que je cherche à exprimer. Je suis quelqu'un qui pense librement, c'est le plus important. »

« Lorsque j'ai participé au forum de Gorbatchev au Kremlin, a-t-il indiqué, mes discours se concentraient sur beaucoup avec la ligne officielle. En ce qui concerne mon principe au Kremlin, j'étais dans une autre partie de la salle que Gorbatchev. Je n'ai aucun contact avec lui et je ne pense pas que le fait d'avoir goûté quelques boissons au Kremlin changera quoi que ce soit. » L'académicien répondait ainsi clairement à ceux qui affirmaient qu'il s'était aligné sur les positions de M. Gorbatchev, notamment en matière de désarmement.]

M. Chirac a aussi cité M. Sakharov pour demander à son auditoire d'« assumer avec lucidité et réalisme les conséquences du savoir ». Il a mentionné deux de ses conséquences : le devoir de coopération internationale entre scientifiques et celui d'information des scientifiques non seulement à l'égard des gouvernements, mais aussi des opinions publiques. « En contrepartie, a-t-il ajouté, il revient aux gouvernements de garantir l'indépendance de la science, la liberté professionnelle du savant et le droit de la communauté scientifique à explorer sans contraintes toutes les directions de la science et de la recherche. »

J. A. et D. D.

[Dans un entretien diffusé jeudi par TF1 et RTL, M. Sakharov avait été un peu plus explicite, déclarant notamment : « Sur le plan intérieur, le processus de changement se ralentit, surtout en ce qui concerne la libération des prisonniers de conscience. Tout se ralentit en ce moment, dans le domaine des milieux dissidents, mais aussi dans le domaine économique et social. C'est un processus complexe qui se joue actuellement en URSS. J'ai peur que l'instabilité de Gorbatchev ne soit pas assez chargée de dynamisme, mais peut-être Gorbatchev lui-même ne l'est pas suffisamment. »]

L'académicien ajoutait à propos de lui-même que le mot de « dissident » ne lui avait jamais plu : « Je suis toujours de l'autre côté de la frontière, de l'autre côté de ce qui ne se voit pas et de ce qui se voit. Je ne trouve pas de mot pour ce que je cherche à exprimer. Je suis quelqu'un qui pense librement, c'est le plus important. »

« Lorsque j'ai participé au forum de Gorbatchev au Kremlin, a-t-il indiqué, mes discours se concentraient sur beaucoup avec la ligne officielle. En ce qui concerne mon principe au Kremlin, j'étais dans une autre partie de la salle que Gorbatchev. Je n'ai aucun contact avec lui et je ne pense pas que le fait d'avoir goûté quelques boissons au Kremlin changera quoi que ce soit. » L'académicien répondait ainsi clairement à ceux qui affirmaient qu'il s'était aligné sur les positions de M. Gorbatchev, notamment en matière de désarmement.]

M. Chirac a aussi cité M. Sakharov pour demander à son auditoire d'« assumer avec lucidité et réalisme les conséquences du savoir ». Il a mentionné deux de ses conséquences : le devoir de coopération internationale entre scientifiques et celui d'information des scientifiques non seulement à l'égard des gouvernements, mais aussi des opinions publiques. « En contrepartie, a-t-il ajouté, il revient aux gouvernements de garantir l'indépendance de la science, la liberté professionnelle du savant et le droit de la communauté scientifique à explorer sans contraintes toutes les directions de la science et de la recherche. »

J. A. et D. D.

Diplomatie

des Européens aux initiatives de M. Gorbatchev

M. Jacques Chirac, qui devait quitter Moscou samedi soir, devait s'entretenir vendredi avec M. Gorbatchev. La question du désarmement sera au centre de ces conversations.

Le secrétaire général a participé - ce qui n'était pas prévu - au dîner offert jeudi au Kremlin par le chef du gouvernement soviétique, M. Rykov, en l'honneur de M. Chirac. A cette occasion, le premier ministre français a réaffirmé les thèses de Paris en matière de désarmement, réclamant l'évacuation de l'Afghanistan et la libé-

lisation de la politique soviétique en matière des droits de l'homme.

Samedi, M. Chirac devait prendre son petit déjeuner à l'ambassade de France en compagnie de plusieurs candidats à l'émigration; il devait rencontrer ensuite le nouveau M. Rykov et donner une conférence de presse. Après avoir offert un déjeuner à des personnalités du monde culturel, il devait enregistrer une interview qui devait être diffusée dans la soirée par la télévision soviétique.

Désarmement : le casse-tête de la vérification

par Michel Tatu

Maintenant que Soviétiques et Américains sont d'accord sur les principales dispositions d'un traité sur l'élimination de toutes les armes nucléaires de portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres, on pourrait croire que les négociateurs de Genève ont presque terminé leur travail. C'est bien entendu le contraire qui est vrai, et l'équipe chargée des forces nucléaires intermédiaires (FNI), elle-même divisée en groupes et sous-groupes, est à la tâche cinq jours par semaine.

Farmi les missions qui lui restent à accomplir, l'une des plus ardues est la mise au point de mesures de contrôle. Comme on va le voir d'après les précisions recueillies récemment auprès d'un responsable américain, jamais encore les représentants des deux grandes puissances n'ont réussi à s'accorder sur un degré de détail sur des sujets qu'ils considèrent encore récemment comme ultra-sécursitaires. Et le résultat de tout cela pourrait bien être, en cas de succès, une modification significative du paysage militaire européen, voire du paysage tout court.

Les Etats-Unis prévoient d'inspecter au projet de traité qu'ils ont déposé au début du mois trois textes distincts sur le seul problème de la vérification, et l'un de ces projets a été déjà déposé à Genève. Ces annexes feront l'inventaire des mesures de contrôle, groupées sous quatre rubriques différentes. Sur les deux premières, les Soviétiques ont déjà donné leur accord de principe; les deux autres soulèvent encore des difficultés.

1) La première mesure, la plus spectaculaire, sera la destruction des engins visés par l'accord, en présence d'observateurs des deux super-puissances et probablement aussi d'autres pays, auxquels on ne manquera pas de faire savoir ce spectacle du premier désarmement nucléaire. Fera-t-on un feu de joie de SS-20 et de Pershing-2 sous les caméras de la Mondovision? On se bornera-t-on à des opérations plus techniques de démontage et de désamorçage? Pas de problèmes en tout cas là-dessus entre les Deux Grands, qui font ainsi l'un et l'autre une bonne opération publicitaire.

2) Pas de problème de principe non plus pour le deuxième type de mesures, qui visent à opérer un certain nombre (à préciser) d'inspections annuelles sur une série de sites dont la liste aura été agréée des deux côtés. Quels seront ces sites?

Ici, les Soviétiques se montrent encore plus rigoureux que leurs partenaires : à la liste américaine (rampes de lancement, dépôts, usines où sont fabriqués les engins), ils ajoutent les centres d'essais. En outre, comme l'a dit M. Vorontsov, à Bonn, le 6 mai, « nous tenons à ce que les contrôleurs effectuent leurs inspections à l'intérieur des usines, alors que les Américains veulent qu'ils restent aux portes de ces installations ».

Pesage obligatoire à la sortie des usines ?

Notre interlocuteur américain confirme, en effet, que Washington « préfère » un contrôle exercé à l'extérieur des usines. Mais même dans ce cas la situation risque d'être quelque peu cocasse : ces contrôleurs seraient, de fait, stationnés en permanence aux portes mêmes des installations, dont on s'assurait au préalable qu'elles ne comportent pas de données dans les sites perdus du Kazakhstan, et aussi comment les militaires, dans les deux camps, s'accommoderont de ces intrus installés à leurs portes.

Notons encore que ces contrôles permanents ne seraient imposés, toujours selon les propositions américaines, qu'aux usines et dépôts. Ils ne s'appliqueraient pas aux bases militaires, pour lesquelles on se contenterait de visites périodiques. Même si ces restrictions sont acceptées, il restera à voir ce que tout cela donnera dans les sites perdus du Kazakhstan, et aussi comment les militaires, dans les deux camps, s'accommoderont de ces intrus installés à leurs portes.

3) Le cas des visites à effectuer sur des sites non agréés pose le problème le plus difficile. Accepter des contrôles n'importe où et à l'improviste, c'est ne plus être chez soi. Mais les refus, c'est ouvrir la voie à des violations et, en tout cas, à toutes sortes de suspensions. Si des activités douteuses sont observées dans un endroit jusqu'à présent d'Asie centrale, il faudra pouvoir s'assurer qu'il ne s'agit pas de la construction d'une usine ou d'un dépôt pour des SS-20 interdits.

Les Américains assurent que les critères qu'ils tentent de définir seront « raisonnables » et que le

nombre de ces inspections sera limité. Les Soviétiques, on le sait, ont élevé des objections (Le Monde du 15 mai), mais ils ne devraient pas rejeter en bloc un principe qu'ils ont accepté en septembre dernier dans le domaine des forces conventionnelles : l'accord conclu à Stockholm sur les mesures de confiance en Europe prévoit par exemple que les observateurs d'un pays signataire peuvent s'inviter d'autorité, au maximum une fois par an, chez un autre, pour un séjour de quarante-huit heures, à l'exception minimale de trente-six heures. Il est vrai que le même texte maintient des zones interdites « en nombre le plus réduit possible ». Mais ce précédent devrait être considéré comme un minimum incompressible, dès lors qu'il s'agit cette fois des armes nucléaires.

L'état des lieux

4) Dernier chapitre des mesures de contrôle, encore problématique lui aussi : les Américains demandent que soit établie avant toute réduction une sorte d'état des lieux, autrement dit que l'on procède sur place à un comptage préalable des missiles visés par l'accord. Les Soviétiques, conformément à une ligne traditionnelle qui leur fait rejeter le « contrôle pour le contrôle », c'est-à-dire toute mesure de vérification non liée à des actions de désarmement, soulèvent des objections. Mais il ne s'agit pas de leur part d'un refus catégorique.

De toute manière, il faudra bien surmonter les variations parfois importantes entre les deux parties sur les données initiales. Ainsi Moscou dénombre 256 missiles de croisière déployés en Europe occidentale, alors que les Américains affirment n'en avoir déployé que 106... En sens inverse, les Américains comptent 270 SS-20 en Europe, les Soviétiques, 240 seulement.

Beaucoup de travail pour les diplomates, donc, et aussi beaucoup de contestation en perspective du côté occidental. Sans doute n'y a-t-il pas et n'y aura-t-il jamais de contrôle absolu, comme le rappellent les Américains. Mais cela pourrait conduire à découvrir de nouvelles dimensions du désarmement, une notion que l'on croyait jusqu'ici génératrice de confiance automatique et qui pourrait bien donner lieu à des tensions ou méfiances inattendues. Surtout si le désir de conclure vite conduisait à des accords bâclés.

La réunion des ministres de la défense de l'OTAN

L'alliance atlantique s'oriente vers un « oui » nuancé à la « double option zéro »

A quelles conditions la sécurité de l'Europe de l'Ouest est-elle compatible avec la conclusion par les Etats-Unis et l'URSS d'accords portant sur l'élimination des armes nucléaires intermédiaires à longue portée (de 1 000 à 5 000 kilomètres, les LRINF) et à courte portée (de 500 à 1 000 kilomètres, les SRINF) ? L'alliance atlantique doit-elle se prononcer, comme l'y invitent, chacun à sa

manière, MM. Reagan et Gorbatchev, en faveur de la « double option zéro » ? Malgré les hésitations persistantes du gouvernement allemand, la réponse qui devrait être donnée le 12 juin à Reykjavik, à l'occasion de la session de printemps des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique, sera sans doute positive.

STAVANGER de notre envoyé spécial

Plusieurs participants à la réunion, jeudi 14 et vendredi 15 mai à Stavanger, en Norvège, du comité des plans nucléaires de l'OTAN, qui rassemble les ministres de la défense des pays de l'alliance, à l'exception de la France, étaient optimistes. Il apparaît difficile que la RFA, menacée par ses partenaires mais néanmoins isolée, puisse empêcher les négociations d'aller de l'avant. Dans l'hypothèse où ce pronostic se vérifierait, il restera à voir si la position ainsi définie par l'alliance emportera l'adhésion de l'Union soviétique. Sur plusieurs points précis, elle différencie de ce que propose Moscou.

En fait, l'essentiel est plutôt dans ce que l'on appelle à l'OTAN « l'environnement de la décision ». L'alliance, consciente de la supériorité des forces conventionnelles soviétiques, proclame sa volonté de ne pas baisser sa garde. Ses membres sont tous hostiles à la dénucléarisation progressive de l'Europe que souhaite, selon eux, M. Gorbatchev. A Stavanger, les ministres de la défense, M. Caspar Weinberger en tête, ont réaffirmé leur attachement à la stratégie de la dissuasion et de la riposte graduée, qui implique le maintien de forces nucléaires américaines en Europe.

Cette attitude a une double conséquence. D'abord, l'accord sur les euromissiles, s'il se fait, n'en préférera pas d'autres, par exemple sur

les armes nucléaires tactiques. En outre, le maintien d'une capacité de dissuasion suffisamment crédible en Europe suppose, après élimination des missiles à longue et à courte portée, que l'on revioie, adapte et complète les autres moyens existants. Ce problème de la modernisation des arsenaux nucléaires et non nucléaires a été longuement évoqué jeudi. Les trois comités militaires ont clairement indiqué que des décisions impliquant le déploiement d'armes nouvelles seront nécessaires si les négociations aboutissent.

De nouveaux déploiements ?

Les militaires considèrent notamment que la souplesse de la riposte serait mieux assurée si l'alliance pouvait conserver des missiles permettant une frappe en profondeur, par exemple jusqu'à 750 kilomètres, c'est-à-dire au-delà du seuil des 500 kilomètres figurant dans l'offre soviétique. Un tel choix semblait avoir peu de chance d'être retenu, ils se rabattent sur d'autres systèmes d'armes qui se substituent aux missiles défilants. Il a été beaucoup question à Stavanger de missiles lancés à partir de sous-marins, du rôle croissant que devraient jouer les avions, notamment les F111 à « double mission », de l'amélioration des performances des engins tactiques existants.

Les experts rappellent la décision de Montebello, par laquelle l'Organisation atlantique s'était prononcée, en 1983, pour une réduction unilatérale du nombre de ses lanceurs,

assortie en contrepartie d'une modernisation de ceux gardés en opération, et font valoir que cette modernisation devrait se faire indépendamment de la signature éventuelle d'un accord entre les Etats-Unis et l'URSS sur les euromissiles.

Un des sujets de controverse entre l'URSS et les Etats-Unis est l'élimination des Pershing-1A. Ces missiles à courte portée sont détenus par l'armée allemande, mais approuvés en têtes nucléaires par les Américains. Les Soviétiques demandent qu'ils soient inclus dans l'accord sur les SRINF. Les Américains s'y opposent en faisant valoir que les accords projetés concernent exclusivement les euromissiles américains et soviétiques et ne peuvent donc porter sur des armes dont la maîtrise dépend de pays tiers. Certains à Stavanger pensaient que M. Woerner, ministre ouest-allemand de la défense, pourrait se résigner à la double option zéro s'il était confirmé que les Pershing-1A restaient hors du coup.

S'agissant des missiles à longue portée (LRINF), M. Weinberger, soutenu par les autres ministres, a souligné que les Etats-Unis entendaient que l'option zéro soit globale, c'est-à-dire que l'élimination porte sur la totalité des engins existants, y compris sur les cent SS-20 que les Soviétiques voudraient conserver en Asie, en permettant, en contrepartie, aux Américains d'en détenir un nombre égal sur leur territoire.

PHILIPPE LEMAITRE.

Une visite marquée par la franchise

(Suite de la première page.)

Voilà aussi qui remettrait à sa juste place l'explication « franche et courtoise » qu'avait eue, juste avant de passer à table, MM. Chirac et Rykov, assistés d'une dizaine de collaborateurs.

D'entrée de jeu, M. Chirac parut comme « dopé » par la présence du numéro un soviétique, et l'ambiance, rarement badine dans ce genre de réunion, changea. Elle devait se maintenir pendant tout le dîner, exception faite de M. Rykov qui avait manifestement l'impression de jouer les utilités, après avoir tenu un discours dont la sévérité, pourtant bien prévisible, détonait presque.

Cela n'empêcha pas MM. Chirac et Gorbatchev de bavarder toute la soirée, le premier en punctuant ses propos de nombreux gestes, le second restant plus en retrait : M. Gorbatchev n'est pas un extroverti. Il n'en est rien moins à plusieurs reprises.

Que se disaient les deux hommes par interprètes interposés ? Sans doute parlaient-ils chacun la mesure de l'autre en ayant recours à l'humour pour ne pas tendre inutilement la situation. La vraie explication ne devait avoir lieu que vendredi matin, en petit comité, au Kremlin. Seul exemple connu des réels échanges, mais combien précieux :

M. Gorbatchev : « Alors, vous vous préoccupez toujours gauloise ? »

M. Chirac : « Mais bien sûr, et je vais vous le démontrer... »

La boutade de M. Gorbatchev n'en était pas exactement une. Il suffisait, pour s'en persuader, de se remémorer les propos tenus quelques instants plus tôt par M. Rykov, un homme qui n'a pas vocation à prendre des initiatives en matière de politique étrangère et qui s'exprime tout d'abord au nom de la direction soviétique.

Le premier ministre soviétique s'en est surtout pris, une nouvelle fois, à l'attachement des dirigeants français au principe de la dissuasion nucléaire, voyant même dans cette obstination un élément « inquiétant ». Les « doutes », voire les « objections directes » formulées par « certaines capitales européennes » devant le démantèlement de « catégories entières de missiles nucléaires », irritent profondément Moscou, qui feint de ne pas comprendre pourquoi certains pays hésitent de se rallier à un système de « sécurité politique, militaire, économique et humanitaire », qui ne serait finalement fondé que sur la confiance.

Sous le couvert de la « franchise », M. Chirac n'a rien cédé à ses bêtes dans sa réponse, réaffirmant les thèses traditionnelles françaises qui avaient été exposées ici même par M. Mitterrand lors de sa visite de juillet 1986. Si les propos du premier ministre n'ont pas satisfait les Soviétiques, ils n'avaient rien qui puissent choquer l'Elysée. M. Chirac avait d'ailleurs pris soin de communiquer son texte au président de la République avant de quitter Paris. Le premier ministre en est resté, il est vrai, aux grands principes, évitant le sujet épineux des missiles à courte portée : il n'y a pas de contradiction, a-t-il répété, entre l'attachement de la France à la dissuasion et son action en faveur du désarmement, mais celui-ci demandera du temps, doit s'étendre aux missiles stratégiques, ne pas ignorer

● Attentats au Turkménistan : un mort et trois blessés. - Un habitant d'Achkhabad (Turkménistan), à proximité de la frontière iranienne, a été tué et trois autres ont été blessés, dont deux gravement, par l'explosion d'une voiture et d'un colis piégés en mars et avril derniers, a rapporté le journal local. Le Turkménistan Iskara du lundi 11 mai, parvenu jeudi à Moscou, précisait qu'une voiture piégée a explosé le 23 mars, blessant gravement son conducteur, M. B. Atalanov. Un mois plus tard, un autre habitant d'Achkhabad, M. Khudaberdil Nouriev, a été tué lors de l'explosion d'un colis qu'il ouvrait à son domicile. - (AFP.)



les armes conventionnelles et chimiques.

Auparavant, le premier ministre avait insisté sur la question fondamentale de la « confiance authentique » sans laquelle il ne peut y avoir de réels progrès dans la détente en Europe. Et de citer deux aspects de la politique soviétique qui lui servent de baromètre pour juger des bonnes dispositions de Moscou : les droits de l'homme (doit nettement mieux faire) et l'Afghanistan (doit repartir totalement et rapidement le contingent de l'armée rouge).

L'affaire des espions

Le temps est loin, décidément, où du côté français, on ne procédait en ce genre de circonstance que par allusions furtives et subtiles, incompréhensibles au commun des mortels. Sans doute est-ce mieux ainsi, mais il ne faut pas s'enorgueillir, dans ces conditions, si les Soviétiques font de même. La méthode de la franchise inaugurée par M. Mitterrand donne des résultats inégaux en matière de communication : le journal télévisé soviétique n'a, jusqu'à présent, accordé que quelques dizaines de secondes à M. Chirac, mais son discours de jeudi soir est reproduit presque intégralement dans la Pravda de ce vendredi matin. La transparence, toutefois, à ses limites. Les Soviétiques ne sauront pas que le premier ministre français a félicité leurs dirigeants pour avoir pris

JACQUES AMALRIC et DOMINIQUE DHOMBRES.

Edgar MORIN

Penser l'Europe

« La force d'Edgar Morin, qui a signé là l'un de ses livres les plus féconds, c'est d'avoir fait vibrer non seulement ses cordes de sociologue, d'historien, mais aussi celles d'un poète. »

Pierre Drouot / Le Monde

« Le plus inattendu et le plus convaincant des manifestes européens, Edgar Morin réussit un exploit. »

Janick Jossin / Le Nouvel Observateur

au Vif du Sujet

GALLIMARD *rf*

à Moscou et la répa

entretien entre le premier ministre et Andreï Sakharov

processus de libération diplomatiquement interrompu, affirme l'académicien

M. Chirac a tenu un entretien avec Andreï Sakharov pour demander la libération de l'Union soviétique et réaliser les conséquences de la situation internationale. Le dialogue scientifique et culturel entre les deux hommes a été interrompu par le régime soviétique. M. Chirac a exprimé sa déception et a demandé que le dialogue soit rétabli.

« Dans un entretien téléphonique par TF1 et RTL, M. Chirac a déclaré : « Je suis très intéressé par les changements de régime, mais ce qui concerne la libération des prisonniers de conscience, la réhabilitation de la communauté scientifique et la libération de la recherche, je reviens aux questions de la science, la liberté de la communauté scientifique, la libération de la recherche. »

« L'académicien soviétique de la physique, le nom de Sakharov, est un nom qui est connu de tous. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. »

« L'académicien soviétique de la physique, le nom de Sakharov, est un nom qui est connu de tous. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. »

« L'académicien soviétique de la physique, le nom de Sakharov, est un nom qui est connu de tous. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. »

« L'académicien soviétique de la physique, le nom de Sakharov, est un nom qui est connu de tous. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. »

« L'académicien soviétique de la physique, le nom de Sakharov, est un nom qui est connu de tous. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. C'est un processus complexe pour l'Union soviétique. Je pense que l'Union soviétique ne peut pas se permettre de laisser Sakharov en prison. »

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le degré zéro du reaganisme

(Suite de la première page.)

On lève, mais d'un mouvement mécanique et presque obsessionnel, tant la vérité — ici effrayante, là insignifiante — est recherchée sans vrai dessein, comme pour elle-même, comme un absolu, par définition étranger aux catégories de la politique.

On comprend que les démocrates et avec eux l'establishment républicain aient été l'objet de la nouvelle droite à la Maison Blanche, bref que le Congrès ait plaisir et avantage à autopsier à vie le reaganisme. Les premiers espèrent n'en avoir que plus de chances en novembre 1988 ; le second règle ses comptes et tourne la page du néo-conservatisme ; le pouvoir législatif enfin, au-delà des clivages partisans, reprend l'avantage sur l'exécutif.

Il y a une logique à cela, mais la disproportion n'est pas moins stupéfiante entre le tourbillon de l'assaut et la faiblesse de l'assaut. Lorsque la presse et le Congrès accusaient M. Nixon de la démission, on était à l'apogée d'une longue période libérale. Le président incarnait jusqu'à la caricature un conservatisme cynique, sa vigueur était indiscutable : la haine et l'affrontement étaient véritables.

Aujourd'hui, rien de tel. Vieilles, fatigués et presque usés jusqu'à la corde, M. Reagan ne symbolise plus que l'échec d'un mythe et la fin d'une euphorie. Politiquement, il est mort depuis les improvisations du sommet de Reykjavik en septembre dernier, sans doute même depuis l'explosion, en janvier 1986, de la navette spatiale et en tout cas depuis la victoire démocrate aux élections parlementaires de novembre.

On tire en fait sur une ambulance, dans l'ennui général d'interrogatoires qui ne font que confirmer dans le détail ce que l'on savait en gros depuis plusieurs mois. Souvent avocats de profession, les parlementaires membres des commissions savent traquer la contradiction, progresser en douceur et puis, d'un coup, ferrer et faire surgir un fait nouveau. Quotidiens et journaux télévisés en font de gros titres, commentent et ajoutent quelques indices de plus, mais ce suspense ne tient décidément personne en haleine, car la seule révélation spectaculaire à laquelle pourraient aboutir ces *hearing* ne serait pas que M. Reagan était en cour d'assises de ses collaborateurs mais qu'il ne l'était pas.

Le lundi 11 mai, par exemple, lorsque l'ancien conseiller du pré-

dent pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, fait comprendre que M. Reagan avait, en février 1985, profité d'une visite d'Etat du roi Fahd pour lui demander d'augmenter sa contribution secrète au budget des « *contras* », on réalise que décidément l'organisation du financement des « *combattants de la liberté* » ne relevait pas seulement des échelons subalternes de la Maison Blanche.

Le président mettait lui-même la main à la pâte, et ce n'est pas là une brouille : il violait ainsi l'esprit, au

philanthropie avait été activement requise — en pleine négociation sur une demande saoudienne de livraisons d'armes, à laquelle s'opposait le Congrès.

Un président paralysé

On est dans les coulisses d'hommes d'Etat et en pleine force. C'est à la fois grotesque et très fort — comme ce moment où M. McFarlane se cite, essayant de faire comprendre au colonel Oliver



moins, de la loi. Le Congrès avait clairement manifesté à l'époque sa volonté de ne pas laisser le gouvernement fédéral contribuer au renforcement militaire de la guerre. Pire, M. Reagan dément le lendemain, ne conviant absolument personne et doit finir par reconnaître, le surlendemain, que son propre journal intime (entre les mains des enquêteurs) indiquait que le sujet a bel et bien été abordé entre le roi et lui.

Mais c'était, jurait-il alors, la seule initiative du souverain, qu'il n'aurait ainsi jamais sollicité et se serait uniquement contenté de féliciter de cet engagement en faveur d'une juste cause. Une journée encore, et l'on commence pourtant, de brides en fuites, à avoir une vision d'ensemble de la manière dont cette

North, en novembre dernier, qu'il était inutile de détruire des documents : « *Ollie*, lui avait-il dit, vous avez toujours agi sur instructions.

On jongle avec de la dynamite, mais la bombe est mouillée, puisqu'il n'y a, juridiquement, toujours pas de quoi poursuivre M. Reagan et que, politiquement, la différence ne peut plus être que quantitative — tous plus ou moins d'embarras, de contradictions et de désordre pour un président que ni les républicains (divisés sur le choix de son successeur) ni les démocrates (ravis de ce pourrissement) ne souhaitent posséder dehors.

Le Congrès auditionne, la presse déborde de révélations, mais si M. Reagan, paralysé, prend des airs d'occupant abusif de la Maison Blanche, l'évidence est que les deux

CHILI

Vives réactions à l'annonce de la relégation de deux anciennes dirigeantes communistes

Santiago du Chili. — Le sort des deux anciennes dirigeantes communistes reléguées à l'île de l'Exil — l'ex-sénateur Julieta Campuzano et l'ex-député et ministre Mireya Baltra, reléguées le mardi 12 mai dans le nord et le sud du pays — continue de provoquer de vives réactions tant à l'intérieur du Chili que dans la communauté internationale.

Mgr Tomas Gonzales, président de la commission pastorale chilienne sur les exilés, a ainsi prié jeudi la défense des deux dirigeantes communistes, en estimant que l'Exil « est immoral parce que le droit de vivre dans son pays dépasse tous les autres ». Mgr Gonzales a aussi indiqué que la mesure prise par les autorités témoignait d'un manque de respect pour le pape Jean-Paul II, qui avait, lors de sa visite, lancé un appel à la réconciliation nationale.

L'Union interparlementaire (UIP), qui regroupe les parlementaires de cent huit pays à Genève, est de même intervenue jeudi auprès du général Pinochet pour demander la libération des deux anciennes dirigeantes. Au même moment, le chef de la diplomatie chilienne, M. Jaime del Valle, a été reçu en audience privée par Jean-Paul II à Rome, avec lequel il a eu une entrevue en tête à tête de trente minutes. Le Saint-Siège et l'ambassade du Chili ont maintenu un mutisme complet sur la raison de la visite et le contenu de la rencontre.

Par ailleurs, la Cour suprême chilienne a condamné, jeudi, à une peine d'emprisonnement de dix-huit mois le journaliste Juan Pablo Carreras, responsable de l'hebdomadaire d'opposition *Analisis*. Il avait été accusé de calomnie envers le président Augusto Pinochet et la cour d'appel l'avait condamné à passer ses nuits en prison pendant trois ans. — (AFP, Reuters.)

Chambres, elles, tiennent là le moyen de faire oublier qu'elles n'ont pas plus de réponses que le président aux grandes questions posées à l'Amérique par cette fin de siècle. L'ivresse du pays est un souvenir ; on ne parle plus que de défis japonais et sud-coréens, endettement, désindustrialisation, perte de compétitivité et égoïsme de la « *glasnost* » (transparence).

Les Etats-Unis se sentent à un vrai tournant, et commencent à en mesurer les incertitudes, mais ni le Congrès, ni la Maison Blanche, ni les républicains, ni les démocrates n'ont de propositions à avancer sur la manière de réduire les déficits budgétaires et commerciaux ; de redonner force à l'industrie ; de répondre à l'apparition d'un dirigisme soviétique qui n'est ni simple ni désigné ; de faire face à la crise économique et sociale de l'hémisphère Sud, ou encore de traiter avec le régime sandinista.

Ces questions demeurent sans réponses, et si le mieux placé des candidats démocrates a si facilement été éliminé pour une affaire d'adultère, c'est peut-être surtout qu'il n'avait clairement pas l'écouille du visionnaire qu'exigerait la période.

L'Amérique tourne à vide. Cette gratuite obsession de la vérité a finalement une fonction : attendre qu'une nouvelle direction s'esquisse à l'horizon. En attendant, on lave à grande eau.

BERNARD GUETTA.

Asie

CAMBODGE

Le prince Sihanouk se met « en congé » de la résistance

BANGKOK correspondance

Le prince Norodom Sihanouk vient d'annoncer, depuis Pyongyang, qu'il avait décidé de se mettre en congé pour un an de ses fonctions de président du Kampuchéa démocratique — l'alliance de la résistance antivietnamienne au Cambodge — pour protester contre des attaques opérées par des combattants Khmers rouges, ses partisans, contre ses hommes. Un incident, le 26 avril dernier, aurait fait deux morts du côté des maquisards sihanoukistes.

Il serait étonnant que ce soit là le seul motif de ce « *congé* » que s'octroie le prince. A plusieurs reprises, celui-ci nous avait fait part de la frustration qu'il éprouve à ne pouvoir jouer plus librement de la carte diplomatique en raison de l'opposition de la Chine et des Khmers rouges à tout contact avec des représentants du régime de Phnom-Penh.

Depuis plusieurs mois, par le biais de divers intermédiaires, des diplomates vietnamiens aussi bien que le premier ministre de la République populaire du Kampuchéa, M. Hun Sen, ont exprimé leur souhait d'une rencontre entre l'ancien souverain du Cambodge et le chef de gouvernement de Phnom-Penh.

Provisoirement déchargé de ses responsabilités, le prince Sihanouk pourrait désormais rencontrer éventuellement M. Hun Sen, si ce der-

nier met à profit cette ouverture déguisée, par exemple à l'occasion d'une escale à Paris à la fin juin. Tout en déplorant le moment choisi pour cette annonce, la Thaïlande serait intéressée à voir quelle sera la réponse du camp vietnamien. — (J.E.)

● **PAKISTAN** : bombe à la frontière afgane. — Une bombe de forte puissance a explosé, le jeudi 14 mai, tuant sept personnes et blessant une trentaine d'autres, dans un autobus à la gare routière de Peshawar, capitale de la province du Nord-Ouest pakistanaise, limitrophe de l'Afghanistan, s'est-on appris de source médicale. La police a accusé des agents afgans d'être responsables de l'attentat. — (Reuters.)

● **INDE** : arrestations au Pendjab. — Plus de quatre cents personnes soupçonnées de se livrer à des activités d'appartenance aux mouvements extrémistes sikhs ont été arrêtées au Pendjab depuis la dissolution, le lundi 11 mai, du gouvernement local des sikhs modérés et la reprise en main décidée par le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, selon la police.

Parmi les personnes arrêtées figure notamment l'ancien ministre de la coopération du gouvernement du Pendjab, M. Pritam Singh Chandra, ainsi qu'un député du parti sikh Akali Dal et trois membres importants du Parlement religieux de la communauté sikh. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

Violents incidents dans des universités

Séoul. — La police sud-coréenne est intervenue en force, le jeudi 14 mai, à Séoul et à Kwangju, dans le sud du pays, pour disperser des manifestations marquant l'anniversaire du soulèvement qui avait fait quatre cent quatre-vingt-dix morts à Kwangju en 1980, ont rapporté des témoins.

Le campus de l'université nationale de Chunnam à Kwangju s'est transformé en champ de bataille lorsque quelque sept cent policiers anti-émeutes ont fait irruption avec des véhicules blindés, ont ajouté des témoins. Un millier environ d'étudiants ont jeté cocktails Molotov et pierres sur la police au milieu de nuages de gaz lacrymogènes. Selon l'agence Yonhap, dix-sept policiers au moins ont été blessés. Un étudiant atteint à la tête par une grenade lacrymogène a été hospitalisé. De violents bagarres ont également éclaté à Séoul dans les universités de Corée et de Sungkyunkwan et ont duré plus d'une heure. Auparavant, la police avait annoncé avoir été placée en alerte pour une semaine à partir de vendredi, alors que les étudiants commencent à se mobiliser pour commémorer l'anniversaire du soulèvement de Kwangju. — (AFP.)

Espagne

Nouvelles manifestations contre les restructurations industrielles

De nouveaux incidents ont éclaté, le jeudi 14 mai, à Reinosa, dans la province de Santander (nord de l'Espagne), et à Puerto-Réal, en Andalousie. A Reinosa, où les ouvriers de l'acier Forjas y Acoras protestent depuis trois mois contre un plan de restructuration, une voie de chemin de fer a été coupée, un wagon incendié et des barricades ont été dressées dans la ville. La tension est toujours grande dans la localité cantabrique, où un ouvrier est mort la semaine dernière de ses blessures à la suite d'affrontements très violents (Le Monde du 8 mai).

(Publié)

DÉFI A KADHAFI

Défaite au Tchad, après les bombardements US et la rupture avec le Maroc... Jamais le leader libyen n'a tant souffert. Est-il prêt à tout pour être condamné ?

Dans le numéro de mai d'ARABIES, en kiosques et en librairies, 78, rue Joffroy, 75017 Paris.

Éthiopie

Reprise des activités du CICR

La délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Addis-Abeba a reçu l'accord du ministère éthiopien des affaires étrangères pour une reprise partielle de son action en faveur des populations civiles dans le nord du pays, a annoncé, le jeudi 14 mai, à Genève, le bureau du CICR.

Les distributions d'aide alimentaire avaient été suspendues en décembre dernier, à la suite des mesures prises par le gouvernement d'Addis-Abeba visant à contrôler les programmes d'assistance conduits par le CICR. Celui-ci a l'autorisation d'envoyer quatre de ses délégués dans les provinces de l'Erythrée, du Tigré et du Gondar, où sont stockées 20 000 tonnes de vivres. Au plus fort des opérations de secours, en 1985, le CICR et la Croix-Rouge éthiopienne avaient assisté, chaque mois, une moyenne de six cent mille personnes en Erythrée, au Tigré, dans le Gondar, le Wollo et le Hararghe. L'année suivante, à la suite de l'amélioration des conditions climatiques et en raison du meilleur état nutritionnel d'une partie de la population, cette moyenne avait été ramenée à trois cent trente mille personnes, précise le CICR.

Tunisie

Protestation contre l'arrestation de M. Chamari

Amnesty International, dans un communiqué publié le jeudi 14 mai, demande la libération « immédiate et

inconditionnelle » de M. Khémis Chamari, secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, écroué le 11 mai pour « propagation de fausses nouvelles ».

D'autre part, nous avons reçu le texte suivant émanant de plusieurs personnalités :

« Alors que la Tunisie pouvait s'enorgueillir d'être l'un des pays du monde où militait une Ligue des droits de l'homme indépendante, voici qu'on arrête son secrétaire général, vice-président de la Fédération internationale et qu'on crée une organisation dont les pouvoirs publics n'auront rien à craindre. Les sous-signés protestent fermement contre ces mesures et demandent instamment la libération de M. Khémis Chamari : Paul Balta, Michèle Beauvillard, Jacques Barque, Paul Blanquet, Claude et Ida Bourdet, Jean Dresch, René Gaillet, Gaston Gosselin, Nicole Grandin, Daniel Jurkovic, Jean Lacouture, Albert-Paul Lentin, Patrick Morry, Paul Navec, Léo Matrasso, André Pautard, Maxime Rodinson, Alain et Françoise Ruellan, Philippe de Saint-Robert, Alain Savary.

République sud-africaine

Expulsion de deux journalistes britanniques

Les autorités sud-africaines ont signifié, le jeudi 14 mai, à deux journalistes britanniques, Michael Buerk, correspondant de la BBC, et Peter Sharp, correspondant de la chaîne de télévision indépendante ITN, leur refus de renouveler leur permis de travail, ce qui équivaut à une mesure d'expulsion. Les deux journalistes ont dix jours pour quitter le pays.

La BBC et l'ITN avaient diffusé, le mois dernier, des images des affrontements qui avaient opposé la police aux grévistes des chemins de fer sud-africains, ainsi que les heurts entre les forces de l'ordre et les étudiants, montrant notamment l'usage de foudres et de pistolets à grenaille par les policiers. La semaine dernière, les autorités avaient expulsé deux journalistes de la télévision australienne.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin dernier, cinq correspondants permanents étrangers ont été expulsés. — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

L'enquête du Congrès sur l'« Irangate » fait sa première victime

WASHINGTON de notre correspondant

Les auditions des commissions d'enquête parlementaire sur l'« Irangate » ont fait, le jeudi 14 mai, leur première victime. Le directeur administratif de la Maison Blanche, M. Jonathan Miller, a démissionné de ses fonctions aussitôt après qu'un témoin ait révélé qu'il avait, en mars 1985, aidé à remettre à la guérilla antisandiniste de l'argent sorti d'un coffre du Conseil national de sécurité.

Selon ce témoin, M. Robert Owen, qui a longtemps travaillé comme agent de liaison entre la guérilla et le colonel North, M. Miller aurait accepté de convertir en

liquide des chèques de voyage dont le montant était destiné à l'un des principaux dirigeants des « *contras* ». La législation en vigueur à l'époque de cette opération interdisait toute aide américaine aux « combattants de la liberté ». M. Owen, qui avait lui-même participé à ce versement, témoignait sous la protection d'une garantie d'immunité.

Il ressort de ses déclarations que le colonel North avait fréquemment chargé de semblables remises de fonds, souvent destinées à parer à des besoins immédiats aussi prosaïques que des notes d'hôtel ou de restaurant.

Avant l'audition de M. Owen, M. Sigur, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique, avait déclaré avoir sollicité de Taiwan une aide financière en faveur des « *contras* » en 1985, alors qu'il travaillait au Conseil national de sécurité sous les ordres de M. McFarlane.

Dans la matinée, aux dernières heures d'un témoignage de quatre jours, M. McFarlane avait, pour sa part, réaffirmé que M. Reagan avait personnellement approuvé, en 1985, un projet de paiement de rançons en échange de la libération d'otages américains du Liban.

B. G.

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ **LEMONDE**

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30

Syriens calment le jeu Les attaques contre leurs troupes

Une éruption libanaise au moment où les grandes manœuvres de l'armée syrienne sont contraincées à se dérouler en spectacle pour les observateurs occidentaux. Les attaques contre les troupes syriennes, qui ont été nombreuses ces dernières semaines, ont cessé. Les Syriens calment le jeu. Les attaques contre leurs troupes ont cessé.

Cela explique à la fois le calme relatif de la situation au Liban, et le fait que les troupes syriennes ne soient pas encore allées à l'assaut de la capitale libanaise, Beyrouth.

Le message d'un envoyé spécial de l'ONU, le 14 mai, a été reçu par les deux camps. Il a été interprété comme un appel à la modération.

Le débat sur la conférence de paix

Pères cherche le soutien des Etats-Unis

Le président américain, Ronald Reagan, a exprimé son soutien à la conférence de paix.

Le Golfe

Le Liban

Le Maroc

Le Parlement

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le Front national

Le second effet Le Pen

- M. Balladur cherche à clarifier l'attitude de la majorité
- M. Rocard évoque Hitler

L'agitation qui s'est emparée de l'ensemble de la classe politique, les polémiques déclenchées par les déclarations de M. Le Pen, la nervosité engendrée à l'Assemblée nationale ont provoqué une brusque tension de la situation politique intérieure, alors que M. Jacques Chirac se trouve en Union soviétique. Les controverses suscitées par les propos du leader de l'extrême droite ont connu leur point d'orgue avec l'article publié dans le Monde du 15 mai par M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, élu député RPR de Lyon et fils de déporté. Ce texte lui vant les félicitations d'une partie des socialistes et le soutien de certains de ses amis (notamment MM. Carignon et Devaquet).

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, qui assure l'intérim du premier ministre, devait prendre la parole le vendredi après-midi 15 mai à Reims au cours d'un meeting organisé à l'initiative de M. Jean Falala, maire de la ville et député RPR de la Marne, en présence de M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, président du conseil régional de Champagne-Ardenne, et surtout proche de M. Barre.

Cela explique à la fois le calme relatif de la situation au Liban, et le fait que les troupes syriennes ne soient pas encore allées à l'assaut de la capitale libanaise, Beyrouth.

Le ministre d'Etat devait, à cette occasion, lancer une initiative électorale lors du déjeuner de la majorité à l'Hôtel Maitignon, mardi 12 mai. Il prévoyait en effet les modalités d'organisation de la préparation de l'élection présidentielle, telles qu'il les avait esquissées lors du « Grand jury RTL-le Monde » du 3 mai, et demandait que les présidents des deux Chambres du Parlement, MM. Jacques Chaban-Delmas et Alain Poirer, rassemblent un groupe de personnalités représentant toutes les sensibilités de la majorité sans exception afin de poser les règles qui devront être observées jusqu'à l'élection présidentielle.

Ce comité devra, selon M. Balladur, non seulement établir une sorte de code de bonne conduite, mais également veiller à éviter que les divisions ne s'accroissent, afin de préserver les chances des reports de

Virus et politique

M. LE PEN s'est donc emparé du thème du SIDA. Comme il s'était emparé de l'immigration. Sans nuances, sous les cris d'effroi et d'indignation de ses adversaires.

L'opération était pourtant inscrite en filigrane, dès 1985, dans le programme électoral du Front national. « Les pouvoirs publics », y lisait-on, « doivent avoir en permanence conscience de la menace que fait peser l'immigration, notamment clandestine, sur la santé des Français. » Traduction : non seulement, ils prennent nos emplois, agissent nos fermes et colonisent nos villes, mais ils nous transmettent leur virus.

L'idée de contagion est d'autant plus forte ici qu'elle mêle race et sexualité. Avec un vocabulaire sur mesure qui vient remuer des souvenirs ambigus : les maladies du SIDA sont des « sidaïques », l'homosexualité n'est plus que « sodomie ». Et Jeanne d'Arc est annexée au passage pour combattre toute cette impureté.

Avec le SIDA, M. Le Pen joue sur du velours. Ses affirmations très approximatives ou scandaleusement erronées ont beaucoup plus d'impact que les propos mesurés de M. Michèle Barzach. Les scientifiques eux-mêmes sont en grande partie désemparés face à cette offensive. Il n'est déjà pas facile, par définition, de lutter contre des fantasmes avec des arguments rationnels. A fortiori quand ces arguments émanent de chercheurs soupçonnés qu'ils tiennent encore pour la parole efficace à un mystérieux virus.

Cela dit, il est un peu vain de dénoncer « l'exploitation politique » du SIDA. Cette peste des temps modernes n'est-elle pas aussi un sujet politique ? Le Front national n'en ferait pas aujourd'hui ses choux gras si les autres partis s'y étaient intéressés plus tôt.

Il n'ont guère d'excuses. Depuis longtemps, des chercheurs tiraient la sonnette d'alarme. Et le prisme les a abondamment relayés, au point d'être parfois accusés de trop en faire. Du monde entier, parvenaient

Robert Solé

Le Monde

sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement

30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Douze militants cégétistes « exclus » à Nîmes Le PCF « cultive le jardin syndical » de la CGT

Nîmes
de notre envoyé spécial

« Monsieur le maire, j'ai l'honneur de vous informer que les personnes suivantes : Fernandez André, Sanchis Vincent, Amoros François, Gressin Monique, élues en 1985 sur la liste CGT pour les élections au CTP (comité technique paritaire) n'ont plus adhérentes de notre organisation syndicale ne sont donc plus mandatées par elle dans cet organisme paritaire. » Une lettre identique concernant MM. André Simon et José Lopez, représentant du même syndicat au CHS (comité d'hygiène et sécurité) a été envoyée par la CGT, le 13 avril, à M. Jean Bousquet, maire (majorité) de Nîmes (Gard). Ainsi s'est achevée, le mois dernier, une affaire qui secouait, en famille, depuis un an, le syndicat CGT des fonctionnaires territoriaux - les communaux - de la municipalité.

A ces six s'en ajoutent six autres : douze militants, anciens responsables ou animateurs du syndicat, ont été « exclus » de la CGT. L'une est employée du protocole, l'autre dessinatrice, et le restant, ouvriers professionnels, éboueurs, peintre, menuisier. Pour avoir trop voulu défendre, selon eux, « l'indépendance et la démocratie syndicales », ils sont devenus des parias, accusés de « travail fractionnel », d'« opposition systématique » et même de « dévouement ».

La sentence est tombée le 11 février dernier, au premier jour de la grève des « municipaux » de Nîmes contre le projet de passage de trente-cinq à trente-neuf heures de travail hebdomadaire conçu par M. Bousquet. A l'issue d'une réunion de la commission exécutive du syndicat « où nous avons eu une demi-heure pour nous expliquer »,

dit l'un d'eux, il nous a été indiqué que « la direction est justifiée à ne pas renouveler vos adhésions ».

Les « douzes » parlent d'exclusion, la direction du syndicat considère qu'ils « se sont mis d'eux-mêmes en dehors » de la CGT. M. François Perrin, secrétaire général, contesté, du syndicat des « communaux », s'étonne qu'on puisse s'intéresser à de telles « péripéties, pas très intéressantes » qui constituent « une affaire interne entre salariés » et qui concernent, en tout état de cause, des militants qui, selon lui, « ne paient plus leurs cotisations depuis plusieurs mois » et n'avaient « aucune activité dans le syndicat ».

Il n'est pourtant pas sûr que l'affaire soit aussi limpide que le soutient M. Perrin. Car les auteurs de cette « exclusion » collective sont, à tous les niveaux, local, départe-

mental, national, responsables de la CGT et du PCF. Une fâcheuse confusion des genres a conduit le parti à venir « cultiver le jardin syndical » de la CGT, selon l'expression utilisée en 1983 par le tout nouveau « patron » de la CGT, M. Krasucki. Or ce dernier est celui-là même qui, pour le parti, est chargé aujourd'hui de « suivre » la fédération du Gard.

A Nîmes, certains communistes estiment que « la classe aux rénovateurs » ou aux « partisans de l'indépendance syndicale stipulée par les statuts » est ouverte dans la CGT. Cette interprétation paraît d'autant plus plausible que la question des « exclusions » a été abordée en présence de M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, lors d'une assemblée de communistes, regroupant deux cents personnes, qui s'est tenue à Nîmes, le 27 mars.

OLIVIER BIFFAUD.

Avant leur première conférence Les présidents de région se concertent

M. Jacques Chaban-Delmas, président du conseil régional d'Aquitaine, a invité, le jeudi 14 mai à l'hôtel de Lassay, ses vingt-cinq collègues présidents de conseils régionaux métropolitains et d'outre-mer à une réunion préparatoire de la première conférence annuelle des régions, qui doit avoir lieu le 5 juin, à l'hôtel Maitignon, en présence de M. Jacques Chirac.

A l'issue de cette réunion, à laquelle M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'Auvergne, en déplacement privé au Japon, s'était fait représenter, ainsi que M. Edgar Faure (Franche-Comté) et Jean-Claude Gaudin (Provence-Alpes-Côte-d'Azur), le président de l'Assemblée nationale a présenté les cinq sujets qui seront évoqués le 5 juin, « considérés, affirme-t-il, sous l'éclairage européen de 1992 ».

Ainsi, le dossier des transferts des lycées aux régions, dont la responsabilité a été confiée à M. Gaudin (UDF-PR), sera soumis au premier ministre, en raison, selon

M. Chaban-Delmas, de « décalage très important entre les crédits transférés (...) et les dépenses constatées », relatives notamment à la maintenance et à la construction des nouveaux établissements. Le thème de l'apprentissage et de la formation professionnelle, pris en charge par M. Blanc (UDF-PR), sera également abordé, dans la mesure où les régions « désirent jouer un rôle plus important » dans ce domaine, ainsi que celui de la fiscalité locale, les régions souhaitant « disposer d'un maximum d'autonomie ».

Le rapporteur de ce dossier devrait être désigné dans les prochains jours.

Le problème de l'avenir des contrats de plan, dans le cadre de la préparation du dixième plan, sera présenté par M. Noël Joseph (PS, Nord-Pas-de-Calais), tandis que M. Maurice Doucet (UDF-PR, Centre), exposera les réflexions des présidents de régions sur le projet de loi relatif à la fonction publique territoriale, actuellement en discussion au Parlement.

Le Monde Diplomatique de mai EST PARU

A PARAITRE DANS Le Monde



L'OCCUPATION VICHY ET LES LOIS ANTIJUIVES

- Les principales étapes de la politique antisémite de Vichy
- La grande rafle du Vel' d'Hiv'
- La passivité de l'opinion publique.
- Les textes des lois anti-juives.

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL avec le Monde samedi 16 mai daté dimanche 17-lundi 18

M. JACQUES BARROT

invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Jacques Barrot, ancien ministre, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», le dimanche 17 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député de la Haute-Loire, président du conseil général, proche de M. Raymond Barre, répondra aux questions d'André Pénarun et de Daniel Carton du Monde, de Dominique Pennequin et de Jeanne Perrinoud, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mercier.

Politique

A l'Assemblée nationale

Aménagement du temps de travail : un risque d'enlisement

Et tourne le manège au rythme des montagnes russes... Etre embarqué pour la quatrième fois en dix-huit mois dans les mêmes voitures, devant le même décor ne laisse pas les députés de gauche : débattre de l'aménagement du temps de travail des autres, manifestement ils aiment cela. Ceux de droite préfèrent aménager leur propre calendrier de travail. Ils boudent l'hémicycle du Palais-Bourbon, laissant une fois encore M. Philippe Séguin bien seul, le jeudi 14 mai, face à une opposition déterminée.

Comme toujours dans ces débats, où la montre semble parfois plus importante que l'argumentaire, il y a des côtes bien longues à monter, lorsque tout est bon pour ralentir la vitesse. Et puis brutalement un coup d'accélérateur est donné, et pendant la descente les positions des uns et des autres défilent sans que l'intérêt de la discussion en soit diminué. Il y a tellement à dire sur le code du travail, sur les conditions de vie dans l'entreprise, sur les rapports entre patrons et employés, qu'il faut vraiment y mettre du sien pour prononcer des paroles sans importance. Mais trouver des arguments nouveaux est plus difficile.

Pour débattre, il faut être deux. Or M. Séguin et M. Gérard Col-

omb, le député du Rhône qui mène la bataille pour les socialistes, ne parlent pas de la même chose. Les élus du PS sont persuadés que la droite ne peut avoir que de mauvaises arrière-pensées ; ils tentent donc de déboucher un piège dans le moindre mot du projet gouvernemental. Le ministre ne répond que bien rarement sur le fond, préférant accuser ses contestataires d'incompétence. Résultat : le débat s'enlise.

Seulement
vingt-deux députés !

A 18 h 30, le jeudi 14 mai, n'étaient présents que quatre élus du FN et quatre du RPR et de l'UDF, face à sept du PC et six du PS. A 22 heures, le rapport de forces droite-gauche n'avait guère changé : il était de neuf contre treize. Le rappel des troupes majoritaires, y compris de M. Jacques Toubon, qui pourtant, lui, ne manque pas d'autres occupations, ne permit pas d'améliorer la situation. Pour éviter un recours systématique au scrutin public (où les rares présents votent pour tous les absents), M. Séguin demanda un « vote bloqué » par article après avoir refusé tous les amendements. Seulement le PS s'aperçut, alors, que les formules sacramentelles utilisées jusqu'alors pour mettre en œuvre cette procédure

constitutionnelle ne correspondaient pas tout à fait à la stricte application de la Constitution et du règlement. Il fallut de longs échanges pour mettre au point les phrases à prononcer par le ministre pendant la séance.

« Vous faites de l'obstruction », accusa M. Séguin en mettant en avant les quatorze orateurs socialistes et communistes qui s'étaient exprimés sur l'article premier en ne reprenant, le plus souvent, que les arguments de la discussion générale. « Vous êtes abandonnés par votre majorité, qu'y pouvons nous ? », répliqua M. Pierre Joxe, qui proposa, sans succès, un gentleman's agreement où, comme au Parlement britannique, l'opposition ne profiterait pas de sa majorité physique pour imposer sa loi, à condition qu'il y ait effectivement voté sur chaque amendement.

D'un débat à l'autre, quand la procédure et la montre prennent le pas sur la discussion de fond, les arguments ne changent pas, même quand les positions respectives de la droite et de la gauche sont inversées. M. Philippe Séguin les connaît bien. Il sut utiliser ceux de ses adversaires d'aujourd'hui quand, avant 1986, il s'opposait, avec ses amis, à l'adoption des projets voulus par la majorité socialiste.

Th. B.

Après s'être « mis au travail »

Le Conseil national de la gauche cherche à s'élargir

Après des débats laborieux, le Conseil national de la gauche et des forces de progrès - créé en novembre dernier à l'initiative de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS - s'est « mis au travail », selon l'expression de M. Henri Fiszbin, député (app. PS) des Alpes-Maritimes et membre de ce conseil. A l'issue d'une nouvelle réunion de cette instance, le lundi 11 mai, M^{me} Yvette Roudy, députée PS du Calvados, et qui occupe en ce moment la présidence tournante de ce conseil, a présenté plusieurs initiatives.

A partir d'une proposition de M. Brice Lalonde, le secrétaire du conseil est chargé d'envoyer, d'ici « quelques semaines », l'élargissement du conseil à une dizaine de personnalités supplémentaires

appartenant à des domaines variés (culture, sciences, sports...). Cette volonté d'élargissement du conseil était manifestée avec constance depuis sa création.

Sur proposition de M. Fiszbin, le conseil organisera, le 25 juin, une audition publique d'une vingtaine de « grands témoins » à propos de la protection sociale. Pour sa part, M. Olivier Stora a proposé, ce que le conseil a accepté, l'organisation à l'automne d'un colloque sur « ce qui peut rassembler les hommes et les femmes de progrès ».

Enfin, un appel invitant les Français à se rassembler (notamment dans le cadre de conseils locaux de la gauche) sera lancé publiquement dans une quinzaine de jours. M^{me} Roudy a précisé que, parmi les

sujets politiques abordés pendant la réunion du conseil, les membres de cette instance avaient évoqué la nécessité de lutter contre le Front national, en jugeant que M. Jean-Marie Le Pen est « le produit » et le symbole du « déclin de la droite ».

Compte tenu des modifications apportées à l'organigramme interne du PS après le congrès de Lille, M. Michel Delebarre, qui a remplacé M. Georges Sarre comme secrétaire national du PS chargé des relations extérieures (c'est-à-dire avec les partis de gauche, les syndicats...), le remplace aussi au conseil.

Enfin, M^{me} Roudy a indiqué que le conseil national de la gauche a désormais une adresse : 25, rue du Louvre. Tél. : 45-56-13-23.

● M. Notebart (PS) : M. François Mitterrand ne peut plus être élu. — M. Arthur Notebart, député (PS, Nord) démissionnaire et maire de Lomme, juge, dans une interview publiée par le quotidien Nord-Matin, que « M. François Mitterrand ne peut plus être élu ». Il ajoute : « Si la gauche veut faire des pas en avant, il ne reste que Michel Rocard. »

● PRÉCISION. — Après la publication, dans le Monde du 29 avril, d'un reportage sur la situation politique à Marseille, M. Maurice Genoyer, industriel, qui conduisait une liste aux législatives, nous prie de préciser que en liste « a recueilli 25 733 suffrages dans les Bouches-du-Rhône dont 7 535 à Marseille ».

Le Sénat vote le projet de loi

Épargne : le gouvernement fait plier sa majorité

Le Sénat a adopté le projet de loi sur l'épargne, vendredi 15 mai, peu après 5 heures du matin, socialistes et communistes votant contre.

Le début de la séance avait été consacré aux questions d'actualité, qui, au Palais du Luxembourg, sont organisées une fois par mois. Les socialistes ont vivement protesté contre le non-respect par les ministres le précédant de leur temps de parole, ce qui a eu pour conséquence de les priver de la diffusion télévisée de leurs propos par FR 3. M. Pierre-Christian Taï-

tinger (RI, Paris), qui présidait la séance, a également regretté cette situation.

D'autre part, interrogé par M. Daniel Hoefel, président de l'Union centriste, sur le service minimal dans la fonction publique, le ministre chargé de ce secteur, M. Hervé de Charrette, s'est déclaré hostile à une réglementation, lui préférant le dialogue. Il a ainsi réitéré son opposition à l'initiative de M. Jean-Pierre Fourcade, auteur d'une proposition de loi « tendant à instituer une procédure de médiation préalable et à assurer un service minimal en cas de grève dans les services publics ».

de mal à convaincre sa majorité de se rallier à ses vues.

En revanche, bien que la pilule ait été plus difficile à avaler, M. Juppé a obtenu que le système du rachat d'entreprises par les salariés (RES) ne s'applique qu'aux entreprises d'au moins vingt salariés, et non de dix, comme l'avaient décidé auparavant les sénateurs. En outre, le pourcentage du capital social que la société créée en vue de la reprise devra détenir dans la société reprise a été relevé à 50 %, alors que les sénateurs l'avaient abaissé au tiers.

RES
et caisses d'épargne

Avant cette seconde délibération, M. Jean Chuzel (Union centriste, Alsace), rapporteur de la commission des finances, avait, à la demande de M. Juppé, retiré un amendement qui instituait un dispositif propre à favoriser la transmission des entreprises en difficulté aux salariés de ces dernières. Le ministre s'est engagé à réfléchir à cette question.

Deux autres thèmes ont, en outre, marqué l'ultime nuit consacrée à l'examen des articles : l'extension du champ d'intervention des caisses d'épargne et l'institution d'un « titre au porteur identifiable ».

La majorité sénatoriale, alors dans l'opposition, n'avait pas été hostile en 1983 à un élargissement des activités des caisses d'épargne.

A. Ch.

Elections municipales

Les sénateurs redécoupent la ville de Marseille

Pas d'esprit de revanche, mais simple volonté de rétablir un équilibre compromis : telle est l'intention qui, selon M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois, inspire la proposition de redécoupage de la ville de Marseille pour les scrutins municipaux déposée par les présidents des quatre groupes de la majorité du Sénat (MM. Daniel Hoefel, Un. cent. ; Marcel Lucotte, RI ; Jacques Pelletier, Gauche dém. ; et Roger Romani, RPR).

Les socialistes ont laissé M^{me} Irma Rapuzzi (PS, Bouches-du-Rhône) expliquer les raisons de leur opposition à cette initiative. L'adjointe au maire de Marseille s'est attachée à combattre ce qu'elle a appelé la « légende » d'un Gaston Defferre qui aurait été réélu à la mairie en 1983 « grâce à une astuce contraire à la morale politique ». Elle s'étonne que le même argument n'ait pas valu pour Paris, où les

socialistes, avec 28 % des voix, n'avaient obtenu que 10 % des sièges.

Quant à la proposition de redécoupage elle-même, M^{me} Rapuzzi conteste la sur-représentation du centre-ville et l'inverse pour le septième secteur. En outre elle observe que le rapporteur avait relevé que, dans les secteurs présumés favorables à la gauche, les sièges, dans la loi de 1982, étaient en nombre impair (ce qui peut donner un avantage d'un siège à la liste arrivée en tête) et inversement pour la droite. Elle note à son tour que ces mêmes « anomalies » sont perpétuées dans la proposition en discussion, mais cette fois en sens inverse.

Quant à M. Louis Minetti (PC, Bouches-du-Rhône), il estime que le regroupement de plusieurs arrondissements en secteurs relève d'une « création artificielle de la droite en 1965 » destinée à minorer la

représentation des travailleurs et de son parti. Il calcule que, selon les secteurs, le découpage proposé aura pour caractéristique de faire élire un élu pour 753 habitants, alors que dans un autre secteur, un élu en représenterait 9 463.

Tous les amendements présentés tant par le PS que par le PC, qui tendaient notamment à faire coïncider chaque secteur avec un arrondissement, comme c'est le cas à Paris et à Marseille, ont été repoussés. M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a argué du coût qu'entraînerait la création de dix mairies de plus, qui devraient s'ajouter aux six existantes pour s'y opposer. En revanche, M. Bastien Lecchi (PS, Bouches-du-Rhône) a insisté sur le fait que, créés en 1946, les arrondissements marseillais étaient peu à peu devenus des « réalités vivantes ».

A. Ch.

« Corrigé des variations saisonnières »

Le texte de la proposition de loi sur le découpage de Marseille envisage de regrouper, deux par deux, les seize arrondissements de la ville en huit secteurs, abrogeant ainsi le découpage en six secteurs institué par la loi du 31 décembre 1982.

Cette loi, relative à l'organisation administrative de Paris, Lyon et Marseille - dite « loi PLM » - avait provoqué la colère de M. Jacques Chirac, maire de Paris, et celle de M. Jean-Claude Gaudin, chef de file de l'opposition marseillaise, qui avait dénoncé le « découpage corrigé des variations saisonnières électorales » (1) opéré par Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation et maire socialiste de Marseille.

L'opposition avait d'ailleurs soutenu que, si elle revenait au pouvoir, elle ramènerait en cause cette loi.

Avant pris acte du fonctionnement des nouveaux conseils d'arrondissement installés par la loi de 1982 dans les trois principales villes de France, les auteurs de la proposition, soucieux de ne pas faire « une réforme Defferre à rebours », n'ont souhaité revenir que sur le découpage de Mar-

seille. Ils se sont inspirés de celui mis en place par la loi du 27 juin 1964, qui avait régi les élections municipales de 1965, 1971 et 1977.

Ainsi se sont-ils attachés, selon M. Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois du Sénat, à « faire rentrer Marseille dans le moule commun électoral » et à « réduire les écarts démographiques entre les secteurs électoraux ». Le régime en vigueur à Paris et à Lyon, qui fait coïncider un secteur avec un arrondissement, n'avait pas été retenu en 1982 pour Marseille. Chacun des six secteurs de cette ville regroupe, en effet, de un (5^e secteur) à quatre arrondissements (1^{er} et 3^e secteurs). C'est pourquoi la proposition de loi vise à rétablir la règle de deux arrondissements par secteur.

En outre, cette disparité du nombre d'arrondissements par secteur entraîne d'importants écarts de population (de 70 000 habitants dans le cinquième secteur à près de 250 000 dans le premier). Les auteurs ont souhaité réduire l'ampleur de ces variations en les ramenant dans la fourchette de

73 080 habitants dans le nouveau deuxième secteur à plus de 150 000 dans le septième.

Enfin, si la répartition des sièges entre les groupes d'arrondissements suit, comme en 1982, la règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, les secteurs du centre-ville (1^{er} et 4^e) voient le nombre de leurs conseillers renforcés, au motif de leur poids économique.

L'objectif des auteurs de la proposition de loi est simple : éviter que ne se reproduise la désavantage arrivée aux listes UDF-RPR de Marseille aux élections municipales de 1983. L'opposition avait constaté, en additionnant les résultats dans les quatrième, cinquième et sixième secteurs, pourvus au premier tour, et ceux de deuxième tour dans les premier, deuxième et troisième secteurs, qu'elle était majoritaire en voix, avec 179 098 suffrages contre 176 601 à la gauche, mais largement minoritaire en sièges (37 contre 64).

V. D.

(1) Lors de l'examen en première lecture, le 24 octobre 1982, de ce projet de loi à l'Assemblée nationale.

RECRUTER
UN CADRE COMPTABLE, UN GESTIONNAIRE,
UN FINANCIER,

c'est la mission de nos Consultants qui non seulement connaissent parfaitement une des fonctions vitales de toute société, mais possèdent également, d'expérience, une vision globale de l'entreprise.

Contactez E. BEAUMONT ou G. LANCELEUR au 45.63.03.10.

• ERIC BEAUMONT CONSULTANT • 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS •
• CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES COMPTABLES •

Cette semaine dans
le Nouvel Observateur

Le procès Barbie
par

FRANÇOISE GIROUD JACQUES JULLIARD
et JEAN DANIEL

Jeune fille 150

Order for boys, under 18, will be a minimum of 200,000,000, and for girls, 100,000,000.

Société

Le procès de Lyon

Nazi impénitent, agent américain, homme d'affaires bolivien

LYON

de notre envoyé spécial

Désormais, à chaque reprise quotidienne de cette audience où Klaus Barbie, depuis le 13 mai, a fait savoir qu'il n'entendait pas paraître, il convient que le président André Cordini dépêche à la prison Saint-Joseph un huissier. Celui-ci a pour mission de sommer l'accusé de comparaître, d'enregistrer sur procès-verbal sa réponse et de la rapporter à la Cour qui en prend acte. Ainsi le veut la procédure. Et il convient, on l'imagine, de la respecter au millimètre. Peu importe qu'on y perde une demi-heure.

Judi 14 mai, l'huissier désigné a donc rempli son office et fait savoir que « M. Barbie » a répondu à la sommation : « Je ne viens pas. » C'est donc sans lui, car il ne peut y avoir de surprise quotidienne, que s'est déroulée cette quatrième journée.

Elle portait à son programme l'audition de deux témoins cités l'un et l'autre par la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (FNDIRP), association constituée partie civile : MM. Gustavo Sanchez Salazar, ancien membre du gouvernement bolivien en 1983, et Ehrhard Dabringhaus, ancien officier du CIC américain dans les années 1946, lorsque Klaus Barbie fut employé par ce service dans l'Allemagne occupée.

Dans l'esprit de la FNDIRP, il s'agissait de fournir à la cour d'assises du Rhône des éléments complémentaires sur la personnalité de Klaus Barbie, c'est-à-dire des retouches pour ce qui concernait les deux périodes de sa vie postérieures à celle durant laquelle ont été commis les crimes contre l'humanité dont il est accusé.

Il convenait surtout de démontrer que l'on ne pouvait tenir pour argent comptant ce que Klaus Barbie avait dit lui-même sur ces chapitres. Notamment en se présentant la veille comme un homme qui, de 1951 à 1983 en Bolivie, n'aurait en dans ce pays que des activités commerciales ordinaires, étrangères en tout cas à tous les coups d'Etat militaires qui ont pu s'y succéder. En d'autres termes, de faire apparaître que Barbie resta jusqu'à la fin un nazi impénitent.

De fait, pour M. Gustavo Sanchez, Klaus Barbie est un homme qui, sous son identité de Klaus Altmann, apporta un concours précieux à toutes les dictatures, fuyant le pays dès qu'un régime démocratique s'y mettait en place. Il l'accusera aussi d'escroquerie et de trafic de drogue.

Une compagnie maritime sans bateaux

Ainsi, cette compagnie transmaritime qu'il mit sur pied n'aurait été constituée que pour lui permettre d'obtenir des autorisations de voyage. Car, a raconté M. Sanchez, cette société, qui avait pour objet l'achat de bateaux dans un pays enclavé, sans accès à la mer, n'acheta jamais aucun bateau. Mais les crédits dont elle bénéficia furent

alors soundés inconditionnellement au pouvoir militaire. C'est devant un tel défi à la liberté, devant cette honte que nous avons décidé de faire en sorte que ce criminel de Lyon puisse être jugé. C'était un acte de rébellion de la Bolivie et des Boliviens. Car ayant appris qu'il était Altmann, un Allemand qui avait fait tant de victimes en France — ce pays que nous aimons tellement, — nous ne pouvions assister impuissants à la nouvelle guerre que ce même homme voulait mener en Bolivie.

De fait, M. Sanchez s'est trouvé alors mêlé de très près à un projet formé par Beate Klarsfeld et Régis Debray d'attirer Barbie au Chili, afin de l'y enlever, opération pour laquelle M. Vergès, un peu plus tard, ne le ménagera pas en parlant de 5 000 dollars qui lui furent versés en cette circonstance.



Le témoignage de M. Gustavo Sanchez.

payés par tous les citoyens boliviens. Toujours selon M. Sanchez, l'arrivée au pouvoir du général Banzer, en 1971, eut pour résultat de « donner tout pouvoir à Klaus Altmann pour concourir à la création de camps d'internement pour les opposants, avec emploi de tortures et même d'exécutions ».

Il a évidemment rappelé que Klaus Altmann fut identifié par Beate Klarsfeld en 1972 comme étant Klaus Barbie. C'est à cette époque que le gouvernement français devait formuler, à la base, une demande d'extradition. « Cette demande », dit M. Sanchez, a été rejetée, le pouvoir judiciaire étant

Jusqu'à-là, le témoignage de M. Gustavo Sanchez souffre, il faut bien le constater, d'une absence de preuves. Il se fonde essentiellement sur le texte d'un accord signé par Barbie le 12 février 1980. Ce dernier s'y engageait à apporter à l'armée bolivienne un concours inconditionnel.

« C'est, dit-il, cet accord qui a été utilisé pour couvrir ses crimes, car il a beaucoup joué et fait tuer. Dans cette entreprise, il ne s'est pas contenté de servir les forces boliviennes, mais il a eu recours aussi à des criminels internationaux. C'est lui qui a organisé un groupe nazi appelé Les Fiancés de la mort, groupe qui devait faire entrer dans ses rangs des trafiquants de drogue. » Et M. Sanchez affirme encore qu'il a vu, le 4 août 1981, dans une cour de caserne à Cochabamba, « Barbie diriger et commander des opérations sous un uniforme qui déshonore mon pays ».

Tout change avec les élections boliviennes du 10 octobre 1982. M. Fils Suazo retrouve le pouvoir. M. Sanchez entre au gouvernement, dans une démocratie enfin retrouvée. Il raconte comment, dès lors, fut menée l'expulsion de Barbie. Il fut chargé d'en accomplir les formalités. Il les justifie. L'ancien SS, ayant acquis la nationalité bolivienne, sous un faux nom, celui d'Altmann et non de Barbie, et sous une fausse date de naissance — puis que ses papiers indiquaient qu'il était né en 1915, alors que l'on sait qu'il vit le jour en 1913, — sa naturalisation se trouvait entachée d'illégalité et, par voie de conséquence, devenait caduque.

« Selon la loi bolivienne, ajoute M. Sanchez, une décision présidentielle suffit pour ordonner une expulsion. Notre devoir était donc de le remettre à ceux qui le réclamaient, c'est-à-dire à vous-mêmes. Si nous ne l'avions pas fait, c'était la fin, la négation de la démocratie. »

« Une infamie des juifs »

M. Joël Nordmann, l'un des avocats de la FNDIRP, produit alors un document. C'est une lettre signée de Barbie, écrite en 1974 à l'un de ses amis, Alvaro Castro, son garde du corps. Il y exprime ses sentiments sur la demande d'extradition française. « Cher ami Alvaro, écrit-il, ce recours devant la Cour suprême est une infamie des juifs ; mais ce sera une déroute pour l'ambassadeur de France et les juifs eux-mêmes, qui croient que j'étais un lâche. Nous verrons bien qui gagnera. »

Cette pièce, certes intéressante, n'était pourtant pas au dossier. Ce fut, pour M. Vergès, une belle occasion de s'étonner, de s'indigner du

procédé. Il en alla de même avec la production, par M. Nordmann, d'un autre document adressé le 5 mai 1980, depuis l'Equateur, au « Senor Altman » par l'Organisation mondiale nationale-socialiste (WUNTS) avec croix gammée dans l'entête et se terminant par « Heil Hitler ». Il s'ensuivit une de ces passes d'armes où tout le monde parle en même temps et que le président Cordini ne put maîtriser qu'en suspendant l'audience.

Lorsqu'il la reprit, il fit savoir qu'il ordonnait la jonction au dossier de ces deux brûlots. Mais, une fois encore, c'est le procureur général, M. Pierre Truche, qui traduisit le mieux le sentiment éprouvé par beaucoup devant la déposition de M. Sanchez.

« Au cours de l'instruction, dit-il, nous avons obtenu très peu de renseignements de la part de la Bolivie.

avec moi et je les ai conduits à Augsburg où une maison était préparée pour eux. Par la suite, ils ont pris un bureau en ville. Je me suis occupé de Barbie jusqu'en novembre 1948. Il écrivait des notes. Je les traduisais pour les envoyer à l'état-major à Munich. Aujourd'hui, je me demande si elles valaient tant d'argent, ou plutôt tant de cigarettes et de rations alimentaires qui lui étaient données en échange. »

Plus tard, M. Dabringhaus, qui n'éprouve visiblement aucune fierté à rappeler ce temps, apprendra que Barbie avait été interrogé par un policier français et du même coup comprendra que son auxiliaire obligé « avait questionné très durement des gens à Lyon ».

« Je n'ai pas voulu sur le moment croire cela, mais j'ai bien dû me rendre compte rapidement que je travaillais avec un criminel de guerre. J'ai écrit à l'état-major de Munich pour dire cela. On m'a répondu : M. Dabringhaus, nous avons encore besoin de lui. »

« Un communiste dans chaque arbre »

Voilà donc des choses dites sans fard. Quant aux raisons de ses supérieurs, M. Dabringhaus les connaît aussi : « C'était le temps où les Américains avaient peur d'une troisième guerre mondiale avec les Soviétiques et c'est pour cela qu'ils ont cru qu'un ancien officier du SD, anticomuniste, devait être employé. Vous savez, il y a eu une époque où les Américains voyaient dans chaque arbre un communiste. »

Pour sa part il demanda, en novembre 1948, à quitter Augsburg pour être affecté à Stuttgart, dans une autre unité.

« Je n'ai donc plus revu Klaus Barbie jusqu'au jour, le 29 janvier 1983, où il est apparu à la télévision. Il était montré assis sur un petit lit dans une cellule. Je l'ai absolument reconnu. J'ai pensé alors que je devais dire qu'il avait travaillé pour les Américains. Les gens ont été stupéfaits. Personne ne voulait croire que notre gouvernement avait utilisé un ancien SS du SD. Et puis le rapport Ravan, établi après le retour en France de Barbie a reconnu que tout ce que j'avais dit était bien vrai et a même adressé des excuses officielles à la France. »

Le réseau Petersen

Comme prévu, M. Vergès, lui, se fit glacialement ironique :

« Je voudrais savoir, dit-il par exemple, si la grande conscience démocratique du seigneur Sanchez n'a rien à voir avec certaines espèces sonnantes et trébuchantes qui lui furent octroyées. »

« La démocratie ne s'achète pas », répondit le témoin. J'ai reçu des fonds uniquement pour une opération précise.

« A-t-il ou non reçu de l'argent pour préparer un enlèvement de Klaus Altmann ? »

M. Sanchez, en fait, l'a admis sans préciser pour autant si c'était de M. Régis Debray qu'il avait reçu l'argent, se contentant de dire qu'il l'avait effectivement rencontré pour la première fois en 1965.

Plus claire, plus précise aussi, fut la déposition de M. Ehrhard Dabringhaus. Ce professeur d'université à la retraite, né en 1917, venu spécialement de la Floride où il s'est retiré, occupait, en 1948, les fonctions d'agent spécial au Counter Intelligence Corps (CIC) américain dans l'Allemagne vaincue. Envoyé à Augsburg pour diriger un réseau qu'on appelait Petersen, il fit connaissance de « deux messieurs allemands » qu'on lui demanda d'aller quêter.

« Ils m'attendaient, raconte-t-il. L'un m'a dit : « Je suis Barbie, ancien officier du SD allemand. J'ai été choqué parce que je savais ce qu'était le SD. Je me suis bien vite assis sur une chaise et je me suis demandé pourquoi je devais travailler avec lui. Puis l'autre, qui s'appelait Merck, est entré. Il s'est présenté. Lui, comme un ancien capitaine de l'Abwehr, le service de renseignement de l'armée allemande. Il était en compagnie de sa maîtresse. Ils sont venus en voiture

Les questions de M. Klarsfeld, de M. Lannucci et de M. Nordmann devaient donner à M. Dabringhaus l'occasion de quelques précisions complémentaires. Pour l'ancien officier du CIC à qui il fut indiqué que Barbie avait déclaré la veille qu'il opérait en réalité pour le réseau de l'ancien général allemand Goelzer, il y avait « séparation entre ces deux organismes ». « Mais, ajoute-t-il, Barbie a très bien pu travailler pour les deux. Je suis même sûr qu'il a travaillé à cette époque pour toutes les organisations qui cherchaient du renseignement. »

Pour autant, ces renseignements si bien monnayés étaient-ils d'une valeur considérable ? « Ah ! dit M. Dabringhaus, je dois être le seul à croire que cela ne valait pas grand-chose. Mais beaucoup croyaient que cela avait une grande valeur. Lui-même, d'ailleurs, disait qu'il avait été en France le meilleur officier de renseignements, mais sans parler bien sûr des atrocités qu'il avait pu commettre. Moi je finissais par croire qu'il était au-dessus de moi et que, finalement, je n'avais qu'à être son chauffeur. Il se montrait aussi à cette époque très soucieux de quitter l'Europe. Il me demandait souvent si je ne pouvais pas obtenir des dollars pour son départ. Mais lui-même paraissait avoir de l'argent. En tout cas suffisamment pour vivre normalement. »

M. Dabringhaus apportera cette dernière indication : à l'époque de l'affaire Hardy, accusé d'avoir trahi la Résistance, et de l'affaire Jean Morin, lorsque les Français cherchaient à mettre la main sur Barbie, la consigne américaine était la suivante : « Si on vous demande où il se trouve, il faut dire que vous n'en savez rien. »

Mais Ehrhard Dabringhaus sent bien ce que cela, même aujourd'hui — surtout aujourd'hui — a de gênant. Alors il conclut : « Si on m'avait dit vraiment qu'il avait tué tant de personnes, moi j'aurais dit à ceux qui le cherchaient : Venez avec moi, je vous l'amène. »

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

● Profanation d'un cimetière juif en Haute-Saône. — Quinze tombes du cimetière juif de Gray (Haute-Saône), distinct du cimetière municipal, ont été profanées entre le 8 et le 12 mai par des inconnus qui ont pénétré par effraction à l'intérieur de l'enclos fermé par un cadenas et protégé par un grillage. Aucun slogan ni graffiti n'a été relevé par les enquêteurs sur les lieux.

Barbie-Circus

LYON

de notre envoyé spécial

Gustavo Sanchez Salazar, c'est Tirin chez les Barbudos. Révolutionnaire, journaliste, bolivien, pro-cubain, ancien secrétaire d'Etat à la sécurité en Bolivie de 1983 à 1985, c'est l'homme qui a livré Barbie à la France. Tel est le témoin vedette de l'audience du 14 mai.

Serge Juy, directeur de Libération, l'a interviewé en direct, le mercredi 13 mai sur TF1. Et Gustavo posait devant la caméra, son livre très innocemment brandi par ses bons soins devant l'objectif. Cela s'appelle : Comment j'ai piégé Barbie. Brr...

Il est redoutable. Un incorrigible bavard, entouré de cinq gardes du corps muets. Un homme-sandwich qui se promène son livre à la main, comme un Anglais son parapluie sous le bras. Un témoin diablement préoccupé par le lancement de son ouvrage.

Nous l'avions entendu sur toutes les ondes, vu sur tous les écrans, lu dans toutes les gazettes. Il est venu. Il a déposé durant une heure et demie d'horloge, volubile, essouffant son interprète, emporté par son récit. Car l'homme est un VPR acharné, coriace. C'est un conteur, un latin. Quand il évoque un coup d'Etat survenu dans sa Bolivie natale, il fait surgir devant la cour — un rien étonné — un défilé d'ambulances transformées en chars d'assaut.

L'homme, assurément, a le sens délicat des nuances. A un avocat, qui lui demande s'il a entendu parler des quarante-quatre enfants juifs d'Izieu, arrêtés et massacrés en 1944, il répond : « Nous connaissons régulièrement des situations plus dramatiques... »

On se fatigue des meilleures dépositions. Mais que dire des autres ? Exit M. Sanchez, attendu par une meute de confrères pour une énième conférence de presse ! Arriva alors M. Ehrhard Dabringhaus, ancien agent spécial du contre-espionnage américain, l'homme qui a utilisé Barbie.

Rudes journées

Il s'exprime en français. Il a promis, lui aussi, une conférence de presse pour 17 heures. Car lui aussi, à sa manière certes plus discrète, doit vendre son ouvrage modestement intitulé l'Agent américain de Klaus Barbie. On s'étonne vraiment que les éditeurs n'aient pas installé quelques huttes sur les marches du palais.

A 50 mètres de là, l'équipe de TF1 est confinée dans son studio, interdite de prétendre durant vingt-quatre heures pour avoir réussi un « coup » la veille : l'interview sauvage de Barbie au sortir de la souricière. L'édifice de Hoyos, auteur d'un Barbie déjà signalé, rate une audience mais gagne à coup sûr en publicité.

Et que dire de M. Jacques Vergès, toujours plus rayonnant, déposant soigneusement ses mines avec des airs tarrit ravis, tantôt offensés. Rudes sont ses journées : petit déjeuner sur les écrans d'Antenne 2 avec Paul Nehon, footing sur Europe 1 avec Jean-Pierre Elkabbach, récréation avec Klaus Barbie au parloir de la prison Saint-Joseph (quarante minutes) : déjeuner avec TF1, audience de 13 h 30 à 19 heures, réception du corps constitué des journalistes dans la soirée. Dure journée en effet.

Domage. Il y a des jours, comme celui-là, où l'on se dit qu'il s'en faut de beaucoup pour que ce procès ne ressemble pas à un méchant cirque.

LAURENT GRELSAMER.

Au tribunal de Paris

Les « Annales d'histoire révisionniste » placées sous séquestre

Tous les exemplaires du premier numéro de la revue Annales d'histoire révisionniste actuellement détenus par les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) ont été placés sous séquestre par une ordonnance du référé rendue jeudi 14 mai par M. Gérard Puyette, juge au tribunal de grande instance de Paris.

Plusieurs articles de cette revue reprennent une théorie mettant en doute la réalité de l'holocauste. C'est pour cette raison que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et quatre associations de déportés avaient saisi le juge des référés afin d'obtenir la mise sous séquestre de la revue jusqu'à ce que le tribunal se prononce sur les poursuites au fond qui doivent être engagées. En l'absence de toute mention concernant l'éditeur, les demandeurs avaient assigné les NMPP, dont les statuts leur imposent d'assurer la

distribution des journaux et périodiques.

Dans son ordonnance, le magistrat observe : « En s'abstenant volontairement de révéler son identité, l'éditeur de cette revue crée délibérément une situation de clandestinité ne permettant pas que s'instaure un débat contradictoire. » Et M. Puyette souligne que la conjonction de cette clandestinité et de la distribution de la revue « au moment précis où se trouve jugée une période de notre histoire contemporaine » est de nature à provoquer des réactions violentes.

En conséquence, le magistrat a ordonné aux NMPP de suspendre la distribution de la revue à compter du 14 mai à 18 heures sous astreinte de 10 000 F par infraction constatée, tout en renvoyant l'examen de l'ensemble des demandes à l'audience du 20 mai afin de permettre à l'éditeur de cette revue, ainsi qu'à toute personne justifiant d'un intérêt, d'intervenir volontairement à l'instance. »

MAURICE PEYROT.

Le Monde sur minitel

LE PROCÈS KLAUS BARBIE

L'Histoire défile devant un box vide

36.15 TAPEZ LEMONDE et BAR

Si vo

Bien après les milliers de... le Monde avec... faisait croire... communication... Aujourd'hui

App

aires bolivien

Les questions de M. Debringhaus, qui devait donner à M. Debringhaus, l'occasion de quelques compléments. Pour l'ancien chef du CIC à qui il fut nommé, Barbé avait déclaré le 10 mai, l'ancien général allemand (qui avait « séparé » entre les organismes... « Mais, les deux. Je suis même sûr que j'ai travaillé à cette époque pour les organisations qui cherchent le renseignement. »

Pour autant, ces renseignements bien monnayés étaient de valeur considérable. M. Debringhaus, je dois le dire, a cru que cela se vendrait grand-chose. Mais les valeurs, lui-même, s'effondrèrent. Qu'il avait été en France, l'officier de renseignement, sans parler bien sûr de son qu'il avait pu connaître les dessous de moi et que, finalement, n'avais qu'à être son chef. Il montrait aussi à cette époque, soucieux de quitter l'Europe, demandait souvent si je ne pouvais obtenir des dollars par le départ. Mais l'argent, en tout cas, n'était pas pour lui.

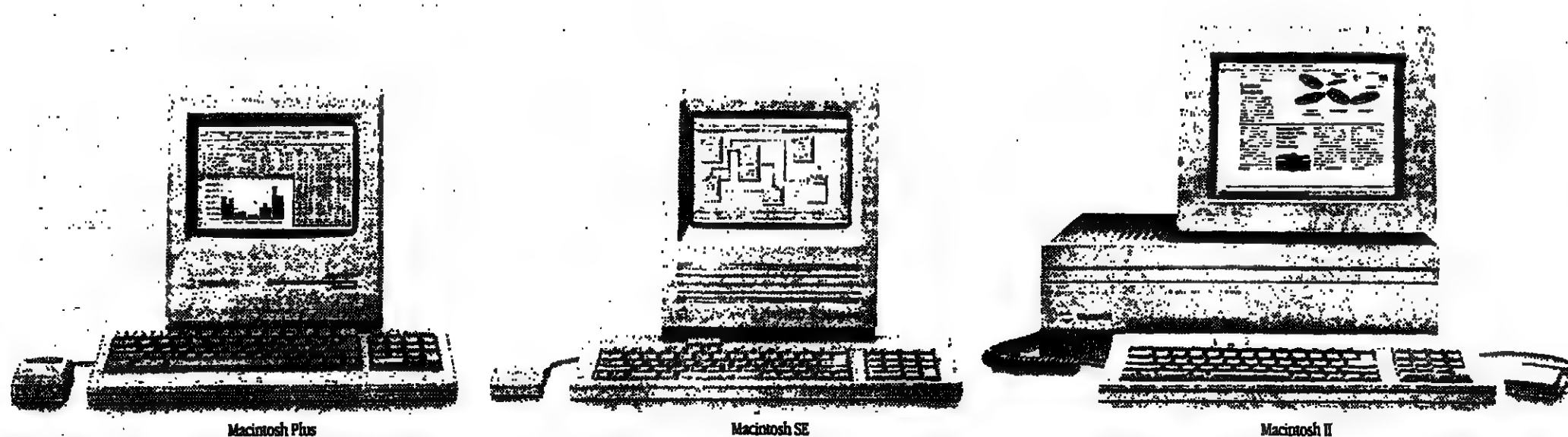
M. Debringhaus apporte la dernière indication à l'histoire de l'affaire Hardy, selon l'ancien la Résistance, et de l'ancien Moudin, lorsque les Français chassèrent à la main les la consigne américaine était vante. « Si on vous demande se trouve, il faut dire que vous savez rien. »

Mais Ehard Debringhaus, bien ce que cela, même après la survenue, aujourd'hui, le général. Alors il conclut : « Je n'ai pas dit vraiment qu'il n'y avait pas de personnes, moi j'ai dit que je cherchais à l'époque, mais je vous l'ai dit. »

JEAN-MARC THÉOLÈRE

• Profanation d'un cimetière en Haute-Saône. - La tombe d'un soldat de la Haute-Saône, ornée d'une croix, a été profanée. Les auteurs de cette profanation ont été arrêtés. Les auteurs de cette profanation ont été arrêtés. Les auteurs de cette profanation ont été arrêtés.

Si vous ne voyez pas, passez-nous un coup de téléphone.



Bien après l'invention du téléphone, des milliers de gens apprennent encore le Morse avec application car on leur faisait croire que ce serait le moyen de communication le plus utilisé sur terre. Aujourd'hui, avec certains micro-

ordinateurs, c'est la même chose. Pourtant, comme toujours, un outil qui ne respecte pas l'homme mais qui lui demande un effort d'adaptation est voué à l'échec. Pour un ordinateur personnel, cela

veut dire savoir travailler à mi-chemin entre la logique pure et l'intuition humaine, comme avec Macintosh Plus, avec Macintosh SE ou avec Macintosh II. Si vous désirez mieux voir, téléphonez-nous au 69.28.25.67



Apple présente : Macintosh Plus, Macintosh SE et Macintosh II.

Annales d'histoire révisionniste

Les sous séquestre

Le tribunal de Paris a rendu son verdict dans l'affaire Klaus Barbie. Le tribunal a condamné Barbie à la prison à vie. Le tribunal a condamné Barbie à la prison à vie.

Monde sur minitel

CES KLAUS BARBIE

L'Histoire de la France devant un bon vice

5 TAPES LEMONDE

Société

L'affaire du Carrefour du développement

M. Yves Chalié pourrait être traduit en cour d'assises

Selon toute vraisemblance, M. Yves Chalié, principal inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement, sera traduit devant les assises. La décision définitive sera prise au moment de la clôture de l'instruction que mène M. Jean-Pierre Michau, magistrat chargé du dossier. Mais les signes de cet aboutissement sont très visibles : l'interrogatoire de personnalité mené mercredi 13 mai, dans le cabinet du juge d'instruction. Cet interrogatoire n'est prévu par la loi qu'en matière criminelle, c'est-à-dire pour des faits qui relèvent de la cour d'assises.

D'un strict point de vue juridique (1), le renvoi de M. Yves Chalié devant cette juridiction serait logique, puisque les charges retenues contre l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci sont d'ordre criminel. Mais la pratique habituelle de la justice n'est pas toujours conforme à cette logique-là. En matière d'infractions financières, le domaine des juges d'instruction est le plus fréquent, en effet, que le parquet et le juge d'instruction se mettent d'accord pour renvoyer le criminel, transformé en délinquant, devant un tribunal correctionnel. La justice y trouve, paraît-il, son compte : une répression plus adaptée, menée par des magistrats professionnels et non par un jury populaire, souvent désorienté devant la complexité des délits financiers.

Force est donc d'en déduire que l'éventuel renvoi de M. Yves Chalié devant une cour d'assises aurait valeur d'exemple et, surtout, vertu pédagogique : beaucoup mieux que le cadre modeste du tribunal correctionnel, la cour d'assises, avec ses pompes et ses ors, se prêterait mieux à l'éducation du public.

Il y a peu, la chancellerie s'interrogeait encore sur la marche à suivre, mais les événements de ces derniers jours, l'emballlement politique du dossier, semblent avoir dissipé les dernières hésitations. Il serait difficile, en effet, de ne pas appliquer à M. Yves Chalié un traitement comparable à celui dont M. Nucci est menacé : le renvoi éventuel de M. Chalié devant la Haute Cour et, quasi symétriquement, celui de M. Nucci devant la cour d'assises, permettraient de tenir la balance égale.

A contrario, le processus engagé contre M. Chalié conforte, aujourd'hui, l'hypothèse selon laquelle M. Nucci pourrait être jugé par ses pairs devant la Haute Cour et cela bien plus rapidement que certains le craignent ou, à l'inverse, le souhaitent. Lorsque M. Jacques Toubon affirme que l'affaire sera bouclée avant janvier 1988, on peut supposer que le dossier du Carrefour du développement alimentera une partie des débats de la prochaine campagne électorale. Pouvait-on d'ailleurs en douter, alors que le parquet prenait contre l'ancien ministre

socialiste de la coopération des réquisitions dont la sévérité, aux dires mêmes de plusieurs magistrats, dépasse, dans une certaine mesure, la gravité des charges ?

M. Mitterrand l'a, semble-t-il, compris, qui a récemment reçu, le mercredi 6 mai, M. Pasqua pour lui parler de terrorisme et... du Carrefour du développement. Le président de la République aurait assuré le ministre de l'intérieur de son soutien que ce dossier soit examiné sous tous ses aspects. C'est-à-dire que l'affaire du « vrai-faux » passeport de M. Yves Chalié n'en soit pas moins.

Vaines attentes

Au milieu de cette agitation, il y a, seul dans sa cellule, M. Yves Chalié. Parti à l'étranger, assuré de l'impunité et nanti d'un passeport obligatoirement fourni par un haut policier proche de M. Pasqua, dont à l'annonce d'une interview organisée par ses protecteurs à Paris, il est aujourd'hui le seul à languir en prison. Sans doute a-t-il commis la faute à ne pas commettre : livrer l'élément matériel — le faux passeport — qui prouve la manipulation. Mais, depuis, le secret-défense invoqué par M. Pasqua a empêché le juge d'instruction de pousser ses investigations. Pour obtenir sa remise en liberté, M. Yves Chalié n'a lâché au compte-gouttes que quelques confidences embarrassantes pour ses protecteurs. Et à plusieurs reprises, ces derniers semaines, il a reçu l'assurance que la liberté était proche.

Vaines attentes : la procédure qui s'engage aujourd'hui ne semble pas prélever à une prochaine libération, bien au contraire. M. Chalié pourrait en perdre sa patience de langage et franchir une nouvelle étape en révélant quelques nouveaux aspects d'une affaire qui n'a pas encore, loin s'en faut, livré tous ses secrets.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

(1) M. Chalié est notamment inculpé de faux en écritures publiques et usage, soustraction par dépositaire public, faux en écritures privées et usage, abus de confiance et vol. Les deux premiers chefs d'inculpation visent des crimes et relèvent de la cour d'assises (articles 145 et 169 du code pénal).

● Attentat en Corse. — Un attentat à l'explosif a été commis, jeudi 14 mai à Sotenzara (Corse-du-Sud), contre une résidence secondaire appartenant à M. Yves Chalié, député socialiste des Bouches-du-Rhône. La maison, inoccupée au moment de l'attentat, a été entièrement détruite. M. Yves Chalié, alors conseiller général honoraire des Bouches-du-Rhône, conseiller régional et adjoint au maire de Marseille.

La découverte des planques d'Action directe

Un travail de fourmi de la gendarmerie

TOURS
de notre correspondant

« Nous avons déniché une base logistique aussi importante que celle de Vitry-aux-Loges ». Le lieutenant-colonel Dupont, commandant le groupement de gendarmerie d'Indre-et-Loire, a confirmé l'importance d'un mois des deux planques d'Action directe découvertes à la fin de la semaine dernière en Touraine : celle où Georges Cipriani et Joëlle Aubron passaient un bon nombre de week-ends depuis octobre 1985. Dans cette ferme isolée de Villeloin-Coulangé louée par un menuisier de la région, des pièces à conviction intéressantes ont été découvertes lors de la perquisition dirigée par M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction chargé du dossier.

Les enquêteurs de la 6^e division de la direction centrale de la PJ saisi sur commission rogatoire et les gendarmes d'Indre-et-Loire ont d'abord trouvé l'attaché-case de Joëlle Aubron, contenant ses vrais papiers, carte d'identité et permis de conduire. Dans deux cantines métalliques, étaient stockés 12 kilos d'explosifs du même type que ceux trouvés dans la ferme de Vitry-aux-Loges, un fusil semi-automatique, des munitions, des faux papiers et des carnets d'adresses. Une Super-Cinq volée au cours de l'été 1985 à la société de location Hertz d'Amiens et portant une fausse immatriculation se trouvait dans le garage.

Loyers impayés

Le long du pavillon surmonté d'un toit de tuile rouge, Joëlle Aubron avait planté des tomates et elle en faisait des conserves soigneusement rangées dans le cellier. La jeune femme et Cipriani se montraient discrets malgré un va-et-vient de camionnettes perceptibles par les voisins certains nuits.

Un hasard sans doute : la résidence secondaire de Georges Besse est située à une trentaine de kilomètres de là, à Betz-le-Château. Cette fois, ce n'est pas une dénonciation, comme à Vitry-aux-Loges, mais bel et bien un travail en profondeur des gendarmes d'Indre-et-Loire qui a permis les deux découvertes.

Tout est parti d'un billet de train Orléans-Saint-Pierre-des-Corps trouvé dans les poches de Cipriani lors de son arrestation dans le Loiret. Les gendarmes ont alors opéré des contrôles dans les agences immobilières, sans résultat, puis auprès de nombreux propriétaires auxquels les loyers n'avaient pas été payés depuis février. Ils sont ainsi entrés en contact avec les époux

Robin, qui percevaient leur loyer en argent liquide à Villeloin-Coulangé, et avec M. Denis Rancher, de Sèzanne (Indre-et-Loire), qui louait un studio au huitième étage d'un immeuble avec vue plongeante sur l'autoroute à Chambrey-les-Tours.

Ce dernier propriétaire était, lui, réglé par un mandat postal libellé au nom d'emprunt de Mario-Jo Cancha. Sans doute une ultime provocation visant le patron de la BRI (Brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire parisienne), M. Claude Cancha, qui traque Action directe depuis des années. M. Denis Rancher n'a pas reconnu formellement Joëlle Aubron sur photos, mais plusieurs indices matériels dans l'appartement ont permis d'établir que les locataires étaient bien la jeune femme et son concubin. Cependant, ce studio n'était probablement qu'une base de repli.

Si les gendarmes peuvent être satisfaits du travail de fourmi, celui-ci n'est toutefois pas terminé, car ils sont persuadés que la planque principale se trouve encore à trouver. Ils continuent leurs recherches en espérant que la population collaborera encore pour dénicher les derniers fils d'un réseau aujourd'hui pratiquement démantelé. Depuis l'arrestation, le 21 février, des quatre terroristes les plus recherchés de France, aucun complice n'était, en effet, venu « démenter » les indices compromettants découverts en Indre-et-Loire. Toutefois, un employé des PTT demeurant à Saint-Léger-le-Poët, dans le Cher, a été interpellé lundi 11 mai sur son lieu de travail, à Nevers. Son nom figurait sur un carnet d'adresses de Cipriani trouvé dans la ferme tourangelles. Une perquisition à son domicile n'a donné aucun résultat et il a été libéré, mercredi 13 mai, après avoir été entendu pendant quarante-huit heures à Paris par les policiers de la brigade criminelle.

Mardi soir, enfin, la police urbaine de Tours avait retrouvé, sur le parking de la gare de Saint-Pierre-des-Corps, une R 11 de location qu'avait dérobée Cipriani à une autre agence Hertz. Les papiers de cette voiture avaient été découverts lors de l'arrestation des quatre chefs d'Action directe le 21 février à Vitry-aux-Loges. Ce véhicule servirait probablement de relais entre les planques tourangelles et la gare, Cipriani voyageant beaucoup en train entre Orléans et Tours.

ALEXIS BODDAERT.

Le RPR reprend à son compte les accusations du parquet

Lentement mais sûrement, la mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice avance. Comme il l'avait annoncé, M. Pierre Messmer a envoyé aux autres présidents du groupe parlementaire le projet de résolution qu'il a préparé avec ses amis du RPR. Après le recueil des signatures, il devrait être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale au début de la semaine prochaine.

Les arguments juridiques, conformément à la loi, sont les seuls retenus par les députés rhénans. La résolution qui doit être votée par les deux Chambres doit viser les « dispositions législatives en vertu desquelles est exercée la poursuite » (ordonnance du 2 janvier 1959). Surtout, la Haute Cour ne peut mettre à la charge des accusés des crimes ou des délits qui n'auraient pas été énoncés par la résolution la saisissant, sauf à demander au Parlement un nouveau vote.

Les députés RPR se sont donc efforcés de rappeler certains des accusations qui pourraient être retenues contre l'ancien ministre socialiste de la coopération. Pour cela ils se sont, bien entendu, appuyés sur le

réquisitoire du parquet et sur l'ordonnance du juge d'instruction. Ils rappellent ainsi que celui-ci a constaté : « Il existe des présomptions graves et concordantes à l'encontre de M. Nucci ministre d'avoir commis, dans l'exercice de ses fonctions entre 1983 et 1986, à Paris et sur le territoire national, des actes de complicité de faux en écritures publiques et usage de faux en écritures privées et usage de soustraction par dépositaire public et de recel ». Aussi ils proposent que l'Assemblée nationale et le Sénat « mettent M. Christian Nucci en accusation devant la Haute Cour de justice pour y répondre des faits qui lui sont reprochés aux termes du réquisitoire de M. le procureur près le tribunal de grande instance de Paris en date du 30 avril 1987 ». Pour être précis, le RPR ajoute même à son projet de résolution les deux pages et demi de conclusion du parquet qui résumant les agissements qui sont reprochés à l'ancien ministre et détaillant les sommes qui lui ont été accusées d'avoir détournées (le Monde du 6 mai 1987).

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

BARBIE ou Cannes ? Lequel de ces deux moments mémorables de l'actualité récente, si l'on peut dire, le palme de l'indécence public ? Cannes, bien sûr ; dont les vedettes changent à chaque journal télévisé alors que celle de Lyon est immuable, qu'il s'agisse de l'horreur des années 40 ou de l'homme qui en fut l'un des organisateurs. La routine, ennemie de la mémoire et de l'indignation, fait efficacement valoir ses droits.

L'absence de Barbie (son avocat aime apparemment plaider sans ses clients) n'est pas de nature à renverser cette impression. Au moins cette absence le rend-elle sûre, cette fois, d'un crime qu'il ne peut nier : la lâcheté. La justice touche ainsi aux limites de ce qu'elle pouvait apporter à la conscience publique.

D'AILLEURS, contrairement à ce que l'on espère ici et là, il n'est ni du rôle ni des moyens de la justice de se substituer à la morale ou de la restaurer si elle vient à faillir. La justice est un outil de droit, pas un professeur de civisme. La justice est invoquée pour une mission qu'elle ne peut remplir. Elle ne pourra, au bout du compte, que décevoir.

Elle ne tirera pas les larmes, elle n'extirpera pas le souvenir, elle ne ressuscitera pas les morts, elle ne convaincra pas Barbie de ses fautes, elle n'empêchera pas qu'il ait des dînables ; elle ne peut, le cas échéant, que prononcer une peine qui, par définition, sera dérisoire au regard de ce qui est jugé. C'est de ce résultat dont il faudra se satisfaire, pour alors constater que la lutte à mort contre ce qui symbolise Barbie est, d'abord, au sens non ministériel du terme, une affaire d'éducation nationale.

Car, plus que les crimes dont il est accusé, Barbie a commis le crime contre l'esprit, celui que les codes ne peuvent réprimer, à supposer même qu'ils le doivent. La véritable monstruosité de l'homme — au demeurant celui-là ou un autre — c'est la conviction qu'est juste l'entreprise qu'il a conduite

contre l'humanité. Nul ne l'en fera démentir. Il mourra certain de ses choix. Déjà, il a fui, plus que ses juges, ceux qui prétendent le faire changer d'avis. Le repentir ne figure pas dans le vocabulaire de Barbie.

A plus forte raison si, comme il est vraisemblable, il se tient au courant de la vie publique du pays qui le juge. Quel est-il, ce pays, et dans quel état de santé morale ? Oh, santé morale, que cela sonne mal ! Se profile derrière ces deux mots son vilain cousin germain, l'ordre moral, dont on connaît les ravages. Or, cependant, soutenez que le problème de la santé morale de la France n'est pas abusivement posé.

Education

Le racisme y a pignon sur rue, même si la loi interdit (en fait) de dire à l'enseignant ce qui. Les organisations politiques n'ont pas encore démontré, tant s'en faut, qu'elles réussissent toute idée de récupérer la peste à leur profit. Le ministre de l'intérieur tient, sur un terrain qui jouxte celui du racisme, un langage dont il devrait, tout bonnement, s'il avait deux sous de cœur, ainsi qu'un doigt de sens critique, avoir honte.

A France peut pourtant se targuer de n'avoir pas de pente à remonter pour montrer le visage d'un pays honorable. Elle n'a jamais (réserve faite de Vichy) inscrit dans ses lois (le Code noir récemment abrogé est une autre affaire) ces discriminations entre les races qui composent le fond historique des Etats-Unis ou la vie contemporaine de l'Afrique du Sud.

Elle n'a jamais, fût-ce chez les coloniaux, été animée de cet orgueil blanc dont les Britanniques ne paraissent pas se défaire. Elle n'a pas laissé naître en son sein, pour être gouvernée par elle, la folle idéologie hitlérienne qui s'épanouit si aisément en Allemagne et en Autriche. Elle n'a pas organisé de ces pogroms dont la Russie s'était à ce point fait une spécialité qu'elle en a légué l'appellation au monde entier.

Or qui peut honnêtement contester aujourd'hui que la politique du bouc émissaire, « celle qui dispense de la vie politique », comme le dit Jean-Denis Bredin, ne fait pas un retour en force ? Le Front national, qui, régulièrement, impute aux étrangers et notamment à une partie bien précise d'entre eux, une part, sinon toute la part, du chômage que connaît l'Hexagone, module exactement sur cette mélodie pour charmeurs de serpents.

Ceux qui s'en désolent — et ils ne sont pas tous à gauche — comme ceux qui tolèrent — et ils ne sont pas tous à droite, — se sont-ils demandé, vraiment, ce que serait un pays où un tel discours serait devenu politique, où cette idéologie serait devenue au rang d'un principe de gouvernement ?

Dès lors que M. Le Pen prétend emporter le scrutin de 1988, n'est-ce pas la question à poser ? Il n'est qu'une seule réponse qui devrait plaire aux amoureux du consensus : c'est la constitution d'un front du refus. Non pas celui qui prétend cerner l'Afrique du Sud, mais celui qui unirait les partisans du capitalisme comme ses adversaires, les jacobins comme les libéraux version 1987 et les candidats — sauf un... — au steeple-chase de 1988. Méprisant que certains ministres du RPR voient où est leur devoir, les autres vedettes politiques ne seront-elles pas obligées de suivre ? ou, par leur silence, d'avouer ?

EDUCATION

Les présidents sur le fil

« Des millions d'élèves... » (voir 2000). Ce slogan, qui semble basé par les socialistes à l'extérieur par les socialistes, n'est-il pas une véritable menace pour les autres ?

La question est primordiale : comment les socialistes, en tant que gouvernement, vont-ils assurer la continuité de l'éducation ? Les socialistes, en tant que gouvernement, vont-ils assurer la continuité de l'éducation ? Les socialistes, en tant que gouvernement, vont-ils assurer la continuité de l'éducation ?

La question est primordiale : comment les socialistes, en tant que gouvernement, vont-ils assurer la continuité de l'éducation ? Les socialistes, en tant que gouvernement, vont-ils assurer la continuité de l'éducation ? Les socialistes, en tant que gouvernement, vont-ils assurer la continuité de l'éducation ?

PORTS

● TENNIS International. — Le tournoi de tennis international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par le joueur français Yannick Noah.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

● RUGBY. — Le tournoi de rugby international de Nantes, qui se déroule du 14 au 16 mai, a été remporté par l'équipe française.

Société

EDUCATION

Deux millions d'étudiants en l'an 2000

Les présidents d'université demandent des assurances sur le financement de la croissance des effectifs

« Deux millions d'étudiants en l'an 2000 ! » Ce slogan, allégrement lancé par les socialistes et entériné par la majorité actuelle, serait-il un cadeau empoisonné pour les universités ?

La perspective grandiose d'un doublement des effectifs en moins de quinze ans pourrait bien achever de désorganiser le système universitaire français, qui n'est toujours pas parvenu à se transformer en enseignement de masse.

C'est pourquoi les présidents d'université, qui sont en première ligne dans cette aventure, étaient particulièrement fondés à poser la double question de « pourquoi ? » et de « comment ? » dans le colloque qui les a réunis les 13 et 14 mai à Paris.

La réponse à la question de « pourquoi ? » ne fait à leurs yeux guère de doute : l'augmentation du nombre d'étudiants est une nécessité ; elle répond à l'évolution de la technologie et des conditions de la production. Comme l'a expliqué M^{me} Danièle Blondel, directrice du CEREC (Centre d'étude et de recherche sur l'emploi et les qualifications), il y aura une demande accrue de diplômés de l'enseignement supérieur pour trois raisons : la part des cadres et des professions intermédiaires dans la population active augmente ; le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur parmi ces cadres augmente également ; enfin il faudra bientôt faire face au départ massif à la retraite des fortes générations entrées sur le marché du travail dans les années 50 et 60 (problème qui se posera de façon particulièrement aiguë à l'éducation nationale, où l'on estime qu'il faudra recruter

près de 450 000 enseignants en quinze ans, dont près de 60 000 dans le supérieur.

C'est pourquoi, explique M^{me} Blondel, l'augmentation du nombre des étudiants ne doit pas être perçue comme la conséquence plus ou moins fâcheuse de l'augmentation du nombre des bacheliers, mais comme une réponse nécessaire aux besoins de la société et à la demande du marché du travail. Bref, les universités se trouvent investies d'une mission historique. Elles que l'on accuse si souvent d'être des fabriques de chômeurs, voilà que le pays les sollicite pour lui permettre de s'adapter à la révolution technologique et de continuer à figurer parmi les nations développées.

Refus de la sélection

Mais si la question de « pourquoi ? » offre des perspectives plutôt enivantes, celle de « comment ? » est nettement moins grisante. Avec son taux d'échec impressionnant au premier cycle, avec la dure concurrence que lui livrent les établissements qui pratiquent la sélection (grandes écoles, IUT), la situation des universités n'est guère brillante.

Or, l'augmentation du nombre des bacheliers risque de la dégrader encore : il est probable, en effet, que si l'enseignement secondaire ne change pas profondément, cet accroissement ne touchera pas les titulaires du bac C, dont le nombre est en stagnation, mais essentiellement les bacheliers de techniciens (F ou G), dont les titulaires ont déjà bien du mal à faire des études supérieures et peut-être aussi les nouveaux bacheliers professionnels.

Ainsi les universités risquent-elles d'accueillir de plus en plus d'élèves très éloignés, par leur origine sociale, leur milieu culturel et leur niveau académique, de leur clientèle traditionnelle.

Refusant par principe la sélection, qui leur paraît malhonnête et dangereuse sur le plan social, les présidents d'université comptent faire face à ces difficultés en intervenant à trois niveaux : la formation des bacheliers, le contenu des études et la décentralisation. La première action consisterait à améliorer l'articulation entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, en demandant à l'inspection générale d'adapter les programmes et les méthodes de travail dans les lycées, pour que les élèves soient mieux préparés aux études supérieures et à la vie d'étudiant.

Une fois à l'université, les étudiants devraient avoir le choix entre deux types de formation : notamment des filières professionnelles courtes, comme cela a commencé à se faire avec les DEUST (diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques), et des diplômes d'université à finalité régionale : pour tenir compte de la très grande diversité de leurs projets professionnels et de leurs aptitudes.

L'accès à l'enseignement supérieur devrait être facilité par la création, avec l'appui des collectivités locales, de centres universitaires dans des villes de moindre importance. Pour la majorité des présidents, ces centres devraient être des « antennes » d'universités existantes (appelées éventuellement à se transformer en universités de plein exercice) et utilisant des enseignants-chercheurs, et non des « collèges » indépendants, faisant appel à des professeurs de secondaire.

Cet effort d'adaptation des formations et des structures d'accueil devrait, pour les présidents, faire l'objet de nouveaux rapports contractuels entre les universités et les pouvoirs publics, au niveau national, départemental et régional.

Arts aux candidats

La note à payer pour atteindre un objectif aussi ambitieux tant pour les constructions, l'équipement que pour le recrutement du personnel, est évidemment considérable, et les présidents souhaitent instamment qu'elle fasse l'objet d'une loi de programmation sur plusieurs années.

« Tout retard dans l'adoption de ce plan de développement pourrait compromettre les chances d'une rénovation efficace du système universitaire et sa crédibilité parmi les systèmes européens et nord-américains », a déclaré le rapporteur général M. Trobert, président de Nanterre. Mais la conférence des présidents est convaincue qu'un tel effort financier demande une prise de conscience par la société tout entière de l'importance des enjeux et des choix qu'il suppose.

Les présidents aimeraient avoir l'assurance que cette volonté existe bien chez les responsables politiques. Or, jusqu'à présent, c'est, quel que soit leur bord, leur ont paru plus prodigieuses en déclarations d'intention qu'en engagements formels. Pour être les débats qui marqueront la prochaine Session présidentielle leur donneront-ils l'occasion d'être un peu plus précis. Les présidents d'université ne manqueront pas alors de leur poser la question : deux millions d'étudiants en l'an 2000, ça coûtera combien ?

FREDERIC GAUSSEN

MÉDECINE

Le contrôle des étrangers aux frontières de la RFA

Quarante-cinq étudiants porteurs du virus du SIDA renvoyés dans leur pays

BONN de notre correspondant

Quarante-cinq boursiers du tiers-monde ont été renvoyés d'Allemagne fédérale dans leur pays d'origine depuis 1985, après avoir été reconnus porteurs du virus du SIDA, a révélé, jeudi 14 mai, le quotidien conservateur ouest-allemand *Die Welt*.

Le quotidien, qui cite à l'appui de ses informations le porte-parole du ministère de la coopération ouest-allemand, M. Manfred Ohlender, indique que tous les boursiers du tiers-monde doivent s'engager, avant d'être acceptés, à passer à leur arrivée en RFA un examen médical et à retourner chez eux si on découvre qu'ils ont une maladie contagieuse. Le dépistage systématique du SIDA a été introduit dans cet examen en septembre 1985. Un étudiant congolais qui refusait de venir chez lui a dû, selon le quotidien, être expulsé sans délai.

La publication de ces informations par le ministère de la coopération n'est pas un hasard dans l'actuelle polémique sur le contrôle des étrangers arrivant en Allemagne fédérale. Ce ministère est actuellement dirigé par M. Johnny Klein, l'un des représentants au sein du gouvernement du Parti chrétien-social de Bavière, favorable à des mesures coercitives contre les personnes atteintes du SIDA.

C'est à cette même formation qu'appartient le ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann, dont la décision de faire exercer un contrôle aux frontières pour refouler toute personne qui serait connue à l'avance comme susceptible d'être porteuse du virus est à l'origine de la dernière polémique qui s'est développée en RFA (*le Monde* du 14 mai).

La raison et les réflexes

Inquiet des répercussions, notamment à l'étranger, de la directive adressée à cet effet à la police des frontières, le secrétaire général du Parti démocrate-chrétien, M. Heiner Geissler, a apporté ouvertement le 13 mai son appui au ministre de la Santé, M^{me} Rita Süssmuth, qui tente depuis des mois de s'opposer à la campagne de la CSU. En présence de M^{me} Süssmuth, le secrétaire général de la CDU a affirmé que la question du SIDA devait être traitée « par la raison, non par des réflexes », qu'il s'agissait de parvenir à « une coopération au-delà des frontières, non à un affrontement ».

Mais les réactions dans la presse conservatrice montrent cependant que les arguments de la CSU bavaroise rencontrent dans le pays un assentiment croissant.

HENRI DE BRESSON.

Tout en poursuivant leur mouvement de grève

Les étudiants renoncent à « l'internat pour tous »

La journée du 14 mai a été l'occasion, pour les représentants des étudiants en médecine en grève depuis plus d'un mois, de faire le tour des principales salles de rédaction parisiennes. Ils entendaient ainsi informer les journalistes de leurs « véritables » revendications et couvrir court à de fausses informations parvenues, au nom du Comité national l'CHU (CNIC), dans certains journaux ou agences de presse.

La parole au gouvernement

Cette « mise au point » comporte une concession majeure de la part des étudiants, et marque une nouvelle étape dans le conflit qui les oppose au gouvernement. En effet, le CNIC précise que si, dans un premier temps, il s'est battu pour la maintenance de l'internat pour tous, « parce qu'il semblait être le seul garant d'un même statut juridique pour tous les étudiants du troisième cycle, il accepte aujourd'hui de renoncer à cette revendication. « Nous acceptons, disent les représentants des étudiants, les démissions respectives, à l'hôpital, d'internat et de résidents pour les

filiales de médecine spécialisées et de médecine générale ».

En contrepartie, le CNIC demande que le texte de la future loi adopte « un nouveau terme juridique commun aux étudiants du troisième cycle ». Ainsi, espèrent-ils, la loi garantira un même statut juridique aux internes de spécialité et aux résidents. Rappelant qu'ils se battent non pour un titre mais « pour l'avenir de la médecine », les étudiants réclament un certain nombre de garanties concernant les fonctions du futur résident tant à l'hôpital (y compris dans les CHU) que lors des stages effectués chez les praticiens.

Visiblement rassurés par le succès de la dernière manifestation et par les votes enregistrés ces derniers jours au cours de différentes assemblées générales, les étudiants en médecine, en adoptant une position conciliante sur un point considéré comme crucial de leur plate-forme de revendications, mettent donc la balle dans le camp du gouvernement.

F. N.

REPÈRES

Tchernobyl

Fin de la radioactivité dans la Drôme

Les plantes aromatiques et médicinales de la Drôme ne seraient plus radioactives. C'est ce qu'on a affirmé, jeudi 14 mai, les producteurs de ce département particulièrement touché par les retombées du nuage de Tchernobyl. A l'appui de leurs affirmations, les résultats de onze analyses effectuées par un laboratoire départemental, avec l'appui du Service de protection contre les rayonnements ionisants, indiquent que trois de ces mesures seraient comporter des traces infinitésimales de produits radioactifs. En 1986, les producteurs de la Drôme avaient connu une mévente de leurs produits à la suite des analyses effectuées dans le département.

Racisme

Manifestations à Paris et à Dragignan

Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a appelé les « démocrates » à manifester, le mercredi 20 mai à 18 h 30 à Paris, du métro Saint-Paul à la Bastille, « contre tous les racismes », en dénonçant « les chartes, les traités et les déclarations ». Pour ce parti, le comité local de SOS-Racisme à Dragignan a décidé de maintenir, le 30 mai prochain, un concert de rock « de soutien à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud », interdit par la municipalité. M. Max Pisselli (divers majorité), avait estimé que cette manifestation était « susceptible de troubler l'ordre public ».

Famille

Amandine rentre en France

La cavale d'Hervé Lair avec Amandine, sa fille qu'il avait enlevée il y a quinze mois, vient de prendre fin. Le statut de réfugié politique lui ayant été refusé par la Turquie où il se cachait (*le Monde* du 12 mai), M. Lair a choisi de regagner la France.

Il est arrivé jeudi 14 mai dans la soirée en compagnie de sa fille et de la mère de l'enfant, Claudine Carol, qui, apparemment, y a trois jours par la presse où se trouvaient M. Hervé Lair et Amandine, avait gagné la Turquie pour essayer de négocier un accord sur le garde de la fillette.

M. Lair, qui est actuellement sous le coup d'une inculpation d'enlèvement de mineur, était attendu à sa descente d'avion par des fonctionnaires de police.

Catholiques

Le Vatican condamne les intégristes de Port-Marly

Jean-Paul II a exprimé à l'évêque de Versailles, Mgr Albert Simonneau, sa « sollicitude » face aux « difficultés considérables » qu'il rencontre dans l'affaire de l'occupation de l'église de Port-Marly (Yvelines) par des catholiques intégristes depuis novembre dernier. Dans une lettre du secrétaire du pape, datée du 11 mai et rendue publique, il est indiqué que Jean-Paul II « réplique vivement ces faits » et qu'il est « étonné de voir l'évêque de Versailles et son coadjuteur, récemment nommé, mis au casus de manière abusive ».

Espace

Des fusées soviétiques pour les satellites américains

Les représentants du groupement soviétique Glavkosmos, chargé notamment de la promotion des lanceurs spatiaux soviétiques, doivent rencontrer à Houston (Texas) les responsables de plusieurs compagnies de satellites américaines pour leur proposer leurs services. C'est ce qu'affirme un jeune avocat américain, Arthur Dula, directeur de la Space Commerce Corp. et organisateur de la rencontre, qui estime que les prix des lanceurs soviétiques pourraient être particulièrement attractifs. Rien d'étonnant à cela dans la mesure où les Soviétiques, comme les Chinois, ont, à plusieurs reprises, offert leurs lanceurs pour la mise en orbite de satellites appartenant à des organismes internationaux. Mais ces propositions au monde occidental n'ont toujours pas abouti.

Catastrophe

Gigantesque incendie non maîtrisé en Chine

Le gigantesque incendie de forêt qui ravage, depuis plus d'une semaine, le sud-est de la Chine, continuait à se développer vendredi 15 mai. En dépit des efforts de 16 000 soldats et 6 500 civils, des tentatives pour provoquer artificiellement des chutes de pluie, le sinistre progresse. Le 14 mai, le bilan provisoire était de 168 morts, 300 blessés graves, 50 000 sinistrés, 60 000 personnes évacuées.

SPORTS

● **TENNIS** : Internationaux d'Italie. — Henri Leconte a été contraint à l'abandon, jeudi 14 mai à Rome, lors des huitièmes de finale dans un match qui l'opposait à l'Argentin Martín Jaite. Victime de violentes douleurs dorsales, le joueur français, qui a été opéré en février d'une hernie discale, a préféré demeurer au repos avant Roland-Garros.

● **RUGBY** : L'effort forcé pour la Coupe du Monde. — Après le forfait de Philippe Bérat, c'est le capitaine Jean-Philippe Lafont qui a annoncé à prendre l'avion pour la Nouvelle-Zélande. Un dernier test a révélé que l'ailier était insuffisamment guéri d'une blessure à la cheville, qui l'avait déjà obligé à quitter le terrain au cours de la finale du championnat de France. Il a été remplacé par l'ouvrier biterrois Didier Camberabero (vingt-six ans).

● **FOOTBALL** : violence à Amsterdam après la victoire de l'Ajax. — Les manifestations d'enthousiasme des supporters néerlandais, qui avaient commencé dans une atmosphère de fête dès la fin du match Ajax-Lokomotiv de Leipzig, mercredi 13 mai dans la soirée, ont fait place à des scènes d'émeutes dans les rues d'Amsterdam. Des centaines de jeunes ont attaqué les forces de l'ordre à coups de pierres, des vitrines ont été brisées et des magasins pillés. Les scènes de violence n'ont pris fin qu'à l'aube du jeudi 14 avec l'intervention des unités anti-émeutes.

Le Monde
POLYMER TOURSME-GASTRONOMIE
Ménagements :
45-55-91-82, poste 4344

Pascale Pynson

LA FRANCE A TABLE

à table

Un livre brillant et tonique qui montre une France gourmande, à la fois conviviale et gâtée, traditionnelle et aventureuse.

L'Espresso

Une fort édifiante étude sur l'évolution des pratiques alimentaires françaises. Un ouvrage qui se permet la trop rare élégance de l'humour. » *Le Matin*.

95 francs

Éditions La Découverte

CAEN

NOUVEAU PORT DE PARIS POUR L'ANGLETERRE

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages

Tél. : 31 96 80 80

QUE CHOISIR ?

MAI 87

TESTS

17 Lave-vaisselle

7 Autocoupeurs

9 Tentes de camping

13 Traiteurs

Le 40^e Festival de Cannes

Canal Plus et le cinéma : un mariage d'amour

Le Festival de Cannes témoigne du mariage d'amour entre Canal Plus et le cinéma.

Après la diffusion exclusive, le mercredi 13 mai, du film-montage sur les quarante ans du Festival, la fête continue : le dimanche 17, les abonnés verront, en même temps que les festivaliers, trois jours avant sa sortie en salle, le dernier film de Patrice Chéreau, *Hôtel de France*. René Bonnell, directeur du cinéma sur Canal Plus, renouvelle ainsi l'expérience - première du genre - qu'il avait menée à l'automne 1986, avec *Le Rayon vert*, d'Éric Rohmer.

Rien, décidément, ne l'arrête. L'œil perpétuellement aux aguets, René Bonnell parle avec délectation du chemin parcouru. Son trésor de guerre, c'est une réserve de films pour les deux ans à venir. « L'essentiel des "grands", principalement d'origine française et américaine, des surcroît en exclusivité », dit-il. Pré-

caution évidente, à l'heure de la concurrence, pour une chaîne dont la politique est d'offrir, tout au long de l'année, quatre à huit longs métrages par jour, dont un « nouveau » chaque soir. Pour le seul secteur des droits d'achat, Canal Plus aura, ainsi, investi entre 450 et 500 millions de francs en 1987. Quatre fois plus qu'il y a deux ans.

Mais pour le cinéphile qu'est René Bonnell, le service aux abonnés doit passer, aussi, par une coopération avec le cinéma français. Dès sa prise de fonction sur la chaîne, il s'est donc lancé dans une activité de pré-achat de droits, c'est-à-dire dans le financement anticipé de films sur lecture de scripts. Deux cents à trois cents scénarios ont été ainsi, cette année, sur son bureau. Les producteurs, au départ plutôt sceptiques, sont aujourd'hui satisfaits de ce débouché inédit. Résultat : Canal Plus est, actuellement, le seul à offrir aux producteurs français l'appui « sympathique » d'une structure commerciale leur facilitant les échanges de financements. Sans être, pour autant, absente des projets réalisés. « Nous ne voulons pas nous substituer aux producteurs. C'est à eux que revient d'être les décideurs, les prospecteurs, les révélateurs d'artistes et de metteurs en scène ».

Pourquoi en rester là ? A l'automne dernier, René Bonnell s'est lancé dans la coproduction internationale. Elle s'est engagée il y a peu sous la forme d'opération avec le Canada, l'Italie et l'Angleterre. Mais, attention ! prévient René Bonnell, « il ne s'agit pas d'actions au coup par coup, nous voulons une véritable coopération ». En clair, si Canal Plus est prêt à investir dans le cinéma étranger, « il faut que, réciproquement, ses partenaires, eux, acceptent d'investir dans le cinéma français ».

Dernier épisode de l'aventure « bonnellienne » : la coproduction internationale. Elle s'est engagée il y a peu sous la forme d'opération avec le Canada, l'Italie et l'Angleterre. Mais, attention ! prévient René Bonnell, « il ne s'agit pas d'actions au coup par coup, nous voulons une véritable coopération ». En clair, si Canal Plus est prêt à investir dans le cinéma étranger, « il faut que, réciproquement, ses partenaires, eux, acceptent d'investir dans le cinéma français ».

La chaîne oserait-elle la création d'un comité de production ? « Jamais ! », lance Bonnell. Le but de ces coproductions internationales est d'offrir aux producteurs français l'appui « sympathique » d'une structure commerciale leur facilitant les échanges de financements. Sans être, pour autant, absente des projets réalisés. « Nous ne voulons pas nous substituer aux producteurs. C'est à eux que revient d'être les décideurs, les prospecteurs, les révélateurs d'artistes et de metteurs en scène ».

Selon René Bonnell, ce ne sont pas les capitaux qui manquent. Le problème est qu'il existe « un déséquilibre objectif » entre l'importance des ressources, « nées d'un capitalisme bancaire intéressé par le développement de la communication, et le "stock" de talents qui, lui, n'est pas extensible ». Quel remède à cela ? « Le réalisme et le refus du levure », déclare René Bonnell. Il doute tout particulièrement de l'efficacité des alliances institutionnelles qui se concluent en ce moment au niveau européen et qui, en fin de compte, « ne trouvent jamais de réalité ». Il leur préfère une autre démarche fondée sur « deux évidences » : la qualité du projet et « s'il est bon, on trouve toujours des concours financiers ».

« Et le contact direct plutôt que les grandes rencontres politico-culturelles. L'année 1986 a été marquée par des accords d'achat avec Walt Disney, la Fox, la Columbia, la Warner et United International Pictures. Dans l'avenir, René Bonnell aimera continuer à soutenir, plus intensément encore, le cinéma français. Il souhaiterait, par exemple, ouvrir des discussions avec les exploitants de salles, les distributeurs et le Centre national de la cinématographie pour que l'on installe un deuxième jour à tarif réduit, dans la semaine. Par ce biais, estime-t-il, on pourrait relancer l'offre tout en fidélisant la clientèle ».

AMTA RIND.



Alex Zamm a vingt-cinq ans. Il est étudiant en cinéma à l'université Columbia de New-York. Il a, entre autres, comme professeur Miles Forman. Son court métrage, *Mezzogiorno*, où l'on voit un chef d'orchestre diriger - comme personne ne l'a jamais fait - l'ouverture du *Barbier de Séville*, a pris place dans la sélection officielle. Zamm découvre avec un émerveillement tanté les rites barbares du Festival et trouve qu'on lui a menti quand on lui a affirmé qu'il faisait toujours beau à Cannes. Le jour où la photo a été prise, il faisait un froid à geler la pellicule.

MUSIQUES

Au Théâtre de Boulogne-Billancourt

Les fastes du piano bop

En hommage à Thelonious Monk et à Bud Powell, un festival de grands pianistes.

Cinq ans déjà que la planète Thelonious Monk s'est éteinte après une longue éclipse. Sa musique continue de nous parvenir, plus vive, plus nécessaire que jamais, rayon laser qui trancherait dans les joies ou

les trivialités d'aujourd'hui. Et son cadet en prophétisme stupéfié, Bud Powell, mort bien avant lui, en 1966, renaît au présent par la grâce de ce retour au be-bop qui caractérisera sans doute les années 80 dans l'histoire du jazz.

Le troisième Festival organisé par le Théâtre de Boulogne-Billancourt honore ces deux géants de la musique contemporaine en célébrant, cette année, après le saxophone et

John Coltrane l'an dernier, le piano tel que Monk et Powell l'ont reçu en héritage et laissé à leurs disciples et successeurs. Memphis Slim pour le piano blues, Kirk Lightsey pour le piano be-bop, sont comme des sentinelles aux deux extrémités d'un vieil édifice par un programme à la fois cohérent et excitant.

Voyez un peu : Horace Silver, qui s'est fait rare à Paris depuis les années 60 ; Barry Harris, jamais encore entendu en France, et qui a pour originalité d'être le plus fidèle disciple de Bud et de Monk ; René Urtreger, que l'on redécouvre chaque fois qu'on l'entend, et qui aura pour partenaire, comme Barry Harris, le meilleur bassiste possible, Niels-Henning Ørsted Pedersen ; enfin McCoy Tyner, Michel Graillier avec Chet Baker, Kenny Barron à la place même de Monk dans la reconstitution du fameux ténor des concerts de 1959, avec plusieurs des musiciens qui en firent partie (Steve Lacy, Charlie Rouse, Phil Woods, Ron Riley), voilà des noms qui font aux amateurs de piano bop ouvrir des yeux incrédules.

A signaler aussi un riche programme de films, en particulier la *Danse des infidèles*, film de montage consacré à Bud Powell. Son auteur, Francis Pandura, l'a conçu comme le pendant réaliste de la fiction *Autour de minuit* réalisée par Bertrand Tavernier. Les deux films seront projetés successivement. Avec le Big Band Monk, c'est l'événement de ce festival qui suscite le plus de curiosité.

MICHEL COMTAT.

* Horace Silver Sextet, le 15, 20 h 30 ; Alain Jean Marie Trio, Kirk Lightsey Quartet, le 16, 20 h 30 ; films « Monk en concert », le 17, 18 h ; Kenny Barron et Eddy Loucas Trio, 17 h ; Chet Baker Trio, 21 h ; le 17 : la *Danse des infidèles*, le 18, 20 h ; Steve Lacy, Memphis Slim, Leslie Allison, le 20 ; René Urtreger Trio, Barry Harris Trio, avec NHOFF, le 23, 20 h 30 ; Ciné Jazz, le 2 juin, 16 h et 20 h ; McCoy Tyner Trio avec Woody Shaw, 20 h 30 ; Michel Pandau Super Unit, le 3, 20 h 30 ; Théâtre de Boulogne-Billancourt, 60, rue de la Belle-Feuille (métro : Marcel-Sembat). Loc. 5 FNAC et TBS (04-03-60-44).

CHARLES LESCAUT.

VENTES

Giacometti, Dubuffet

Nouveaux records chez Christie

Une partie de la célèbre collection Lambert a été dispersée, les 12 et 13 mai, lors de trois ventes aux enchères chez Christie, à New-York.

Plusieurs records ont été battus dès les premiers coups de marteau : un bronze d'Alberto Giacometti, *Grande Femme debout II* (hauteur, 2,74 mètres), datant de 1960 et faisant partie d'une édition de six exemplaires coulés à Paris, a doublé son estimation, rapportant 3 630 000 dollars (environ 21 800 000 F). Il s'agit non seulement d'un record pour le sculpteur, mais aussi pour une sculpture vendue aux enchères.

Le marchand new-yorkais Stephan Hahn a créé une autre surprise en payant 1 320 000 dollars (7 920 000 F) pour un portrait de noble René Bertelé par Jean Dubuffet, intitulé *Bertelé bouquet fleuri*, portrait de parade. Offert en 1947 à René Drouin, le tableau était estimé à 400 000 dollars. L'enchère a encore établi un record pour le peintre.

Parmi les autres lots, qui comportaient notamment des œuvres de Chagall, de Magritte et de Paul Delvaux, une huile de Georges Rouault, *Deux personnages* (1939), de dimensions modestes, a été achetée 825 000 dollars (4 950 000 F), soit six fois l'estimation initiale, par un marchand de Tokyo ; et un bronze de Julio Gonzalez, *L'Homme courbé* n° 2, 220 000 dollars, (1 320 000 F).

La maison Christie's a réalisé à cette occasion un de ses records. La première vente, qui comportait, outre les principales pièces de la collection Lambert, d'autres œuvres impressionnistes et modernes, a rapporté 35,6 millions de dollars (213,6 millions de francs) - du jamais vu en une seule séance. Elle a confirmé la reprise du marché américain, relativement calme depuis le début de l'année, et le retour des collectionneurs européens, dont la présence dans la salle a été très active. Mais c'est le Japonais Seiji Matsuo, un promoteur immobilier de quatre-vingt-trois ans, qui a offert un spectacle surprenant en achetant quatre lots pour une valeur de près de 2 millions de dollars, après avoir, la veille, dépensé 4 millions de dollars chez Sotheby.

Communication

Un entretien avec M. Yves Sabouret, vice-président-directeur général

« Pour Hachette, l'ère des complexes est terminée »

Le groupe Hachette a été fortement secoué par la bataille de TF1. Après avoir perdu la partie devant la Commission nationale de la communication et des libertés, le groupe voit aujourd'hui nombre de ses collaborateurs le quitter. M. Etienne Mongeotte, Christian Dutot et M. Michèle Cotta ont rejoint TF1. De nou-

breux journalistes d'Europe 1 négocient leur transfert sur la Cinq. Mais Hachette veut utiliser son trésor de guerre pour reprendre l'initiative tant dans le domaine de l'écrit que dans celui de l'image. M. Yves Sabouret, vice-président-directeur général du groupe, précise les priorités stratégiques dans ces deux secteurs.

« La reprise de TF1 était l'objectif prioritaire d'Hachette. Quelle leçon tirez-vous de votre échec ? »

« Relativisons la notion d'échec. S'il s'agit de la décision d'une commission de treize personnes qui faisait ses premières armes, c'est exact. Mais pour nous, professionnels de la communication, et en ce qui concerne Hachette il s'agit d'une tradition de cent soixante et un ans, le seul juge souverain et absolu, c'est le public, et aucune instance au monde ne pourra jamais rien changer à cette vérité ».

« Pour le passé récent, je me contenterai de citer le dicton populaire : « On a vingt-quatre heures pour maudire ses juges ». Le délai est maintenant largement acquis. Je ne commenterai donc pas la décision de la CNCL concernant TF1 et je m'abstiendrai de toute ironie - ô combien facile ! - sur les difficultés actuelles de notre concurrent. C'est l'avenir qui m'intéresse. Pour l'aborder, il faut partir de trois constats qui sont autant de paradoxes : »

« Premier paradoxe, la France est le seul pays du monde à avoir créé un nombre déraisonnable de télévisions. Sans être, pour autant, absente des projets réalisés. « Nous ne voulons pas nous substituer aux producteurs. C'est à eux que revient d'être les décideurs, les prospecteurs, les révélateurs d'artistes et de metteurs en scène ».

« Deuxième paradoxe, la France s'est vue un pays ouvert en matière d'audiovisuel sans aucune contrepartie. Quand des sociétés françaises ont-elles eu le loisir de s'installer sur des réseaux hertziens britanniques, allemands ou italiens ? Notre pays est le seul en Europe à avoir ouvert son marché aux groupes multinationaux européens sans avoir préparé, ni même autorisé à se préparer, un véritable challenger national, au nom d'une conception strictement nationaliste et corporatiste de la nationalité. Supposons que General Motors et Toyota aient été autorisés à s'installer en France alors que Peugeot et Citroën se seraient vu refuser la permission de se rapprocher au nom de la concentration ! Pendant ce temps, on ouvre le terrain à l'envahissement de l'étranger : à Maxwell, à Berlusconi, à la C.I.T., c'est-à-dire aux vrais professionnels européens. Strange machisme ! »

« Troisième paradoxe, on parle beaucoup de création culturelle et d'industrie des images - c'est un discours politiquement flatteur - mais la réalité, c'est que jamais la proportion de programmes étrangers n'a été aussi élevée sur les écrans français. En matière d'images, nous sommes un petit exportateur et un énorme importateur. Et ce déficit ne cesse de croître. Ce n'est pas là la caractéristique d'un pays développé ».

« Dans un mois dans un an... »

« Vous n'êtes pas très optimiste ! »

« Ce pays a la fâcheuse habitude de commémorer les guerres en se plaignant dans la situation la plus défavorable. Mais il ne s'agit, après tout, que de la toute première bataille. La communication est un marché mouvant aux retournements spectaculaires et le génie français, c'est de gagner Vainky ou la bataille de la Marne. C'est pourquoi je reste fondamentalement optimiste, en particulier sur les chances d'Hachette ».

« Notre adversaire sur TF1 a l'avantage de nous laisser intact et prospère. Notre capacité d'investissement dépasse les 2 milliards de francs, ce qui nous donne, plus qu'à tout autre groupe de communication en France, la capacité de saisir les opportunités. J'ajoute que nous sommes résolus à ne pas laisser entraver notre dynamisme par des critiques plus ou moins bien intentionnées. L'ère des complexes et des fausses pudeurs est terminée ! Si certains ont reproché à Hachette d'être trop gros, nous savons, nous, que ce groupe doit, au contraire, croître fortement en France et à l'étranger pour devenir un membre à part entière du club nécessairement restreint des grands groupes de communication ».

« Avec une telle stratégie audiovisuelle ? »

« Nous allons intensifier nos efforts et nos investissements dans tous les domaines de l'audiovisuel. M. Francis Bouygues : « La Une a été mal gérée »

Il ne mâche pas ses mots, M. Francis Bouygues, quand il parle de TF1. Il en parle même crûment, sans précaution et sans ambages. Qu'il a renier quelques propos tenus en d'autres temps par souci des convenances, et inciter ses interlocuteurs à se méfier de rapides volte-face.

Qu'il aime ainsi les éloges adressés il y a peu encore à M. Hervé Bouygues, les congratulations et hommages appuyés à l'ensemble du personnel de TF1, M. Bouygues a livré, le jeudi 14 mai, au cours de la conférence de presse annuelle sur les résultats financiers de son groupe, ses vrais sentiments sur la valeur de sa récente acquisition.

« Il est stupéfiant de voir à quel point cette entreprise a été mal gérée ! s'est-il exclamé. Financièrement et socialement. Il y a mille six cents salariés, il pourrait y en avoir mille de moins avec la sous-traitance ! (...). Trop de personnel, et beaucoup trop mal payé ! Mais il y a une telle embuche politique, un recrutement en dépit du bon sens, pour rendre service au fils ou à la fille d'un copain ou d'un administré... C'est vraiment mal organisé ! »

Interrogé sur ses intentions éventuelles de licencier du personnel, le nouveau patron de TF1 s'est montré élogique : « J'ai promis qu'il n'y aurait pas de licenciements, mais j'ai le droit d'ouvrir les placards... Si on a l'armée du salut la plus importante des médias, tout sera plus difficile, car les représentants de la 5, eux, n'ont rien payé ! En tout cas, je ferai de TF1 une entreprise performante et je m'efforcerai que ce ne soit pas aux dépens du personnel ! Celui-ci d'ailleurs a envie que ça change (...). Au siège de TF1, chaque vendredi, les équipes de Bouygues cassent les cloisons, afin de disposer de bureaux moins isolés comme auparavant. Car il faut arriver à faire changer les gens d'état d'esprit... ». Enfin, a-t-il ajouté, « notre ennemi, c'est le 2, le 3, pas la 5 !... ».

Nous entendons bien devenir des diffuseurs. Les cartes seront inévitablement rebattues et nous y aurons notre place. En effet, il n'est pas une seule personne qui pense que la situation de l'audiovisuel français est stabilisée pour longtemps. Rappelons-vous Racine : « Dans un mois, dans un an... ». Par ailleurs, nous entendons devenir un des interlocuteurs importants de la coproduction internationale de fictions et de documents. Enfin, nous entendons être des détenteurs et des distributeurs de droits audiovisuels, bien plus encore qu'aujourd'hui où nous détenons déjà des droits sur certains mille films de long métrage et sept cent cinquante heures d'émissions pour la jeunesse ».

« Dès les prochains mois, peut-être dès les prochaines semaines, Hachette prendra des initiatives et annoncera des décisions qui démontrent clairement le caractère global de la stratégie audiovisuelle qui sera arrêtée et appliquée sous l'autorité de Jean-Luc Lagardère, plus résolu que jamais à simplifier personnellement dans l'avenir d'Hachette ».

« Comment devenir diffuseur alors que le marché est déjà saturé ? »

« Notre volonté d'être diffuseur repose sur une idée simple. Bien que nous allions vers une distinction de plus en plus marquée - et d'ailleurs souhaitable - entre la fonction de diffusion et la fonction de production, à l'image de ce qui se passe aux États-Unis, il sera encore longtemps nécessaire en Europe d'assurer les deux rôles à la fois, comme c'est le cas, par exemple, en Italie et en Grande-Bretagne. Parce que c'est, par rapport au marché international et surtout européen, un gage de crédibilité. Parce que la position de diffuseur assure une partie du financement d'une œuvre, facilitant ainsi son amortissement et sa rentabilité ».

« Au demeurant, on peut être diffuseur sur les trois vagues de la télévision. Théoriquement, le câble et les satellites de télévision de divers types. Nous étudions toutes les hypothèses. Mais le métier de câble-diffuseur n'est pas vraiment le nôtre et l'exploitation des satellites pose, pour le moment, des problèmes financiers mal résolus. Le financement par la publicité est peu probable pour ce type de diffusion et le financement par l'abonné est encore bien incertain ».

« Où en sont vos projets de presse ? »

« Il s'agit d'enjeux tout à fait stratégiques qui seront tranchés, in fine, par Jean-Luc Lagardère en tant que président du groupe, en accord avec Daniel Filipacchi, qui a la responsabilité de la coordination du groupe presse Hachette. Nous étudions, comme vous le savez bien puisque nous avons un accord avec le Monde en matière d'imprimerie, un projet de grand quotidien national populaire. La décision pourrait être prise à l'automne en vue d'une parution à l'automne 1988. Un autre objectif est le développement de nos éditions à l'étranger. Après les succès de *Elle* aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Espagne, nous préparons d'autres éditions de ce journal, qui est en train de devenir une véritable institution de la presse magazine mondiale ».

La réserve d'histoires pour l'audiovisuel

« Quels sont vos projets de développement international ? »

« Le développement international est un impératif absolu pour Hachette. Les succès de *Elle*, le rachat de Curtis, second distributeur de presse magazine aux États-Unis, qui conforte notre position de premier distributeur de presse dans le monde, le renouveau du groupe Dupuis en Belgique, premier éditeur de bandes dessinées, constituent autant d'encouragements qui ne sont que des étapes ».

« Voyez-vous, nous n'oublions pas, et nous n'oublierons jamais, que nous sommes avant tout des éditeurs et des diffuseurs, de livres, de magazines, d'images, d'information, de culture. Quelle que soit notre volonté de présence dans l'audiovisuel, nous resterons fidèles à l'écrit qui est notre origine, notre raison d'être et démontrera la grande réserve d'histoires dont l'audiovisuel a tant besoin ».

« Sur le plan international et pour s'en tenir à l'hémisphère occidental, les bassins linguistiques et culturels sont, pour nous, plus importants que les frontières. C'est pourquoi nous avons l'ambition de développer prioritairement nos implantations multilingues dans la zone anglophone et dans la zone hispanophone. Dans ces domaines comme dans les autres, les prochains mois s'annoncent bien remplis ».

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LAGAN.

Première audience-TV du CESP

TF 1, la chaîne la plus regardée

Le Centre d'études des supports de publicité (CESP) vient de publier les principaux résultats de son enquête sur l'audience des chaînes de télévision en février-mars. Cette enquête porte sur un échantillon de 3 877 personnes, représentatif de la population française de plus de quinze ans - estimée à 40 950 000 individus - du 30 janvier au 31 mars.

Trois éléments doivent être pris en compte : cette période correspond à la répartition de la Cinq et se situait au moment du changement de titulaire et de vocation de la sixième chaîne. Cette dernière n'est donc pas prise en compte. Enfin, l'audience est calculée sur la population totale et non sur la zone de réception des chaînes, ce qui modifie particulièrement l'audience de la Cinq.

Selon cette enquête, près de 36 millions de téléspectateurs ont regardé - au moins une fois dans la journée - TF 1 en février-mars ; plus de 25 millions ont regardé Antenne 2 ; près de 14 millions FR 3 ; plus de 3 millions Canal Plus et plus de 5 millions la 5. Le samedi, l'audience de TF 1 et de Canal Plus augmente de 1 million de téléspectateurs, celle d'Antenne 2 de 2 millions tandis que le nombre de téléspectateurs qui regardent au moins une fois FR 3 ou la 5, ce jour-là, baisse très sensiblement. Le dimanche, TF 1 est la chaîne la plus regardée, mais les téléspectateurs sont moins nombreux devant le petit écran.

En février-mars, les Français ont regardé la télévision 208 minutes en moyenne par jour, du lundi au vendredi. TF 1 est regardée à raison de 113 minutes, Antenne 2 de 110 minutes, FR 3 de 71 minutes, Canal Plus de 82 minutes et la 5 de 106 minutes.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ANTHONY BADA. Chœur. Théâtre de la Ville. 19 h 30. 20 h 30. 21 h 30. 22 h 30. 23 h 30. 24 h 30. 25 h 30. 26 h 30. 27 h 30. 28 h 30. 29 h 30. 30 h 30. 31 h 30. 32 h 30. 33 h 30. 34 h 30. 35 h 30. 36 h 30. 37 h 30. 38 h 30. 39 h 30. 40 h 30. 41 h 30. 42 h 30. 43 h 30. 44 h 30. 45 h 30. 46 h 30. 47 h 30. 48 h 30. 49 h 30. 50 h 30. 51 h 30. 52 h 30. 53 h 30. 54 h 30. 55 h 30. 56 h 30. 57 h 30. 58 h 30. 59 h 30. 60 h 30. 61 h 30. 62 h 30. 63 h 30. 64 h 30. 65 h 30. 66 h 30. 67 h 30. 68 h 30. 69 h 30. 70 h 30. 71 h 30. 72 h 30. 73 h 30. 74 h 30. 75 h 30. 76 h 30. 77 h 30. 78 h 30. 79 h 30. 80 h 30. 81 h 30. 82 h 30. 83 h 30. 84 h 30. 85 h 30. 86 h 30. 87 h 30. 88 h 30. 89 h 30. 90 h 30. 91 h 30. 92 h 30. 93 h 30. 94 h 30. 95 h 30. 96 h 30. 97 h 30. 98 h 30. 99 h 30. 100 h 30. 101 h 30. 102 h 30. 103 h 30. 104 h 30. 105 h 30. 106 h 30. 107 h 30. 108 h 30. 109 h 30. 110 h 30. 111 h 30. 112 h 30. 113 h 30. 114 h 30. 115 h 30. 116 h 30. 117 h 30. 118 h 30. 119 h 30. 120 h 30. 121 h 30. 122 h 30. 123 h 30. 124 h 30. 125 h 30. 126 h 30. 127 h 30. 128 h 30. 129 h 30. 130 h 30. 131 h 30. 132 h 30. 133 h 30. 134 h 30. 135 h 30. 136 h 30. 137 h 30. 138 h 30. 139 h 30. 140 h 30. 141 h 30. 142 h 30. 143 h 30. 144 h 30. 145 h 30. 146 h 30. 147 h 30. 148 h 30. 149 h 30. 150 h 30. 151 h 30. 152 h 30. 153 h 30. 154 h 30. 155 h 30. 156 h 30. 157 h 30. 158 h 30. 159 h 30. 160 h 30. 161 h 30. 162 h 30. 163 h 30. 164 h 30. 165 h 30. 166 h 30. 167 h 30. 168 h 30. 169 h 30. 170 h 30. 171 h 30. 172 h 30. 173 h 30. 174 h 30. 175 h 30. 176 h 30. 177 h 30. 178 h 30. 179 h 30. 180 h 30. 181 h 30. 182 h 30. 183 h 30. 184 h 30. 185 h 30. 186 h 30. 187 h 30. 188 h 30. 189 h 30. 190 h 30. 191 h 30. 192 h 30. 193 h 30. 194 h 30. 195 h 30. 196 h 30. 197 h 30. 198 h 30. 199 h 30. 200 h 30. 201 h 30. 202 h 30. 203 h 30. 204 h 30. 205 h 30. 206 h 30. 207 h 30. 208 h 30. 209 h 30. 210 h 30. 211 h 30. 212 h 30. 213 h 30. 214 h 30. 215 h 30. 216 h 30. 217 h 30. 218 h 30. 219 h 30. 220 h 30. 221 h 30. 222 h 30. 223 h 30. 224 h 30. 225 h 30. 226 h 30. 227 h 30. 228 h 30. 229 h 30. 230 h 30. 231 h 30. 232 h 30. 233 h 30. 234 h 30. 235 h 30. 236 h 30. 237 h 30. 238 h 30. 239 h 30. 240 h 30. 241 h 30. 242 h 30. 243 h 30. 244 h 30. 245 h 30. 246 h 30. 247 h 30. 248 h 30. 249 h 30. 250 h 30. 251 h 30. 252 h 30. 253 h 30. 254 h 30. 255 h 30. 256 h 30. 257 h 30. 258 h 30. 259 h 30. 260 h 30. 261 h 30. 262 h 30. 263 h 30. 264 h 30. 265 h 30. 266 h 30. 267 h 30. 268 h 30. 269 h 30. 270 h 30. 271 h 30. 272 h 30. 273 h 30. 274 h 30. 275 h 30. 276 h 30. 277 h 30. 278 h 30. 279 h 30. 280 h 30. 281 h 30. 282 h 30. 283 h 30. 284 h 30. 285 h 30. 286 h 30. 287 h 30. 288 h 30. 289 h 30. 290 h 30. 291 h 30. 292 h 30. 293 h 30. 294 h 30. 295 h 30. 296 h 30. 297 h 30. 298 h 30. 299 h 30. 300 h 30. 301 h 30. 302 h 30. 303 h 30. 304 h 30. 305 h 30. 306 h 30. 307 h 30. 308 h 30. 309 h 30. 310 h 30. 311 h 30. 312 h 30. 313 h 30. 314 h 30. 315 h 30. 316 h 30. 317 h 30. 318 h 30. 319 h 30. 320 h 30. 321 h 30. 322 h 30. 323 h 30. 324 h 30. 325 h 30. 326 h 30. 327 h 30. 328 h 30. 329 h 30. 330 h 30. 331 h 30. 332 h 30. 333 h 30. 334 h 30. 335 h 30. 336 h 30. 337 h 30. 338 h 30. 339 h 30. 340 h 30. 341 h 30. 342 h 30. 343 h 30. 344 h 30. 345 h 30. 346 h 30. 347 h 30. 348 h 30. 349 h 30. 350 h 30. 351 h 30. 352 h 30. 353 h 30. 354 h 30. 355 h 30. 356 h 30. 357 h 30. 358 h 30. 359 h 30. 360 h 30. 361 h 30. 362 h 30. 363 h 30. 364 h 30. 365 h 30. 366 h 30. 367 h 30. 368 h 30. 369 h 30. 370 h 30. 371 h 30. 372 h 30. 373 h 30. 374 h 30. 375 h 30. 376 h 30. 377 h 30. 378 h 30. 379 h 30. 380 h 30. 381 h 30. 382 h 30. 383 h 30. 384 h 30. 385 h 30. 386 h 30. 387 h 30. 388 h 30. 389 h 30. 390 h 30. 391 h 30. 392 h 30. 393 h 30. 394 h 30. 395 h 30. 396 h 30. 397 h 30. 398 h 30. 399 h 30. 400 h 30. 401 h 30. 402 h 30. 403 h 30. 404 h 30. 405 h 30. 406 h 30. 407 h 30. 408 h 30. 409 h 30. 410 h 30. 411 h 30. 412 h 30. 413 h 30. 414 h 30. 415 h 30. 416 h 30. 417 h 30. 418 h 30. 419 h 30. 420 h 30. 421 h 30. 422 h 30. 423 h 30. 424 h 30. 425 h 30. 426 h 30. 427 h 30. 428 h 30. 429 h 30. 430 h 30. 431 h 30. 432 h 30. 433 h 30. 434 h 30. 435 h 30. 436 h 30. 437 h 30. 438 h 30. 439 h 30. 440 h 30. 441 h 30. 442 h 30. 443 h 30. 444 h 30. 445 h 30. 446 h 30. 447 h 30. 448 h 30. 449 h 30. 450 h 30. 451 h 30. 452 h 30.

Le Carnet du Monde

La « Femme à l'ombrelle » d'Eugène Boudin

Le service des ventes anticipées les 23 et 24 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au musée municipal Eugène-Boudin de Honfleur (Calvados) ; le 23 mai, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Honfleur.

Embrigue réalisée par la rédaction de *Monde des photographes*.
34, rue Chancray, 75009 Paris.
Tél. : (1) 42-67-99-08.

certe série le timbre reproduisant une vue du Centre Georges-Pompidou de Paris, d'une valeur de 22 pence. Les architectes à l'honneur sont Renzo Piano... et Richard Rogers bien sûr...

● Centenaire de la Société de protection des ambulants.
— L'une des plus anciennes associations de personnel de la Poste fêtera son centenaire les vendredi 12, samedi 13 et dimanche 14 juin. Plusieurs manifestations se dérouleront à cette occasion au centre de tri

★ Rens.: 48-81-06-71.

4 5000 F
2 5000 F
10,00 F

SONO	13	6	N	VENISIA
CORRERE	14	8	C	LIVORNIA
TRASPORTO	14	8	P	LONDRA

A	B	C	D	N
avere	bruciare	del corvino	del diavolo	Gelato magico

★ TU = tempo universale, c'è una
ora 2 ore in più; ha ora Magia mo

28	17	D	VALSOVIE	8	4	P
29	13	C	THINCE	17	7	D
15	7	P	THINCE	13	6	D

	O	P	T	*
orange	plais	tempête	soigne	

0-9 ans pour la France : heures Négale
 1 heure en hiver.

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a placebo (P) and the experimental group received a 10% solution of the active ingredient (A). The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a placebo (P) and the experimental group received a 10% solution of the active ingredient (A). The subjects were divided into two groups: the control group (n = 10) and the experimental group (n = 10). The control group received a placebo (P) and the experimental group received a 10% solution of the active ingredient (A).

Economie

La journée d'action de la CGT

Plus de succès pour les manifestations que pour les grèves

La journée d'action organisée, jeudi 14 mai, par la CGT pour la Sécurité sociale, l'emploi, le pouvoir d'achat, le secteur public et les libertés, qui a réuni, selon le bureau confédéral, des « centaines et centaines de milliers » de manifestants et « bien au-delà du million de grévistes », a connu un succès inégal. C'est à Paris qu'a eu lieu le défilé le plus important, près de 30 000 personnes (150 000 selon la CGT, 16 000 selon la police); on a compté 5 000 manifestants à Marseille (50 000 selon la CGT), 8 000 à Bordeaux (2 400 selon la police), 3 000 à Toulouse, 2 000 à Lyon, 2 500 à Lyon comme au Mans, 2 000 à Saint-Brieuc, un millier à Rennes et à Brest... En revanche, dans le Nord et l'Est, la participation a été faible.

Les grèves ont eu plutôt moins de succès dans l'ensemble et ont généralement été brèves (une heure par exemple) pour participer aux manifestations: sur l'ensemble de la fonction publique, le ministère de l'Éducation a eu 9 % environ la proportion de salariés ayant cessé le travail; 11,8 % dans les PTT, 10,5 % à l'équipement.

Dans le secteur public, il n'y a eu en outre, sauf à EDF-GDF, où la direction a recensé 23 % de

grévistes (et même 30 % dans la production), ce qui représente près de la moitié de l'électorat CGT; 12 % dans les organismes de Sécurité sociale, 9,5 % à la SNCF, à peu près autant parmi les conducteurs de notre pays, 6 % chez les machinistes des autobus, le trafic n'ayant été que faiblement perturbé sur quelques lignes. En revanche, les transports urbains ont été touchés à 60 % à Montpellier et à 40 % à Toulouse.

Le bureau confédéral de la CGT a déjà confirmé, pour le 22 mai prochain, une manifestation pour l'emploi à Paris, réunissant des jeunes défilés et des chômeurs.

En tout cas, les actions de la CGT ont effacé le « temps fort » de la semaine d'action organisée dans la fonction publique par FO, la CFDT, la CGC, la CFEC, la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) et la FEN. Toutefois, à Marseille, FO a rassemblé 5 500 personnes, selon la police, et 2 000 à Toulouse. Dans l'administration des finances, quatre fédérations (FO, CFDT, CFEC et CGC) ont décidé une nouvelle « action nationale », avec notamment des actions « service mort » et « priorité aux usagers ».

A Paris, la gauche unie... dos à dos

A Paris, ce ne fut pas comme le 22 mars. Ce ne pouvait pas l'être: pour maintenir la pression contre le gouvernement, la CGT avait choisi la formule des manifestations décentralisées. Pour la région parisienne, elle peut donc être satisfaite d'avoir fait défilé près de trente mille manifestants, plus qu'en 1^{er} mai. Asses pour autoriser M. Henri Kravtchouk, secrétaire général de la CGT, à souligner que « rien ne touche aux salariés et la masse de la population » que la sauvegarde de la Sécurité sociale.

Pour moins de participants, il y avait davantage d'organisations: outre celles qui étaient présentes le 22 mars, comme la Fédération des mutualités de France, les associations de travailleurs étrangers, des groupements de handicapés, la JOC ou le Parti communiste (représenté notamment par MM. Georges Marchais, secrétaire général, André Lajoinie, président du groupe parlementaire et Paul Laurent), on trouvait le Parti socialiste (avec, entre autres, MM. Michel Delebarre, Pierre Joxe et Jean Auroux, anciens ministres et Claude Evin, vice-président de l'Assemblée nationale), la Fédération des médecins généralistes et les syndicalistes de l'Union régionale CFDT ou de la Fédération générale autonome des fonctionnaires. Sans que ces derniers, d'ail-

leurs, tiennent beaucoup de place: quelques centaines de personnes en queue de cortège.

Plus d'appels. Plus de revendications aussi, que réunissait la bande-roule en tête du défilé: « La Sécurité sociale à 100 % », « la SMIC à 5 900 F », de meilleurs salaires; des emplois stables et qualifiés; la taxation des produits financiers; le paiement des dettes patronales; la garantie des statuts et du droit de grève. « Autant de thèmes repris ici ou là par les manifestants ».

Haines pour le PS

Mais malgré cela, il y avait moins de tonus et d'entrain qu'en 22 mars dans ce long cortège éiré, tantôt lent et tantôt pressé, moins d'invective dans les pancartes, les tracts ou les chansons. On s'en est beaucoup tenu au classique: « La Sécurité sociale à 100 % », « la SMIC à 5 900 F », « un droit de grève », ou bien « Union, action, avec la CGT ». Les manifestants luttaient aussi, il est vrai, contre la pluie froide et le vent, qui faisaient claquer les banderoles et gelaient les marcheurs. Mais les collets affichaient plutôt les sections ou les syndicats — chimistes, gaziers, électriciens, hospitaliers,

métallurgistes, fonctionnaires, employés des collectivités locales de Paris ou de la région parisienne — que des slogans ou des mots d'ordre.

Ce sont sans doute les membres de la délégation socialiste qui affrontèrent le climat le plus rude: ils furent accompagnés jusqu'au bout par des milliers, des milliers de personnes, qui faisaient la preuve d'imaginaire: « Socialisme, démission; non à la pêche aux voix, oui à la défense de la Sécurité sociale », « On a assez cassé, vous aimez les nautis, il faut les faire payer », ou enfin: « Les délégués, Auroux, tu es au licenciement; Joxe, tu es la matraque... ».

Une attitude condamnée, il est vrai, par tel ou tel manifestant présent, s'affirmant « à la CGT depuis quarante ans », ou même « membre du Parti communiste ». « Cela ferait bien rire la droite ». Quant aux responsables communistes, qui présidaient les manifestations du Parti socialiste dans le cortège des notables, ils les ignoraient ostensiblement.

« La gauche est dans la rue pour la défense de la Sécurité sociale », déclarait M. Delebarre au départ de la manifestation. Dans la rue, des

GUY HERZLICH.

Les prévisions de l'INSEE pour 1987

La croissance devrait être très faible et le pouvoir d'achat en quasi-stagnation

Les prévisions économiques faites par l'INSEE pour cette année ne sont pas enthousiasmantes, c'est le moins qu'on puisse dire. La hausse des prix pourrait atteindre 3,5 %, après 2,1 % en 1986; la production industrielle baisserait; le commerce extérieur resterait déficitaire d'une vingtaine de milliards de francs; le nombre de chômeurs dépasserait légèrement 2,8 millions fin 1987. Ces prévisions sont publiées le jour-même où l'indice provisoire des prix du mois d'avril (+ 0,5 %) marque une certaine dégradation (le Monde du 13 mai).

L'économie française n'est pas la seule à être touchée. La plupart des pays étrangers subissent aussi — à des degrés divers — les retombées d'un environnement international mauvais: taux d'intérêt réels extrêmement élevés, valeurs instables, politiques économiques gouvernementales toujours restrictives.

L'INSEE ne craint pas de parler de « logique déflationniste » dans le monde, le pouvoir d'achat des pays exportateurs de pétrole et de matières premières se réduisant dans le même temps qu'est freinée la croissance des pays industrialisés qui voient leurs exportations plafonner ou même régresser en volume, comme cela va être le cas pour la RFA et le Japon.

L'une des premières conséquences de la remontée des prix pétroliers est l'accélération des hausses de prix. Cela est vrai pour la quasi-totalité des pays industrialisés. En France, le ralentissement des hausses — qui s'était amorcé en 1982 et ne s'était pas interrompu depuis — a cessé à la fin de l'année dernière. Ainsi, l'INSEE prévoit une augmentation des prix de 3,5 % entre janvier et décembre 1987, succédant à une hausse de 2,1 % en 1986. Les 3,5 % de cette année seraient acquis de la façon suivante: + 2,1 % au premier semestre, + 1,4 % au second.

Mais les apparences sont souvent trompeuses: l'accélération des prix en 1987 — si elle se produit dans les proportions prévues par l'INSEE — s'explique par la remontée des prix de l'énergie, de même que le bon résultat de 1986 s'explique par la forte baisse de ces prix (- 14,5 %). Si l'on veut mettre à jour le véritable rythme de l'inflation, il est donc

utile de raisonner sur une idée de prix excluant l'énergie. On voit alors que celui-ci a augmenté de 4 % en 1986 et que l'INSEE prévoit une hausse de 3,9 % cette année.

Encore faut-il voir ce que ce résultat — en très légère amélioration sur l'année dernière — serait atteint malgré une forte hausse des prix des services privés (+ 7,5 % prévu entre janvier et décembre 1987), cela s'expliquant évidemment par la libération totale des services intervenue en décembre et en janvier derniers.

La remontée des prix de l'énergie explique l'accélération des hausses à l'étranger et notamment en RFA. Après un mauvais premier trimestre en France, l'écart d'inflation avec la RFA se réduirait jusqu'à n'être plus que de 2 points en fin d'année, alors qu'il avait été de 3,2 points fin 1986 (1). Cette amélioration relative permettrait au gouvernement, selon l'INSEE, de réduire légèrement ses taux d'intérêt en fin d'année sans risque pour la santé du franc.

Brusque freinage

Reste que lorsqu'il s'agit de calculer l'évolution du pouvoir d'achat des ménages, c'est bien l'ensemble de l'indice des prix — énergie comprise — qu'il faut prendre en compte.

L'accélération qui sera corrigée cette année, alors que les salaires continueront à évoluer avec modération (+ 3,6 %) et que les prélèvements sociaux seront accrus pour rééquilibrer le régime de la Sécurité sociale, entraînera une baisse du pouvoir d'achat au cours de l'année (- 0,6 %). La rupture devrait être forte avec 1986, année au cours de laquelle ce même pouvoir d'achat avait progressé de 2,8 %. Encore ces résultats seraient-ils été beaucoup plus déprimés si les revenus des entrepreneurs individuels et des professions

non salariales n'avaient progressé sensiblement, du fait notamment de la libération des prix dans le commerce et les services.

Conséquence logique: la consommation des ménages va stagner pour les produits manufacturés (- 1,2 % en glissement, + 0,4 % en moyenne annuelle) après avoir beaucoup augmenté en 1986 (de respectivement 3,1 % ou 4,1 % selon le mode de calcul). Grâce aux services, la consommation totale en France progressera tout de même très légèrement (+ 1 % en glissement contre 2,8 % en 1986). Tous ces résultats décevants étant obtenus malgré une baisse continue du taux d'épargne des ménages.

On comprend que dans ces conditions la production industrielle, si elle est stimulée par l'investissement et les exportations, risque de baisser pour se retrouver, selon l'INSEE, à un niveau inférieur, en décembre prochain, à celui atteint en janvier 1987. L'INSEE n'indique pas précisément le taux de croissance du PIB, mais son raisonnement est clair: l'expansion économique pourrait être inférieure à 1,5 %, revenant, après l'amélioration enregistrée en 1986 (+ 2 %), au faible taux de 1984 (+ 1,6 %) et de 1985 (+ 1,4 %).

Le ralentissement de l'activité pèserait sur le chômage. La suppression des emplois dans l'industrie se poursuivrait à un rythme accéléré (- 3 %), alors que les créations d'emplois seraient modestes dans le tertiaire (+ 0,7 %). En fin d'année, le nombre des chômeurs pourrait donc légèrement dépasser 2,8 millions de personnes.

ALAIN VERNHOLE.

(1) En 1986 les prix ont augmenté de 2,1 % en France contre le défilé et le fin de l'année, alors qu'ils baissaient de 1,1 % en RFA. L'écart d'inflation avait donc été de 3,2 points. En 1987, la hausse des prix pourrait être de 3,5 % en France et de 1,5 % en RFA. L'écart d'inflation serait donc de 2 points.

Faible progression de l'investissement des entreprises

Entreprises	1986	1987
(en % grandes entreprises nationales)		
Industries concurrentielles	+ 5,4	+ 4,5
Industries concurrentielles	+ 2,4	+ 3
Grandes entreprises nationales	- 2,8	- 4
Commerce et services, etc.	+ 11,3	+ 7
Total	+ 3,8	+ 3

REPRODUCTION INTERDITE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

M^{re} PORT-ROYAL

Bon imm. pierre de taille, 2 ch, gd livr, 3 chbres, gd entrée, cuis. équipée, lva, w.c., sur rue calme, clair.

11, rue Pierre-Nicolas, 11500 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

6^e arrdt

R. BONAPARTE

Prox. Place des Peupliers, 2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

14^e arrdt

M^{re} PERNETY

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

M^{re} MUETTE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

M^{re} MUETTE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

17^e arrdt

VUE TOUT PARIS

2 pièces, 62 m² et terrasse 20 m². 1.850.000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

VUE TOUT PARIS

2 pièces, 62 m² et terrasse 20 m². 1.850.000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

94

Val-de-Marne

CHOSY-LE-ROI (94800) Bon 3/4 p. avec asc., 83 m², s. salon, bain, salle ds, 2 chbres, s. de br. wc, cave possib. gar. an 100.000 F. 48-38-74-36.

MEVOR 5/6 pièces les 13, 14, 15 et 16 mai, de 15 h à 20 h; s. an. Samedi, ven. 5, para. Sautin.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

2.500.000 F. 43-58-60-70.

appartements achats

AGENCE LITRE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

M^{re} MUETTE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

M^{re} MUETTE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

M^{re} MUETTE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

M^{re} MUETTE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

M^{re} MUETTE

Bon imm. pierre de taille, 2 p. entrée, cuisine, bains, w.c., café, salon.

101, rue Raymond-Losserand, 15000 F. Samedi-dimanche 18 h-18 h.

16^e arrdt

bureaux

Locations

DORCIATIONS

Location BUREAU et ATELIERS

Prox. gare St-Jacques, 2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

villas

Locations

DORCIATIONS

Location BUREAU et ATELIERS

Prox. gare St-Jacques, 2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

PROX. PLACE DES PEUPLIERS

maisons de campagne

Locations

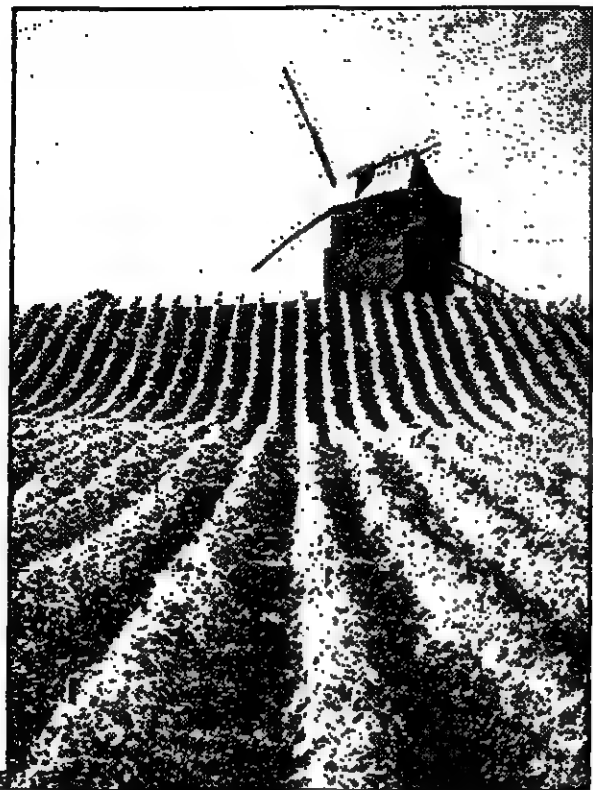
DORCIATIONS

Location BUREAU et ATELIERS

Prox. gare St-Jacques, 2 chbres, s. d'été, s. bains, park, cave, vers. N.O. 48-38-74-36 ou samedi 18 h-17 h 20/22. PASSAGE FOURMENT bouton couleur s/interphone.

13^e arrdt

ESCALES



Moulins-Etapes

Moins connus que les châteaux-hôtels, les moulins-hôtels n'en constituent pas moins de pittoresques étapes. Moulins-Etapes est, précisément, le nom de la chaîne hôtelière qui regroupe trente établissements, tous vieux moulins restaurés (moulins à farine, à eau, à huile...).

Une quatrième édition du guide de la chaîne vient de paraître : elle classe de 1 à 4 étoiles 23 moulins-hôtels-restaurants, 2 moulins-hôtels et 5 moulins-restaurants situés dans de jolis coins de verdure. Le prix des chambres — au nombre total de 365 — est tout à fait raisonnable : de 70 F à 550 F (une majorité entre 200 F et 300 F). On peut déguster une cuisine régionale pour moins de 200 F.

Pour obtenir ce guide, il suffit de le demander, en joignant 3 F en timbres-poste, à Annie Candolfi, moulin de Chambron, 18210 Bannegon. Tél. : 48-81-83-80.

La fête américaine

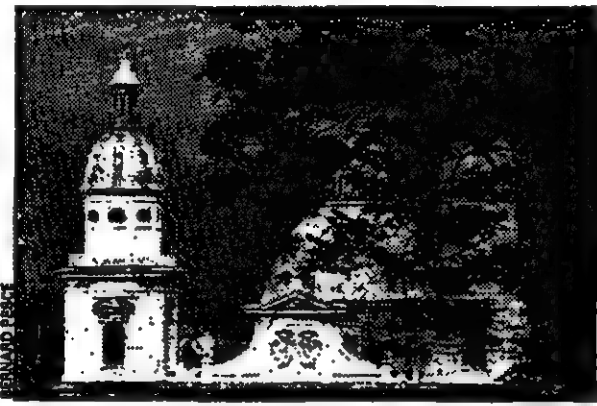
Voilà une bonne occasion de prendre la Concorde. Pour la fête de l'Indépendance Day, Alcom (93, rue de Monceau, 75008 Paris; tél. : 45-22-86-46) propose un long week-end — du 2 au 6 juillet — à New-York : c'est un Boeing 747 d'Air France qui assure le voyage aller, mais c'est à bord du superconfort que s'effectue le retour. Dans l'intervalle, on est logé, pour trois nuits, au Waldorf Astoria et, le 4 juillet, on participe à la liesse américaine.

Le prix par personne (13 950 F en chambre dou-

ble, 15 540 F en chambre individuelle) comprend le transport aérien — avec un repas gastronomique à bord de Concorde — les transferts aéroport-hôtel, l'hébergement et les petits déjeuners, les taxes et l'assistance d'un représentant d'Alcom. Il faut donc compter en plus les repas « à terre » et l'assurance.

Bientôt Salzbourg

Salzbourg. Il est temps de se préparer pour le Festival. Voyages bleus (147, rue Ordener, 75018 Paris; tél. : 42-64-52-42) y a pensé et propose une semaine de musique dans la ville d'Anna Magdalena du 24 au 30 août. L'effort est riche et le programme devra effectuer des choix difficiles : les Noces de Figaro ou un concert au château et, plus délicat encore, Don Giovanni, ou le concert d'un des meilleurs trios au monde, sinon le meilleur, le Beaux-Arts Trio, qui interprète Mozart, Beethoven et Brahms. Il faudra encore se déterminer entre un concert et les célèbres marionnettes de Salzbourg avant d'écouter l'orchestre philharmonique de Berlin dirigé par son chef, Herbert von Karajan (œuvres de Schubert et Berlioz) puis l'ensemble de San Francisco, Chante-Clair, dans un programme allant de la musique de la Renaissance au spirituel. Dans la journée, visite de Salzbourg.



excursions à Munich, Bad Ischl et dans la région de Berchtesgaden.

Prix net : 12 000 F, incluant les vols, l'hôtel 4 étoiles, la demi-pension, trois déjeuners, les excursions et les concerts.

Baroque aux Dolomites

Entre Autriche et Adriatique, les Dolomites sont à découvrir : montagnes mais aussi châteaux-fortresses, abbayes baroques, palais. On les visite rarement. Le Monde et son histoire (82, rue Taitbout, 75009 Paris; tél. : 45-26-28-77) y part.

De Vicence, le circuit se rend à Rovereto, un bourg médiéval, Avio, Trento, Bolzano, où l'on passe la nuit. Le lendemain, départ pour Merano, visite du château des Princes, résidence de l'archiduc Sigismond d'Autriche entre 1449 et 1480, de Maximilien I^{er} et de la famille de Ferdinand I^{er} au seizième et au dix-septième siècle ; puis Vipiteno. A Bressanone, qui fut résidence des princes-évêques du Tyrol, tout est à voir : la cathédrale, l'église Saint-Jean, le palais des Evêques, les places et les jardins. Vient ensuite Castelbarco, demeure de plaisance des princes-évêques Kônigs au dix-huitième siècle, Rodengo, où se dresse le

plus impressionnant des châteaux du Tyrol avec ses murs médiévaux à double encadrement, les abbayes de Novacella et de Chiusa, résidences des abbés et des abbesses du Tyrol.

Quatre jours pleins, encadrés par deux nuits en wagon-lits : 5 780 F tout compris. Du 27 mai au soir au 1^{er} juin au matin.

36-15 CDV

« Voyager sans information, c'est skier dans le brouillard. Ça marche quand même, mais on passe souvent à côté de l'essentiel. » Claude Sautou, le directeur de Carrefour des voyages, est persuadé depuis longtemps qu'un agent de voyage ne peut pas connaître à la fois l'Ecosse et la Thaïlande, la Corée et le Brésil.

D'où la création de ses agences spécialisées dans un seul pays (Japon, Brésil, Chine, Mexique et USA), après lesquelles le client peut trouver une documentation spécifique sur telle ou telle destination. Carrefour des voyages innove ce mois-ci en lançant un service téléphonique (36-15 CDV) qui offre une information complète et actualisée en permanence.

Pour savoir s'il faut emporter un passe-montagne avant de partir pour Pékin en mai, pour arriver à bon port à Tokyo où les immeubles sont numérotés dans l'ordre chronologique de leur construction, pour ne pas se tromper de musée à New-York ni de restaurant à Londres, il suffit de piocher dans les rubriques de ce nouveau service. On y trouve également des renseignements plus classiques : formalités, cours des monnaies, tarifs aériens, cartes, ainsi que des idées de budgets pour chaque genre de voyageur (« plutôt routard », « plutôt confort », « plutôt luxe »).



Sur la route du whisky

Au départ, le whisky se fabrique avec de l'eau, à l'arrivée, c'est de l'eau qu'on met dedans pour le boire — du moins si l'on veut. Entre-temps, on le distille.

Tempo Voyages (2, rue Amelot, 75011 Paris; tél. : 43-55-91-30) propose, au départ d'Aberdeen, une promenade écossaise de cinq jours à la recherche des fabricants de grande crue de la fameuse boisson : Oldmardum, Glenfiddich, Glenlivet, Glen Grant... Le prix (4 780 F) comprend le vol Paris-Aberdeen-Paris, l'hébergement en hôtels trois étoiles, la pension complète, un autocar à disposition sur place, l'assistance d'un guide parlant français, les entrées et les visites guidées.

Pologne profonde

Relié au catalogue été-automne de Voyages-Nature (55, avenue d'Alsace, 68000 Colmar; tél. : 89-23-

11-23), une Pologne méconnue. Elle a pour cadre la forêt de Bialowieza, à la frontière soviétique.

Là, dans un hameau aux maisons de bois, à 7 kilomètres du plus proche village, retour à la nature en pistant le blason, le cerf, le lynx, le loup et le sanglier. Reconnaissance profonde avec les forestiers dans la taïga. Soirées devant le feu, avec vodka à volonté. Ainsi s'écouleront les jours du 22 au 30 août.

Logement dans une école désaffectée, ass. trois du puits, dortoirs. Repas chauds le soir, pique-nique à midi.

Profil bas pour le prix (2 900 F) incluant l'hébergement, les repas pour sept jours, les droits d'entrée dans le parc national de Bialowieza, la location de cahiers pour les excursions. Il ne comprend pas le voyage en Pologne. On prévoit dans la location d'un minibus au départ de Strasbourg pour rejoindre Bialowieza (1 000 F par personne environ pour la location du véhicule et l'essence du voyage aller-retour).

NOMADE ?
Une vie à découvrir
des voyages insolites

RANDOMNES & EXPEDITIONS
Les guides du SAHARA
et de l'AFRIQUE DU NORD
par NOMADE

4, bd de la République
40000 MONT-DE-MARSAN
58-06-16-09

VOTRE MAISON SUR UN TERRAIN DE 1000 m²
Au cœur de la Forêt Landaise à 5 km de la mer
Vieille Saint-Girons
T3 à partir de 238 000 F, clé en main
Documentation contre cette annonce à :

Isocapital
4, bd de la République
40000 MONT-DE-MARSAN
58-06-16-09

GUIDE MONDIAL

VI

Chaque volume au format 13 x 20,5 cm plus de 300 pages plus de 160 illustrations dont 40 en couleurs

Kenya
Tanzanie, Rwanda, Burundi

NOUVEAUTE

Ont paru dans la même collection : Amérique du Sud - Le Brésil, Venezuela, Guyane - Le Canada et l'Alaska - Corée - La Chine - La Corée du Sud - L'Egypte - Extrême-Orient - Les Iles Grecques - L'Inde du Nord - L'Inde du Sud - Israël - Japon - Kenya - Le Maroc - Mexique et Amérique Centrale - San Francisco - Tunisie

Une préparation indispensable - Les itinéraires essentiels - Une illustration abondante.

Editions VILLO : 25, rue Cinqvies Paris
En vente dans toutes les librairies
Le Guide Mondial - Le guide qui vous guidera

L'île noire

Haute terre où vit réfugié Ken Russell, l'Ecosse pierreuse et désertique offre son île à l'œil de Michael Ruetz, opérateur berlinois, lors de trois voyages effectués sur plus de 20 000 kilomètres en 1983 et 1984. Dolmens et murets croûlés sous la tourbière, châteaux, lacs et ciels tourmentés se déploient en panoramas, parfois sur volent triple, comme les décors d'un film. Sans l'ombre d'un Ecosse dans le champ, l'élément minéral met à nu un univers rude et indompté, broché par un souffle d'avant les origines.

● *Hautes terres d'Ecosse*, Michael Ruetz, préface de Kenneth White. Ed. Hologramme, 154 p., 70 photos, 840 F.

Oasis, oasis

Courbes et pentes, gorges et canyons, tendu vers le fil lointain de l'horizon, le désert. Tel un navigateur nomade et amoureux, Jean-Marc Durou inventorie cette

contrée si souvent photographiée par des vus rasées et polychromes, non exemptes de lyrisme, qui passent au peigne fin les vagues de dunes où surfent les Touaregs, les Esquimaux du soleil, Igloo de sable ou banquise érodée, le mirage, au cœur du Ténéré, est de faire paraître vivants cette planète reculée, site livré aux marées et semé d'îles, autrefois résidence verdoyante de reptiles et d'oiseaux mais aussi, curieusement, d'une faune aquatique.

● *Sahara, désert magique*, Jean-Marc Durou, textes de Théodore Monod. Ed. Agap Vilo, 156 p., 345 F.

Western

Chevauchant les régions les plus spectaculaires du sud-ouest

américain, Gard Kittel, opérateur allemand, en rapporte une vision douce, sensible au conflit de l'homme et la nature, dans la veine des films de Wim Wenders. Du Texas au Dakota, des terres arides comme la vallée de la Mort, sont ciblées par un œil d'artiste qui ordonne le décor en scénographie. L'esthétique en technicolor est celle de Meyerowitz et Monory. Régler leur compte aux clichés touristiques, il donne à voir à l'état brut la beauté du Grand Canyon, des baies saumon de Pueblo, des routes et des motels. La splendeur d'un passé révolu.

● *South-West USA*, photos de Gard Kittel, introduction de Peggy Larson. Ed. du Chêne, 100 p., 320 F.

L'eau de Lourdes ne se vend pas

Plusieurs lecteurs nous ont signalé une regrettable erreur commise dans l'article intitulé « Lourdes au firmament », accompagnant notre enquête sur les voyages religieux (« le Monde sans visa » du 18 avril) : contrairement à ce qu'il était indiqué, l'eau de Lourdes ne se vend pas. On peut en recueillir à volonté dans la grotte de Massabielle.

Par ailleurs, M^{lle} Bouquet, de Bordeaux, rappelle que « l'on n'écrit pas la Vierge Marie », mais qu'on l'honore ». De leur côté, frères Laurent-Guy Bonnier, de Strasbourg, et M. Georges Lewandowski, d'Evreux (Calvados), estiment que l'expression « amateurs de miracles » est déshabillée et qu'elle ne correspond pas à l'état d'esprit des pèlerins de Lourdes.

L'IRLANDE MADE IN IRELAND.

Rien n'est plus irlandais que la brochure — et les prix — de l'un des plus grands organisateurs de voyages de l'Irlande.

Un exemple ? Pour ne pas perdre une minute du Donegal, découvrez-le en autocar panoramique. Huit jours de paysages somptueux, un guide parlant français, des vestes, des ballades et des balades : 8 380 F par personne en haute saison (base 2 personnes, demi-pension en hôtel 3 étoiles, voyage avion compris).

Vous êtes un farouche individualiste et préférez vous déplacer seul ? Qu'à cela ne tienne ! La brochure CIE regorge d'idées aussi irlandaises que possible : séjours « Go as you please », à l'hôtel, en gîte, en pension, croisières fluviales, séjours pêche, forêts avoies, auto, forêts nuit et bon.

Enfin, ceux que la conduite à gauche rebute trouveront des séjours à Dublin agréablement d'une journée d'excursions variées d'une journée (en autocar).

Et, jusqu'à la fin mai, les prix restent bas : saison (sauf les croisières fluviales).

Allez vite demander la brochure CIE Irlande à votre agent de voyages ou encore retourner-nous le coupon ci-dessous.

CIE TOURS INTERNATIONAL
50 ans d'expérience de l'Irlande

A renvoyer à : CIE Tours International, 40, rue des Mathurins - 75008 Paris.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____



Irlande
Allez vite vous aller

ibellina

Il y a dans les mines du village détruit — où, chaque été, se tient la fête — et la cité — où les meilleurs...

ENTRÉE : Les mines de la région de Bialowieza, à la frontière soviétique, sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921. Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921. Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921.

Leur trois fois par jour. Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921. Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921.

Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921. Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921.

Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921. Les mines de Bialowieza sont une réserve naturelle. Elles ont été classées en 1921.

Allez au

Les Pousadas plus prestigieuses du Portugal

Consultez votre agence TAP Air Portugal - tél. : 1 20 20 - Centro de Turismo de Lisboa - 75009 Paris

JP 11 mai 1987

Gibellina la très neuve

Il y a deux Gibellina en Sicile :
les ruines du village détruit par un tremblement de terre en 1968
— où, chaque été, se déroule un festival d'art dramatique —
et la cité, à 20 kilomètres de là,
où le maire a fait travailler
les meilleurs architectes et artistes d'Italie.

L'ENTRÉE de Gibellina, à 30 kilomètres au sud-ouest de Palerme, se signale par une énorme étoile métallique sous laquelle se faufilaient les voitures. Passé ce pompeux monument, dessiné par Pietro Consagra, on pénètre dans la ville — vêtement trop grand pour ses cinq mille habitants : ses artères sont vides, on croise une rue sur deux, poncée de bacs fleuris, est plantée ; toutes sont désertes. Peu de magasins, encore moins de bistrot. Le long des trottoirs, des petits immeubles et des gros pavillons, identiques, se succèdent.

Dans cette bourgade, banlieue d'une métropole absente, quelques choses dérange : la présence insolite d'œuvres d'art, résolument contemporaines, disposées un peu partout en nombre anormalement élevé.

L'heure, trois fois par jour

Ici, une fontaine de marbre d'André Cassella. Là, le monument aux morts d'Uccio, porte à double battant entrouverte sur le néant. Plus loin, une spirale-labyrinthe de Franchina, en brique et de béton. La tour-horloge de Mendini annonce l'heure trois fois par jour. Une structure monumentale en forme d'escalier sert de bar et de maison du peuple. Plus intéressant, le bâtiment post-moderne de Purini abrite une pharmacie. Des échafaudages cercent une sphère presque parfaite : c'est la future église de Ludovico Quaroni.

Le plus réussi est sans doute le « palais » de Francesco Venezia, parallépipède de lave et de tuf-leu qui intègre dans son volume des éléments architecturaux rapportés jouant sur la perspective et les plans savamment inclinés. Un bel hommage à De Chirico. L'hôtel de ville — du Perret pauvre — est planté au milieu d'un espace en friche. Plus tard, un lac artificiel s'étendra devant sa façade qui dissimule un auditorium de mille places décoré d'une mosaïque de Severini.

Les projets ne manquent pas. Certains d'entre eux existent à l'état de maquettes. On peut les voir dans l'une des salles du Musée d'art contemporain, où une partie de l'avant-garde italienne semble s'être donné rendez-vous : encore un théâtre et une sorte de temple du soleil que n'aurait pas renié Hergé. A côté, le Musée

d'arts et traditions populaires — métiers à tisser, instruments aratoires, machines à coudre, vanne-rie en tout genre... — et un autre auditorium. Pour trois cents personnes celui-là. Les deux musées, qui occupent une partie de l'école, déménageront quand les nouveaux bâtiments qui leur sont attribués seront entièrement aménagés.

Visiter Gibellina, c'est en quelque sorte visiter la tête de son maire tout-puissant, Ludovico Corrao. Ancien avocat, longtemps député, puis sénateur, il a siégé dans les rangs de la démocratie chrétienne avant de glisser vers ceux du PCI, sans jamais formellement adhérer au parti. Aujourd'hui, il se déclare « chrétien-social », résolument ancré à gauche. Pour se consacrer à la ville dont il est l'âme depuis dix-neuf ans, il a abandonné, affirme-t-il, toute velléité de carrière nationale. On peut toujours l'avoir rencontré à Gibellina-Vecchia, où il recevait le compositeur Iannis Xenakis et le cinéaste Hugo Santiago.

Du vieux bourg, il ne reste pratiquement rien : des pans de mur effondrés, envahis par les broussailles. Le tremblement de terre du 15 janvier 1968 n'a fait que deux cents victimes, explique-t-on ici, car les habitants, alertés par une première secousse, ont eu le temps de s'enfuir dans la montagne.

Comment exproprier la Mafia ?

Ces décombres sont en train de se transformer en une œuvre plastique singulière. Alberto Burri les recouvre d'une couche de chaux, en respectant scrupuleusement le tracé tortueux des rues. Vu de loin, cela ressemble à un plan-relief géant : il doit couvrir, lorsqu'il sera fini, une vingtaine d'hectares. Cette pierre tombale, éclatante de blancheur, éblouit sous le soleil. On peut se promener au milieu de ruelles fantomatiques, aux arêtes nettes, qui tranchent de manière impressionnante sur le chaos environnant.

Face à cette « œuvre », une série de gradins permet d'accueillir les milliers de personnes qui, tous les étés, assistent aux spectacles donnés au milieu des ruines. Des représentations théâtrales en forme de cérémonies expiatoires sur les lieux de la catastrophe. Elles sont toujours tirées d'un drame antique où un destin impla-

cable pèse sur le sort des hommes. La trilogie d'Eschyle, l'Orestie, y a été donnée trois ans de suite. Le sculpteur Arnaldo Pomodoro a été le grand pontife de cette liturgie qui mobilise des centaines de figurants caparaonnés d'or, manœuvrant par groupe portant comme des chasses des sculptures monumentales.

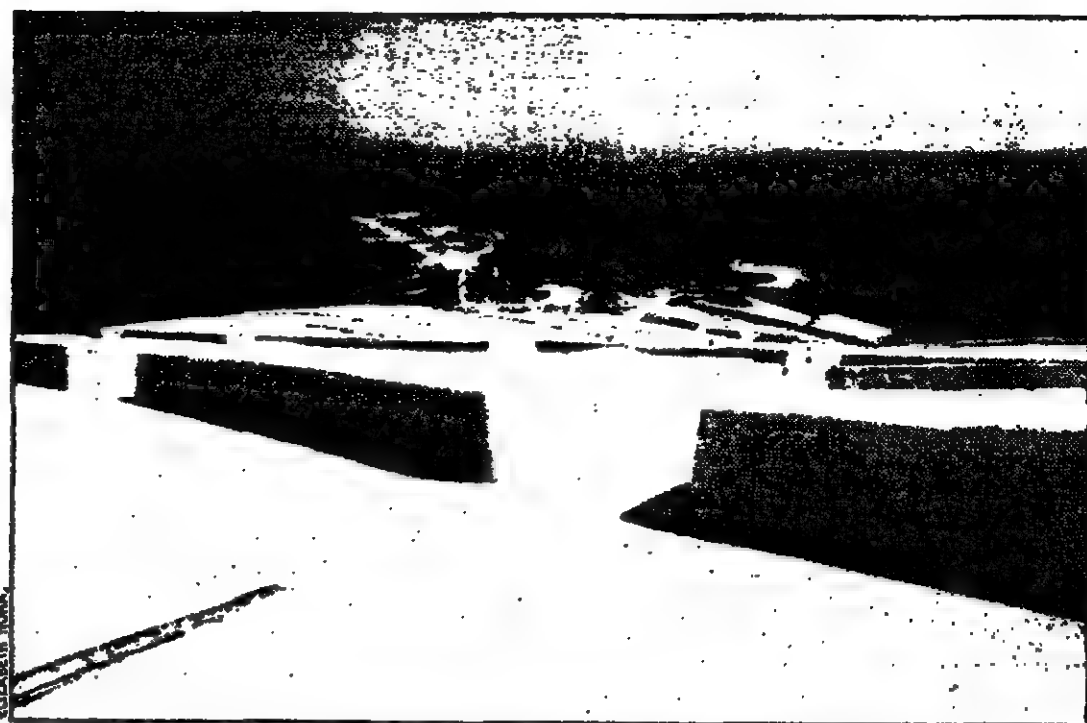
En août prochain, Iannis Xenakis créera dans ce décor l'Oresteia, un opéra construit sur la même trame narrative, avec quatre cents choristes et autant de figurants. Hugo Santiago tournera un film à partir du spectacle.

Ludovico Corrao, très élégant, tout de noir vêtu, un chapeau sombre dissimulant ses cheveux blancs, reçoit en plein air, à l'ombre d'une toile de tente. Son visage aux traits classiques, emprunt d'une douceur quasi féminine, reste impassible quand il raconte : « Gibellina, avant le séisme, était une ville sans espoir. Un foyer d'émigration infesté par la Mafia, vivant de médiocres ressources agricoles. Ensuite, ses habitants sont restés quatorze ans dans des baraquements en attendant que les subsides débloquent par Rome leur parviennent enfin.

« Il a donc fallu redonner espoir à ces gens pour qu'ils puissent continuer de lutter contre le sort, la Mafia et le gouvernement régional. Le projet officiel prétendait regrouper les villages sinistrés de la vallée en une seule agglomération, abandonner l'agriculture et créer vingt mille emplois industriels. Tous les habitants se sont ligés contre ce plan. Personne ne croyait au parachutage d'industries miraculeuses dans ce coin de Sicile. Ils étaient aussi très attachés à leurs terres. Il ne faut pas oublier que dès le début du seizième siècle, époque de la construction de Gibellina, les luttes pour la possession du sol se sont succédées, jusqu'à la réforme agraire de 1950.

« Après avoir convaincu le gouvernement régional, il a fallu trouver un endroit pour élever la nouvelle ville. Nous avons trouvé un site moins exposé aux séismes et plus proche des moyens de communication (autoroute et voie ferrée). Mais pour cela il a fallu exproprier un grand propriétaire proche de la Mafia — aujourd'hui impliqué dans les procès de Palerme — et subir ses menaces. Nous avons finalement gagné.

« Une autre bataille nous attendait : celle qu'il a fallu



Les ruines de l'ancien village de Gibellina, recouvertes de chaux par le sculpteur Alberto Burri en respectant le tracé des rues tortueuses. L'été, elles servent de décor au Festival d'art dramatique.

livrer contre les urbanistes et les architectes de la région. Là, nous n'avons pas été les plus forts. La construction n'est pas toujours de bonne qualité, le plan de la ville est imparfait, avec ses rues trop larges et son absence de places. Nous essayons à présent de réparer les erreurs qui ont été commises.

L'implantation de la Gibellina-Nuova semble être un succès. Un tiers de ses habitants sont encore des agriculteurs, mais les techniques qu'ils utilisent se sont nettement améliorées. Les autres se partagent entre le commerce et un artisanat semi-industriel. Mais pourquoi, dans cette petite ville banale de cinq mille habitants, une telle débauche d'auditorium, de musées et de théâtres, alors qu'il n'y a ni terrain de sport, ni hôpital, ni cinéma ?

L'art et les valeurs

« Il y a un hôpital à moins de 10 kilomètres, réplique Ludovico Corrao. Nous possédons déjà une bonne équipe de football, et bientôt une piscine sera creusée. Mais le sport-spectacle est inutile. Quant au cinéma, les gens n'y vont plus. Ils regardent la télévision. En revanche, nous avons un club-club. Pourquoi accorder tant de place à la culture ? Parce qu'elle est plus que jamais indispensable au développement de l'homme. Le monde capitaliste a perdu toute foi en ses valeurs spirituelles. L'art peut lui en redonner.

« Ensuite, plus précisément, dans une ville qui sort du néant, sans mémoire collective, les œuvres d'art servent à singulariser l'espace, à baliser un quartier. De ce fait, il y a une appropriation de ces œuvres par les habitants. Et comme elles sont le produit du temps réalisées sur la place par les artistes avec un aide locale, un échange se produit entre le maître d'œuvre et l'artisan. Cet échange a été le secret de la Renaissance italienne.

« Enfin, la culture est devenue pour Gibellina une ressource économique puisque l'on vient maintenant de loin pour visiter la ville ou assister à son festival. Nous



Le maire, Ludovico Corrao, a invité artistes et architectes à reconstruire avec lui le village démolé par le tremblement de terre.

provoque ici que l'art n'est pas seulement une superstructure comme le prétendait Marx, mais qu'il peut être aussi une structure.

Mégalo-manie ? Sans se prendre pour la réincarnation d'un Médicis, Ludovico Corrao a peut-être en mémoire ce prince sicilien du dix-huitième siècle qui, après la destruction par un tremblement de terre de la ville de Noto, au centre de l'île, la reconstruisit en faisant appel aux plus grands artistes de la péninsule.

Machiavélisme ? Ses ennemis — le sénateur en a — murmurent qu'il doit jouer de bien fortes protections pour pouvoir affronter impunément la Mafia, autant qu'il s'en vante.

Une seule chose est certaine : l'immense majorité des habitants de Gibellina est derrière lui. « Il nous a appris à ne plus considérer le meurtre comme une fatalité naturelle, dit l'un d'eux. A respecter les institutions. Et surtout à regarder différemment le monde qui nous entoure. »

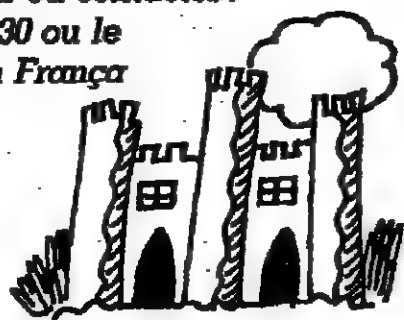
EMMANUEL DE ROUX.

Allez au Portugal

Les Pousadas : la manière la plus prestigieuse de connaître le Portugal 3.820*

Consultez votre agence de voyages ou contactez :
TAP Air Portugal - tél : (1) 42.86.93.30 ou le
Centro de Turismo de Portugal em França
7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Une semaine. Prix par personne (sur la base de 2 personnes) incluant le transport par la TAP Air Portugal, le logement en Pousada (chambre double) et une voiture de location sur place.



Repères

L'Oresteia, l'opéra de Iannis Xenakis, sera représenté à Gibellina du 21 au 26 août avec l'Ensemble instrumental et les chœurs de Basse-Normandie, les chœurs d'Anjou, d'Alsace et de Sicile. Spiros Saldas interprétera le rôle de Cassandre, et Silvio Galda sera à la percussion.

Cette œuvre sera par la suite jouée en France : le 4 octobre au Festival Musica de Strasbourg ; les 7 et 8 octobre à l'Azeller lyrique du Rhin à Colmar ; les 24 et 25 octobre à l'abbaye aux Dames de Caen. Elle sera reprise au printemps prochain, les 11 et 12 mars 1988, au Théâtre des Champs-Élysées à Paris.

L'Oresteia est une production PARL. Tél : 42-50-33-69 ou 46-33-32-22.

AIR HAVAS



NEW YORK
IZMIR
TOKYO
PALERME

à partir de 2100F
à partir de 1615F
à partir de 7450F
à partir de 820F

Vois à dates fixes. Prix au 01.02.87

En vente à la boutique AIR HAVAS
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 32.96.97.34
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

JEUX

échecs

N° 1228

LA DOUCEUR DU MAT

(Tournoi international de Dortmund, 1987)
Blancs : I. SALAGHOV
Noirs : L. FARAGO
Partie française.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. c3 c4 4. d3 d4 5. a3 f4 6. b3 g4 7. d4 e5 8. c3 c4 9. f2 d3 10. f3 d4 11. f4 e5 12. d4 e5 13. d3 d4 14. h4 (h) 15. d5 d6 16. f4 f5 17. d3 d4 18. h4 19. h5 20. f4 f5 21. f3 d4 22. f4 e5 23. f5 e6 24. c4+ 25. c5+ 26. c6+ 27. c7+ 28. f7 29. f8 30. f9 31. f10 32. f11 33. f12 34. f13 35. f14 36. f15 37. f16 38. f17 39. f18 40. f19 41. f20 42. f21 43. f22 44. f23 45. f24 46. f25 47. f26 48. f27 49. f28 50. f29 51. f30 52. f31 53. f32 54. f33 55. f34 56. f35 57. f36 58. f37 59. f38 60. f39 61. f40 62. f41 63. f42 64. f43 65. f44 66. f45 67. f46 68. f47 69. f48 70. f49 71. f50 72. f51 73. f52 74. f53 75. f54 76. f55 77. f56 78. f57 79. f58 80. f59 81. f60 82. f61 83. f62 84. f63 85. f64 86. f65 87. f66 88. f67 89. f68 90. f69 91. f70 92. f71 93. f72 94. f73 95. f74 96. f75 97. f76 98. f77 99. f78 100. f79 101. f80 102. f81 103. f82 104. f83 105. f84 106. f85 107. f86 108. f87 109. f88 110. f89 111. f90 112. f91 113. f92 114. f93 115. f94 116. f95 117. f96 118. f97 119. f98 120. f99 121. f100 122. f101 123. f102 124. f103 125. f104 126. f105 127. f106 128. f107 129. f108 130. f109 131. f110 132. f111 133. f112 134. f113 135. f114 136. f115 137. f116 138. f117 139. f118 140. f119 141. f120 142. f121 143. f122 144. f123 145. f124 146. f125 147. f126 148. f127 149. f128 150. f129 151. f130 152. f131 153. f132 154. f133 155. f134 156. f135 157. f136 158. f137 159. f138 160. f139 161. f140 162. f141 163. f142 164. f143 165. f144 166. f145 167. f146 168. f147 169. f148 170. f149 171. f150 172. f151 173. f152 174. f153 175. f154 176. f155 177. f156 178. f157 179. f158 180. f159 181. f160 182. f161 183. f162 184. f163 185. f164 186. f165 187. f166 188. f167 189. f168 190. f169 191. f170 192. f171 193. f172 194. f173 195. f174 196. f175 197. f176 198. f177 199. f178 200. f179 201. f180 202. f181 203. f182 204. f183 205. f184 206. f185 207. f186 208. f187 209. f188 210. f189 211. f190 212. f191 213. f192 214. f193 215. f194 216. f195 217. f196 218. f197 219. f198 220. f199 221. f200 222. f201 223. f202 224. f203 225. f204 226. f205 227. f206 228. f207 229. f208 230. f209 231. f210 232. f211 233. f212 234. f213 235. f214 236. f215 237. f216 238. f217 239. f218 240. f219 241. f220 242. f221 243. f222 244. f223 245. f224 246. f225 247. f226 248. f227 249. f228 250. f229 251. f230 252. f231 253. f232 254. f233 255. f234 256. f235 257. f236 258. f237 259. f238 260. f239 261. f240 262. f241 263. f242 264. f243 265. f244 266. f245 267. f246 268. f247 269. f248 269. f249 270. f250 271. f251 272. f252 273. f253 274. f254 275. f255 276. f256 277. f257 278. f258 279. f259 280. f281 282. f283 284. f285 286. f287 288. f289 290. f291 292. f293 294. f295 296. f297 298. f299 300. f301 302. f303 304. f305 306. f307 308. f309 310. f311 312. f313 314. f315 316. f317 318. f319 320. f321 322. f323 324. f325 326. f327 328. f329 330. f331 332. f333 334. f335 336. f337 338. f339 340. f341 342. f343 344. f345 346. f347 348. f349 350. f351 352. f353 354. f355 356. f357 358. f359 360. f361 362. f363 364. f365 366. f367 368. f369 370. f371 372. f373 374. f375 376. f377 378. f379 380. f381 382. f383 384. f385 386. f387 388. f389 390. f391 392. f393 394. f395 396. f397 398. f399 400. f401 402. f403 404. f405 406. f407 408. f409 410. f411 412. f413 414. f415 416. f417 418. f419 420. f421 422. f423 424. f425 426. f427 428. f429 430. f431 432. f433 434. f435 436. f437 438. f439 440. f441 442. f443 444. f445 446. f447 448. f449 450. f451 452. f453 454. f455 456. f457 458. f459 460. f461 462. f463 464. f465 466. f467 468. f469 470. f471 472. f473 474. f475 476. f477 478. f479 480. f481 482. f483 484. f485 486. f487 488. f489 490. f491 492. f493 494. f495 496. f497 498. f499 500. f501 502. f503 504. f505 506. f507 508. f509 510. f511 512. f513 514. f515 516. f517 518. f519 520. f521 522. f523 524. f525 526. f527 528. f529 530. f531 532. f533 534. f535 536. f537 538. f539 540. f541 542. f543 544. f545 546. f547 548. f549 550. f551 552. f553 554. f555 556. f557 558. f559 560. f561 562. f563 564. f565 566. f567 568. f569 570. f571 572. f573 574. f575 576. f577 578. f579 580. f581 582. f583 584. f585 586. f587 588. f589 590. f591 592. f593 594. f595 596. f597 598. f599 600. f601 602. f603 604. f605 606. f607 608. f609 610. f611 612. f613 614. f615 616. f617 618. f619 620. f621 622. f623 624. f625 626. f627 628. f629 630. f631 632. f633 634. f635 636. f637 638. f639 640. f641 642. f643 644. f645 646. f647 648. f649 650. f651 652. f653 654. f655 656. f657 658. f659 660. f661 662. f663 664. f665 666. f667 668. f669 670. f671 672. f673 674. f675 676. f677 678. f679 680. f681 682. f683 684. f685 686. f687 688. f689 690. f691 692. f693 694. f695 696. f697 698. f699 700. f701 702. f703 704. f705 706. f707 708. f709 710. f711 712. f713 714. f715 716. f717 718. f719 720. f721 722. f723 724. f725 726. f727 728. f729 730. f731 732. f733 734. f735 736. f737 738. f739 740. f741 742. f743 744. f745 746. f747 748. f749 750. f751 752. f753 754. f755 756. f757 758. f759 760. f761 762. f763 764. f765 766. f767 768. f769 770. f771 772. f773 774. f775 776. f777 778. f779 780. f781 782. f783 784. f785 786. f787 788. f789 790. f791 792. f793 794. f795 796. f797 798. f799 800. f801 802. f803 804. f805 806. f807 808. f809 810. f811 812. f813 814. f815 816. f817 818. f819 820. f821 822. f823 824. f825 826. f827 828. f829 830. f831 832. f833 834. f835 836. f837 838. f839 840. f841 842. f843 844. f845 846. f847 848. f849 850. f851 852. f853 854. f855 856. f857 858. f859 860. f861 862. f863 864. f865 866. f867 868. f869 870. f871 872. f873 874. f875 876. f877 878. f879 880. f881 882. f883 884. f885 886. f887 888. f889 890. f891 892. f893 894. f895 896. f897 898. f899 900. f901 902. f903 904. f905 906. f907 908. f909 910. f911 912. f913 914. f915 916. f917 918. f919 920. f921 922. f923 924. f925 926. f927 928. f929 930. f931 932. f933 934. f935 936. f937 938. f939 940. f941 942. f943 944. f945 946. f947 948. f949 950. f951 952. f953 954. f955 956. f957 958. f959 960. f961 962. f963 964. f965 966. f967 968. f969 970. f971 972. f973 974. f975 976. f977 978. f979 980. f981 982. f983 984. f985 986. f987 988. f989 990. f991 992. f993 994. f995 996. f997 998. f999 1000. f1001 1002. f1003 1004. f1005 1006. f1007 1008. f1009 1010. f1011 1012. f1013 1014. f1015 1016. f1017 1018. f1019 1020. f1021 1022. f1023 1024. f1025 1026. f1027 1028. f1029 1030. f1031 1032. f1033 1034. f1035 1036. f1037 1038. f1039 1040. f1041 1042. f1043 1044. f1045 1046. f1047 1048. f1049 1050. f1051 1052. f1053 1054. f1055 1056. f1057 1058. f1059 1060. f1061 1062. f1063 1064. f1065 1066. f1067 1068. f1069 1070. f1071 1072. f1073 1074. f1075 1076. f1077 1078. f1079 1080. f1081 1082. f1083 1084. f1085 1086. f1087 1088. f1089 1090. f1091 1092. f1093 1094. f1095 1096. f1097 1098. f1099 1100. f1101 1102. f1103 1104. f1105 1106. f1107 1108. f1109 1110. f1111 1112. f1113 1114. f1115 1116. f1117 1118. f1119 1120. f1121 1122. f1123 1124. f1125 1126. f1127 1128. f1129 1130. f1131 1132. f1133 1134. f1135 1136. f1137 1138. f1139 1140. f1141 1142. f1143 1144. f1145 1146. f1147 1148. f1149 1150. f1151 1152. f1153 1154. f1155 1156. f1157 1158. f1159 1160. f1161 1162. f1163 1164. f1165 1166. f1167 1168. f1169 1170. f1171 1172. f1173 1174. f1175 1176. f1177 1178. f1179 1180. f1181 1182. f1183 1184. f1185 1186. f1187 1188. f1189 1190. f1191 1192. f1193 1194. f1195 1196. f1197 1198. f1199 1200. f1201 1202. f1203 1204. f1205 1206. f1207 1208. f1209 1210. f1211 1212. f1213 1214. f1215 1216. f1217 1218. f1219 1220. f1221 1222. f1223 1224. f1225 1226. f1227 1228. f1229 1230. f1231 1232. f1233 1234. f1235 1236. f1237 1238. f1239 1240. f1241 1242. f1243 1244. f1245 1246. f1247 1248. f1249 1250. f1251 1252. f1253 1254. f1255 1256. f1257 1258. f1259 1260. f1261 1262. f1263 1264. f1265 1266. f1267 1268. f1269 1270. f1271 1272. f1273 1274. f1275 1276. f1277 1278. f1279 1280. f1281 1282. f1283 1284. f1285 1286. f1287 1288. f1289 1290. f1291 1292. f1293 1294. f1295 1296. f1297 1298. f1299 1300. f1301 1302. f1303 1304. f1305 1306. f1307 1308. f1309 1310. f1311 1312. f1313 1314. f1315 1316. f1317 1318. f1319 1320. f1321 1322. f1323 1324. f1325 1326. f1327 1328. f1329 1330. f1331 1332. f1333 1334. f1335 1336. f1337 1338. f1339 1340. f1341 1342. f1343 1344. f1345 1346. f1347 1348. f1349 1350. f1351 1352. f1353 1354. f1355 1356. f1357 1358. f1359 1360. f1361 1362. f1363 1364. f1365 1366. f1367 1368. f1369 1370. f1371 1372. f1373 1374. f1375 1376. f1377 1378. f1379 1380. f1381 1382. f1383 1384. f1385 1386. f1387 1388. f1389 1390. f1391 1392. f1393 1394. f1395 1396. f1397 1398. f1399 1400. f1401 1402. f1403 1404. f1405 1406. f1407 1408. f1409 1410. f1411 1412. f1413 1414. f1415 1416. f1417 1418. f1419 1420. f1421 1422. f1423 1424. f1425 1426. f1427 1428. f1429 1430. f1431 1432. f1433 1434. f1435 1436. f1437 1438. f1439 1440. f1441 1442. f1443 1444. f1445 1446. f1447 1448. f1449 1450. f1451 1452. f1453 1454. f1455 1456. f1457 1458. f1459 1460. f1461 1462. f1463 1464. f1465 1466. f1467 1468. f1469 1470. f1471 1472. f1473 1474. f1475 1476. f1477 1478. f1479 1480. f1481 1482. f1483 1484. f1485 1486. f1487 1488. f1489 1490. f1491 1492. f1493 1494. f1495 1496. f1497 1498. f1499 1500. f1501 1502. f1503 1504. f1505 1506. f1507 1508. f1509 1510. f1511 1512. f1513 1514. f1515 1516. f1517 1518. f1519 1520. f1521 1522. f1523 1524. f1525 1526. f1527 1528. f1529 1530. f1531 1532. f1533 1534. f1535 1536. f1537 1538. f1539 1540. f1541 1542. f1543 1544. f1545 1546. f1547 1548. f1549 1550. f1551 1552. f1553 1554. f1555 1556. f1557 1558. f1559 1560. f1561 1562. f1563 1564. f1565 1566. f1567 1568. f1569 1570. f1571 1572. f1573 1574. f1575 1576. f1577 1578. f1579 1580. f1581 1582. f1583 1584. f1585 1586. f1587 1588. f1589 1590. f1591 1592. f1593 1594. f1595 1596. f1597 1598. f1599 1600. f1601 1602. f1603 1604. f1605 1606. f1607 1608. f1609 1610. f1611 1612. f1613 1614. f1615 1616. f1617 1618. f1619 1620. f1621 1622. f1623 1624. f1625 1626. f1627 1628. f1629 1630. f1631 1632. f1633 1634. f1635 1636. f1637 1638. f1639 1640. f1641 1642. f1643 1644. f1645 1646. f1647 1648. f1649 1650. f1651 1652. f1653 1654. f1655 1656. f1657 1658. f1659 1660. f1661 1662. f1663 1664. f1665 1666. f1667 1668. f1669 1670. f1671 1672. f1673 1674. f1675 1676. f1677 1678. f1679 1680. f1681 1682. f1683 1684. f1685 1686. f1687 1688. f1689 1690. f1691 1692. f1693 1694. f1695 1696. f1697 1698. f1699 1700. f1701 1702. f1703 1704. f1705 1706. f1707 1708. f1709 1710. f1711 1712. f1713 1714. f1715 1716. f1717 1718. f1719 1720. f1721 1722. f1723 1724. f1725 1726. f1727 1728. f1729 1730. f1731 1732. f1733 1734. f1735 1736. f1737 1738. f1739 1740. f1741 1742. f1743 1744. f1745 1746. f1747 1748. f1749 1750. f1751 1752. f1753 1754. f1755 1756. f1757 1758. f1759 1760. f1761 1762. f1763 1764. f1765 1766. f1767 1768. f1769 1770. f1771 1772. f1773 1774. f1775 1776. f1777 1778. f1779 1780. f1781 1782. f1783 1784. f1785 1786. f1787 1788. f1789 1790. f1791 1792. f1793 1794. f1795 1796. f1797 1798. f1799 1800. f1801 1802. f1803 1804. f1805 1806. f1807 1808. f1809 1810. f1811 1812. f1813 1814. f1815 1816. f1817 1818. f1819 1820. f1821 1822. f1823 1824. f1825 1826. f1827 1828. f1829 1830. f1831 1832. f1833 1834. f1835 1836. f1837 1838. f1839 1840. f1841 1842. f1843 1844. f1845 1846. f1847 1848. f1849 1850. f1851 1852. f1853 1854. f1855 1856. f1857 1858. f1859 1860. f1861 1862. f1863 1864. f1865 1866. f1867 1868. f1869 1870. f1871 1872. f1873 1874. f1875 1876. f1877 1878. f1879 1880. f1881 1882. f1883 1884. f1885 1886. f1887 1888. f1889 1890. f1891 1892. f1893 1894. f1895 1896. f1897 1898. f1899 1900. f1901 1902. f1903 1904. f1905 1906. f1907 1908. f1909 1910. f1911 1912. f1913 1914. f1915 1916. f1917 1918. f1919 1920. f1921 1922. f1923 1924. f1925 1926. f1927 1928. f1929 1930. f1931 1932. f1933 1934. f1935 1936. f1937 1938. f1939 1940. f1941 1942. f1943 1944. f1945 1946. f1947 1948. f1949 1950. f1951 1952. f1953 1954. f1955 1956. f1957 1958. f1959 1960. f1961 1962. f1963 1964. f1965 1966. f1967 1968. f1969 1970. f1971 1972. f1973 1974. f1975 1976. f1977 1978. f1979 1980. f1981 1982. f1983 1984. f1985 1986. f1987 1988. f1989 1990. f1991 1992. f1993 1994. f1995 1996. f1997 1998. f1999 2000. f2001 2002. f2003 2004. f2005 2006. f2007 2008. f2009 2010. f2011 2012. f2013 2014. f2015 2016. f2017 2018. f2019 2020. f2021 2022. f2023 2024. f2025 2026. f2027 2028. f2029 2030. f2031 2032. f2033 2034. f2035 2036. f2037 2038. f2039 2040. f2041 2042. f2043 2044. f2045 2046. f2047 2048. f2049 2050. f2051 2052. f2053 2054. f2055 2056. f2057 2058. f2059 2060. f2061 2062. f2063 2064. f2065 2066. f2067 2068. f2069 2070. f2071 2072. f2073 2074. f2075 2076. f2077 2078. f2079 2080. f2081 2082. f2083 2084. f2085 2086. f2087 2088. f2089 2090. f2091 2092. f2093 2094. f2095 2096. f2097 2098. f2099 2100. f2101 2102. f2103 2104. f2105 2106. f2107 2108. f2109 2110. f2111 2112. f2113 2114. f2115 2116. f2117 2118. f2119 2120. f2121 2122. f2123 2124. f2125 2126. f2127 2128. f2129 2130. f2131 2132. f2133 2134. f2135 2136. f2137 2138. f2139 2140. f2141 2142. f2143 2144. f2145 2146. f2147 2148. f2149 2150. f2151 2152. f2153 2154. f2155 2156. f2157 2158. f2159 2160. f2161 2162. f2163 2164. f2165 2166. f2167 2168. f2169 2170. f2171 2172. f2173 2174. f2175 2176. f2177 2178. f2179 2180. f2181 2182. f2183 2184. f2185 2186. f2187 2188.

VOYAGE

L'Acadie en habits de mémoire

(Suite de la page 23.)

Une histoire qui vous attend aussi au bord d'un fleuve paisible, à Kings-Landing, non loin de Fredericton, où l'on a recréé fidèlement la vie d'un village de loyalistes (4), ou, enfin, sur une côte hostile, près de Sydney, au Cap-Breton, où on a tout simplement reconstruit une partie de la forteresse de Louisbourg, gardienne du golfe du Saint-Laurent et l'un des ports les plus actifs du Nouveau Monde, au dix-huitième siècle.

Autant de lieux magiques qui font d'un périple en Acadie un fascinant voyage dans le passé.

Soit que l'état des lieux est tel qu'on s'attend, comme à Green-Park dans la demeure de James Yeo Junior, à voir entrer, d'un instant à l'autre, le maître de maison. Soit, surtout, que la formule, très prise en Amérique du Nord et qui consiste à animer les sites historiques « d'époques », en change complètement l'atmosphère. Ici, point de guides ou de fantômes, mais des lieux qui parlent par la voix de ceux qui les habitaient.

Souvent, il suffit de faire vivre une cuisine pour qu'une maison retrouve une âme. Des braves,

une soupe qui mijote, un pain qui sort du four, et tout est changé. S'impose alors une histoire charnelle, avec ses odeurs et ses bruits familiers : le marteau du forgeron sur l'enclume, la scie débitant la grume ou la cloche de l'école vers laquelle se pressent des enfants. Une Acadie des champs et des bois, des peines et des joies.

En plein été 1744

A lui seul, le site de Louisbourg justifierait un voyage. Pendant des mois, des centaines d'hommes s'acharnaient à détruire cette forteresse, avec des leviers, des pelles et de la poudre à canon. Pour la rayer de la carte. Ce qui fut fait. A l'aube du dix-neuvième siècle, Louisbourg la superbe n'était plus qu'un champ de ruines où broutaient vaches et moutons. Un endroit aussi attrayant qu'un cimetière ! Jusqu'à ce qu'un gouvernement, confronté au déclin des charbonnages locaux, décide que Louisbourg serait reconstruite et que les mineurs, recyclés



Louisbourg, Nouvelle-Ecosse.

à cette fin, seraient les artisans de cette résurrection. Le résultat, parfait exemple de ces grandes machines de rêves historiques auxquelles songe Philippe de Villiers, notre secrétaire d'Etat à la

culture, défie toute description. On gare sa voiture, on traverse un centre d'accueil conçu comme un sas entre le présent et le passé et, en quelques kilomètres, franchis en autobus, on débarque soudain près de deux cent cinquante ans

en arrière ! En plein été 1744, pour être tout à fait précis. Soit un an avant qu'une armée de miliciens, venue de la Nouvelle-Angleterre, ne s'empare, après un siège de quarante-neuf jours, de cette forteresse aux pieds d'argile. C'est superbe ! A vivre autant qu'à voir. Une journée pleine et entière. En prenant son temps. Histoire de s'imprégner de la magie de l'endroit, d'écouter parler le site, les maisons et ceux qui semblent ne jamais les avoir désertés. En jouant le jeu.

Et en ayant, présents à l'esprit, cette phrase d'un des architectes qui créa cette « œuvre » toute faite d'intelligence et de sensibilité : « Le passé procède autant de l'imagination que le futur ». Louisbourg est, à jamais, le passé et le futur de l'Acadie.

PATRICK FRANCES.

(4) Les loyalistes, fidèles à la Couronne d'Angleterre, quittèrent en 1783 les colonies rebelles de Nouvelle-Angleterre pour les Etats-Unis d'Amérique.



King's Landing, Nouveau-Brunswick.

Carnet de route

La qualité du Guide des voyages 1987 mis à la disposition du public par la division du tourisme de l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris ; tél. : 47-23-01-01) ainsi que la possibilité de recourir au minitel (tapes 36-14 puis OTCAN) dispensent de s'attarder sur les diverses informations utiles à ceux qui souhaitent se rendre au Canada. Ce guide présente, entre autres, les meilleurs tarifs aériens, les transports intérieurs, les différents types d'hébergement, des séjours et circuits, des suggestions d'itinéraires, des idées de « vacances actives » ainsi que la liste des voyageurs et associations organisant des voyages au Canada.

Parmi ces derniers, peu nombreux sont cependant ceux qui proposent des voyages organisés dans les Provinces maritimes. Citons notamment Bonjour Voyages (38, rue Fabry, 75007 Paris ; tél. : 45-55-54-57) avec un circuit de 13 jours Montréal/Montréal qui, pour 5 245 F en chambre double (repas et avion de Paris non compris) permet de découvrir une partie du Québec, les provinces de l'Atlantique et les îles de La Madeleine en visitant le Cabot Trail et Louisbourg, Grand-Pré et King's Landing. Un circuit également proposé par Go Voyages (22, rue de l'Arcade, 75008 Paris ; tél. : 42-66-18-18).

De son côté, Traffic Tours (48, rue de Paradis, 75010 Paris ; tél. : 48-24-59-59) programme un circuit accompagné de 15 jours en autocar, en Gaspésie et Acadie. Pour 10 350 F par personne en chambre double (Paris/Paris). On explore surtout le Québec (Montréal, rive nord du Saint-Laurent, Gaspésie) et, dans les Provinces maritimes, uniquement le Nouveau-Brunswick avec, notamment, les

visites du village acadien de Carleton Place et de King's Landing.

Consulter également les brochures de Tourisme Tours (15, rue de l'Arcade, 75008 Paris ; tél. : 42-66-65-00) et de Nouveau Monde (8, rue Mabilon, 75006 Paris ; tél. : 43-29-40-40). Quant à Traditions et Civilisations (8, rue de l'Arcade, 75008 Paris ; tél. : 42-66-10-33), il serait prêt à monter un circuit acadien si une demande suffisante se manifestait.

Reste que, pour bien découvrir l'Acadie et les provinces maritimes, la meilleure formule est sans doute le voyage individuel en voiture. Une location d'un mois, en kilométrage illimité, tourne autour de 4 000 F. Nous vous suggérons par ailleurs un itinéraire idéal qui, de Québec à Québec, prendrait environ vingt-cinq jours.

Plusieurs compagnies aériennes relient Paris à Québec. Citons Air Canada et Wardair, et, parmi les voyageurs, Nouvelles Frontières et Go Voyages. Les vols charters pour Québec oscillent entre 2 300 F et 3 600 F aller-retour, selon les dates.

Confirmons la qualité des prestations offertes par Wardair (12, rue de Castiglione, 75001 Paris ; tél. : 42-61-54-24), dont la filiale Transcanada est spécialisée dans le voyage au Canada. Du charter de luxe avec un confort et un service dignes d'une « classe affaires » (boissons gratuites, assiettes en porcelaine, deux plats au choix et, en option, pour 750 F en plus, un fauteuil club dans une cabine séparée), des hôtesse souriantes et attentionnées et la possibilité de commander vos achats hors taxes avant votre départ. A noter une réduction de 400 F sur les vols programmés entre le 28 juin et le 9 septembre.

Pour ce qui est du choix de la période de votre voyage dans les Provinces maritimes, l'été y est souvent beau et chaud. Mais l'automne (de la mi-septembre à la mi-octobre) permet d'admirer une nature où domine la couleur feu des érables.

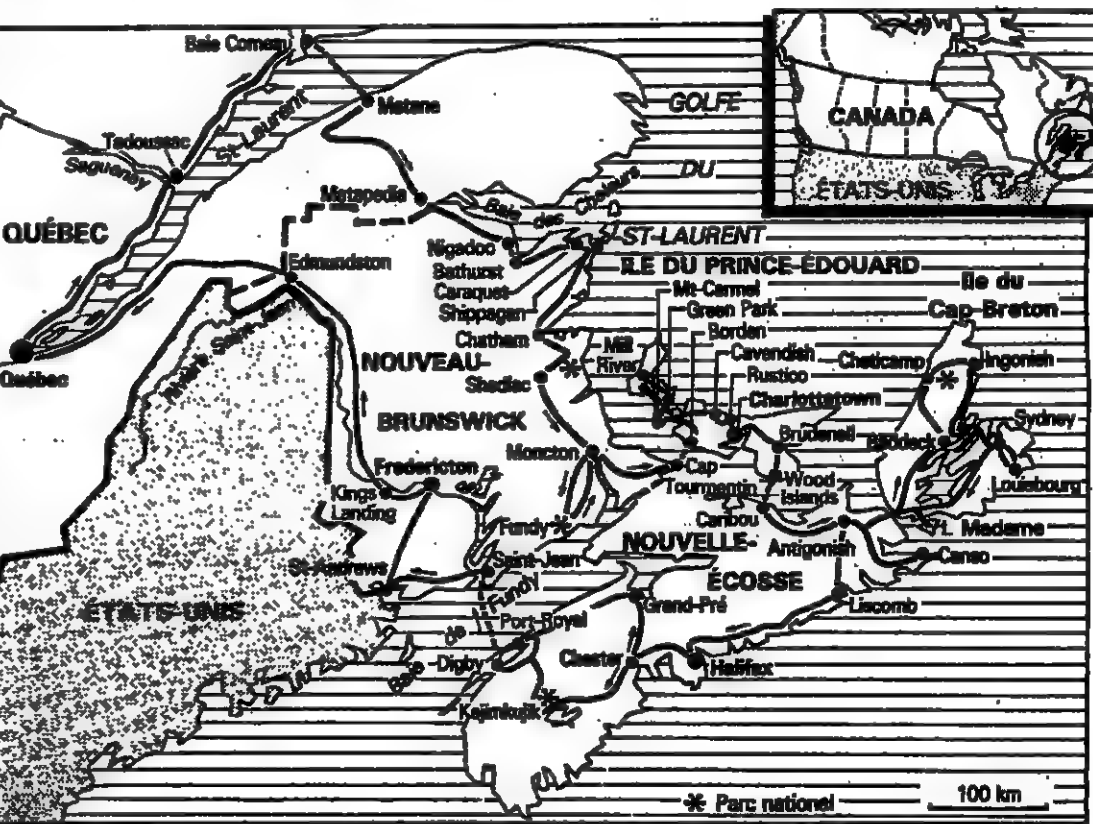
Un itinéraire dans les Provinces maritimes

AUCUN voyageur ne propose actuellement un circuit permettant de découvrir véritablement les provinces maritimes et les principaux sites, témoins et mémoire, de ce qui fut l'Acadie. Voici notre itinéraire.

Ayant choisi Québec comme porte d'entrée au Canada, on consacra au moins deux jours à la visite de cette ville et de ses environs avec, notamment, une balade dans l'île d'Orléans. Puis on gagna Tadoussac en longeant le rive nord du Saint-Laurent avec, éventuellement, un crochet pour découvrir l'île aux Coudres. Le Manoir Richelieu, à La Malbe, constitue une étape agréable. Superbement situé à l'entrée du fjord du Saguenay, Tadoussac est un point de départ pour une mini-croisière sur cette rivière, ainsi que pour l'observation des baleines.

Puis on gagna Matane via Baie-Comeau où l'on franchit le Saint-Laurent en traversier, c'est-à-dire ce que nous appelons, en français, ferry-boat... Etape conseillée : hôtel-motel Auberge des Gouverneurs. On gagna ensuite Miramichi via Metapédia. Etape à la Fine Ligne (réservation au 508-783.3138, car il n'y a que quelques chambres), où vous goûterez la cuisine en même temps que la conversation de Georges et Hilda Frachon. Cap sur Carleton Place : visites du village acadien, du musée des Papes (à Grande-Anse) et du centre marin de Shippegan.

On descend ensuite vers Shédiac, via Chatham, le parc de Kouchibouguac et ses plages. Au



menu : le pays d'Antoine Maillet et des Normands. Visites à Moncton et au parc de Fundy, sanctuaire naturel et paradis des golfeurs. On gagna ensuite l'île du Prince-Edouard, après quarante-cinq minutes de traversier. Etape suggérée : Mill River Resort, à Woodstock (902-853.3555), en bordure d'un golf.

Le lendemain, on se dirige vers le parc national de Cavendish, via Green Park, Mont Carmel — déjou-

ner à l'Etoile de mer (902-854.2227) au village acadien — et Rustico. Etape au Stanhope Beach Lodge (902-672.2047), très « cool », où, à l'extrémité est du parc, au Dalway by the Sea Hotel (902-672.2048), superbement rétro. Restez au moins un jour dans cette région.

Etape suivante au Brudenell River Resort (902-652.2332), que l'on gagna après la visite de Charlotte-town. On passe ensuite en Nouvelle-Ecosse (1 h 45 de bateau entre Wood Islands et Caribou), où l'on rejoint Baddeck, via Antigonish et Carleton Place. Puis on s'élance sur le Cabot Trail, une route à grand spectacle à travers le parc national des hautes terres du Cap-Breton. Etape au délicieux Keltic Lodge, à Ingonish Beach (902-285.2880). A noter que cet établissement, comme ceux que nous suggérons à Liscomb et à Digby, sont gérés par la province et qu'on peut réserver, dans les Maritimes, au même numéro : 1/800-585.7106.

Prochain arrêt, Sydney, d'où on part à la découverte de Louisbourg. Si la météo opère, attendez-vous dans ce lieu exceptionnel. De Sydney, on rallie Liscomb (902-779.2307), à Liscomb Mills, sur la côte Est, via l'île de la Madeleine, Cap-Breton et

Antigonish. On y sert notamment un saumon d'une rare qualité. A Halifax, qui mérite qu'on s'y arrête un jour, on peut s'offrir le Sheraton (902-421.1700 ou 1/800-288.9393). Puis on gagna Chester, petit port, très prisé des milliardaires nord-américains, via Peggy's Cove.

On rejoindra Digby en passant soit par le parc national de Kejimikojik, soit par la vallée d'Annapolis où flotte encore, à Grand-Pré, le fantôme d'Évangéline. Etape au Pines Resort Hotel. Retour au Nouveau-Brunswick par Saint-Jean que l'on rejoint après trois heures de traversée. On séjournera au Hilton et on dînera chez Grannan's. On poussera jusqu'au délicieux Saint-Andrews pour y coucher soit à l'imposant Algonquin Inn (506-529.8823), soit au Shiretown Inn (506-529.8877) sur le port.

De Fredericton, la capitale, on visitera Kings-Landing. Les pêcheurs pourront s'offrir une halte au Kelly's Sporting Lodge (606-363.4435 ou 506-363.2153), près de Fredericton, pour y taquiner, selon la saison, le saumon ou l'achigan à petite bouche. On bouchera ce périple en regagnant Québec via Edmundston.

P. Fr.

JE PASS DE HALIFAX A VANCOUVER

destination ISLANDE
Panorama de l'Islande
circuit accompagné PARIS/PARIS 12 jours
F. 11.140
votre agent de voyages ou
ALANT'S TOURS
5, rue Danielle-Casanova
75001 Paris
☎ (1) 42 96 59 75
R.C. 1053

USA
avec ICELANDAIR plus de 20 vols par semaine au départ de Luxembourg

BOSTON	F 2590
NEW YORK	F 2590
WASHINGTON (D.C.)	F 2590
CHICAGO	F 2890
ONTARIO/FLORIDE	F 3290

Documentation gratuite sur demande à
ICELANDAIR
9, Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages.

→ Vienne agréablement

Même en classe Touriste : places réservées, fauteuils plus larges, repas chauds, boissons, service raffiné.

Austrian Airlines c'est vraiment différent.

Au départ d'Orly-Sud, 11 vols par semaine.

AUSTRIAN AIRLINES
Réservations : (1) 42.66.34.66
ou votre Agence de voyages.

JE PASS DU QUEBEC AU SASKATCHEWAN.

Cub
Mia

Il faut de bon
la capitale de la France
la destination...
c'est aussi une...
sous l'impulsion d...

Le premier sur l'écusson

Le premier sur l'écusson...
Le premier sur l'écusson...
Le premier sur l'écusson...

Les Etats-Un

JE PASS PAR CA

Le premier sur l'écusson...
Le premier sur l'écusson...
Le premier sur l'écusson...

Cuba no, Miami sì

B RUSQUEMENT, la voiture blanche tourne dans la rue sombre au macadam éventré. Sous l'éclat des phares à jode, un groupe de Noirs, rassemblés sur le trottoir autour de canettes de bière, se disperse en une seconde. C'est la rue vers les escaliers où l'abri le plus proche.

« Voilà comment nous reconnaissons les drogués : la plupart de ceux qui courent ainsi vont porter les sacs de cocaine ou d'héroïne qui les portent sur eux », tranche l'officier de police Bay, les mains trébuchamment posées sur le volant de la voiture de patrouille. C'est lui qui, cette nuit, surveille le quartier le plus pauvre de Miami, un des lieux où l'on ne rencontre aucun Blanc, où n'entrent que ceux qui sont « Noirs ou perdus ».

Le palmier sur l'écusson

Minnuit révèle la pauvreté gommée à midi par le soleil et les palmiers — on les retrouve même sur les uniformes de la police municipale. Pourtant le quartier est récent : ces bâtiments ocre bardés d'échelles de fer et de balcons où

Les Etats-Unis à la carte

EN 1986, le nombre de visiteurs français aux Etats-Unis avait augmenté de plus d'un tiers par rapport à 1985. Un engouement qui ne se dément pas, à en juger par les demandes d'informations enregistrées par l'Office du tourisme des Etats-Unis (23, place Vendôme, 75001 Paris, ou par minitel en composant le 3614 suivi du code OTUSA).

A l'intention des candidats à la conquête de l'Ouest, l'office a réuni dans un seul document les formules (avec indication des prix) proposées par les voyageurs français. On y trouve de nombreux circuits organisés par des agences de voyage individuel ne sont pas publiés. INFO USA/Programmes été 87 faisaient également le point des locations de voiture, de moto et de motor-home, des différentes possibilités d'hébergement (y compris en appartements, en villas, dans un ranch, une plantation ou un hôtel) et enfin, quel que soit des diverses propositions de vacances sportives : golf et tennis, chasse et pêche, des-

Avec un dollar autour de 6 francs, on savait la destination américaine très abordable. Ce document le confirme, chiffres à l'appui. Ainsi une voiture de location, en kilométrage illi-

s'accumulent des objets hétéroclites ont été construits par la municipalité, après les émeutes noires du début de la décennie. Mais la tache de misère reste indélébile.

Le chômage jette dans la rue des hommes de tous âges aussi désœuvrés que les groupes de gamins réunis autour d'un transitoir. Ils resteront là jusqu'aux petites heures du matin, l'œil vague, prostrés au pied des escaliers ou juchés sur des carcasses de voitures abandonnées entre deux immeubles. Car dans cette ville où tout est loin de tout, les habitants des quartiers les plus pauvres n'ont même pas de voiture.

Patrouille d'une nuit ordinaire. Sans doute, les journaux du matin rappelaient-ils que deux fusillades avaient fait six morts la semaine précédente. Sans doute, s'en faudrait-il de peu que la délinquance et la violence latente n'exploient en de sanglants règlements de comptes, mais, ce soir, la police console et rassure : une mère affolée qui ne parvient pas à séparer sa fille de son *boy-friend* : un client de supermarché qui conteste sa note : une grand-mère

qui a vu un « voyou » défoncer sa mince clôture.

« Les gens sont désarmés devant le moindre conflit, la moindre violence. Ils nous appellent pour s'assurer qu'on est bien là », affirme un policier. Mais les patrouilleurs sont sans illusion : les vols, la drogue, la délinquance, n'ont pas diminué. « Nous pouvons simplement garder le commerce sur la marmite. » Seules leurs dans cette nuit : les restaurants de hamburgers et les églises illuminées de quel le soir tombe.

« Ici, on prie beaucou... »

Caricature que cette tranche de vie nocturne dans un quartier minable ? Sans doute, mais tout n'est-il pas caricatural dans cette ville où la misère côtoie la plus excessive opulence ? Miami, cité grandie trop vite, est peuplée de... réfugiés.

Sur deux millions d'habitants, l'agglomération — faite de zones résidentielles verdoyantes et peu denses reliées par des autoroutes — compte plus de 45 % d'hispaniques, des Cubains exilés notamment. Les Noirs sont 20 % environ. Et Miami-Beach, avec ses palaces mais aussi ses résidences-casernes, reste une destination appréciée des retraités, qui s'y installent au rythme de 815 par jour en moyenne.

Chacune de ces « minorités » a son quartier. « Cette ville, remarque Xavier Suarez, maire, originaire de Cuba, est constituée de

**Jazz chic
ou samba**
Palace ouaté ou bistrot chalen-

reux et bruyant ; sable blanc des plages ou parties de dominos passionnées des Cubains ; jazz chic ou samba. Miami cultive plusieurs styles, et reste la plaque tournante des croisières : 50 000 amateurs s'y croisent chaque semaine entre aéroport et pontons d'embarquement.

Miami clame surtout haut et clair qu'elle est devenue une capi-

tales économiques; carte en main, les banquiers vous démontrent que la ville est le point de passage obligé entre l'Amérique du Nord

et celle du Sud, entre l'Europe et le Japon. Dans le centre, la moitié des tours ont moins de cinq ans. Ni la ville ni l'Etat n'ont lésiné sur les équipements. Au point que le président Reagan, venu inaugurer un mini-métro qui transporte les employés dans les tours, a perfidement fait remarquer qu'il eût mieux valu offrir une Cadillac et un chauffeur à chacun des usagers.

Qu'importe ! Pour remplir les tours de logements au tiers vides, la municipalité met au point une politique d'aide afin que les jeunes s'installent dans le centre ville. Il faut bien reconnaître que




ces immeubles peuvent étonner même un œil américain : des bâtiments construits comme des tranches de gâteau à plusieurs étages ; illuminés le soir de couleurs différentes, ils voisinent avec un immeuble qui affiche sur plusieurs dizaines d'étages les yeux sombres et l'énigmatique sourire de Mona Lisa.

A Miami, ville typiquement américaine, le meilleur ciment des communautés fièrement rassemblées sous la bannière étoilée est encore le désir de s'enrichir. A

C4

JE PAS



**CANADA
FORFA
HOTEL + VO
240
PAR JOUR ET PAR P**

UNE BOUFFÉE D'AI

Noirs soient millionnaires alors que la communauté hispanique est florissante. Pour ceux qui veulent se hisser dans l'échelle sociale, les chambres de commerce multiplient les efforts de formation. Une grande librairie affiche sous un portrait de Martin Luther King cette devise : « *Notre liberté, c'est notre savoir.* »

L'acharnement au travail

Mais les Cubains sont généralement plus dynamiques, et n'oublient pas la mère patrie. Dans les clubs huppés, chaque réception commence par l'hymne

MA D A D

NADA P
SS PAR

Pour la liberté,
Canada l'a
fait hôtel
et par pe
Ce p
et offre
d'hôtel e
standard.
A et 200
essence
est valab

PASS
T
ITURE
E

PERSONNE

R FRAIS

AIR

américain, immédiatement suivi par l'hymne cubain. Puis un orateur cite la litanie des émigrés qui ont réussi : le maire de la ville, des magistrats, des banquiers, des hommes d'affaires, des médecins. L'acharnement des Cubains au travail leur vaut parfois l'hostilité d'autres minorités : « Bientôt, il n'y aura plus de place pour nous », soupire un chauffeur de taxi.

La Floride a pour devise :
- Nous plaçons notre confiance en Dieu. - La bonne étoile serait-elle plus brillante pour les uns que pour les autres ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

*CANADA PASS,
JE PASS PARTOUT.*

**CANADA PASS
FORFAIT
HOTEL + VOITURE
240F
PAR JOUR ET PAR PERSONNE.**

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

AIR CANADA

**5 PASS DU QUEBEC
USASKATCHEWAN**

BOURSE DE PARIS

[illegible]**Comptant** (selection)

VALEURS	% du cours	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			Chem-Gaz	1020		OPR Paris	445	442	Étrangères		
Gen. 7 1/2 1972	8868		Chem IN	630	640	Openg	335	319	A.E.S.	981	
Gen. 8 1/2 77	123	8 821	Chem B	1832		Orcl. E.C.L.	515	507	Alcan	279	279 50
8 1/2 75 78/93	102 50	8 250	Orcl. Elf	2480		Orly-Deauville	1240	1220	Alcan Alcan	265	265
10 1/2 75 79/94	108	7 818	Cogef	470	462	Paris-Montréal	1080		Algem. Bank	1485	1484
12 1/2 75 80/90	108	12 857	Compagnie	728	699	Paris-CP	404	423	American Brands	275	284
12 1/2 75 80/83	102 50	8 015	De Industrie	3950	3820	Paris France	300 10	317 80	Am. Pacific	262	262
13 1/2 75 81/87	102 50	8 475	Cogn. Lyon-Alain	790	740	Paris-Orléans	409 90	410	Arbed	250	250
13 1/2 75 81/87	102 50	11 781	C.M.P.	80 10	83	Paris, Fr. G&C Inc.	1640		Autosuisse Mines	180	
16 1/2 75 82/90	117 15	5 468	Col. G&C Ind.	1028	998	Pathé-Cinéma	875 80		Car. Pop. Export	375	375
16 1/2 75 82	118 15	14 948	C. L. Universal (C)	840	838	Pathéway (par. Inc.)	275 80	275	Compagnie	1280	1280
16 1/2 75 85 82	118 20	3 380	Crédit	167	165 20	Plas Venturi	1480	1440	B. Nq. Internat.	62000	62000
14 1/2 75 85 82	121 10	3 380	De la B&C	862		Pier-Helmut	1334		B. Lombard	110 20	
14 1/2 75 85 82	118 20	3 783	De la B&C	1050	1150	Procter	235	218 60	Car. Pop. Export	375	375
11 1/2 75 85	114 20	2 532	De la B&C	1441	1401	Procter	700	710	Car.	32	32 38
10 1/2 75 85 86	107 90	1 822	De la B&C	910	910	Procter S.A.	1945	1948	Commodities	875	880
ONT 12 1/2 75 86	1748		De la B&C	1890	1840	Publicis	2000	2300	Dart. and Kraft	325	341
CAF 10 1/2 80 2000	108 22	9 899	De la B&C	2850	2850	Reff. S&L B.	168	170	De la B&C	710 40	
CAF 10 1/2 80 1997	107 57	4 177	De la B&C	521	518	Reff. S&L B. (Inc.)	425	430	De la B&C	512	508
CAF 10 1/2 80 1997	107 57	4 177	De la B&C	474	475	Reff. S&L B. (Inc.)	425	430	De la B&C	512	508
Ch. France 7 1/2	163		De la B&C	800	802	Reff. S&L B. (Inc.)	415	402	Gawatt	1000	
CAF B&C par. 82	101 80	3 038	De la B&C	1005	1004	Reff. S&L B. (Inc.)	119 80	120 10	Gawatt	185	
CAF Paris	101 75	3 028	De la B&C	345	368	Reff. S&L B. (Inc.)	800	843	Goodrich	352	
CAF S&C	101 75	3 028	De la B&C	345	368	Rouillon	370	365	Gos. and Co.	352	
CAF S&C	101 80	3 028	De la B&C	345	368	Rouillon	370	365	Gul Chemical Corp.	141	140
CAF 11 1/2 85 85	107 40	8 740	De la B&C	345	368	Rouillon et Fils	370	365	Harco Int'l.	200	200
CAF 10 1/2 85 86	109	8 490	De la B&C	345	368	S&C	545		I. C. Industries	201	202
CAF 9 1/2 85	106 45	8 863	De la B&C	345	368	SAFAA	1787	1710	Johannesburg	1080	
CAF 10 1/2 85 85	107 40	3 982	De la B&C	345		S&C-Alcan	1080		Katoli	25 45	25 50
			De la B&C	345		S&C	270	2818	Lacoste	38	38
			De la B&C	345		S&C	430	400	Madhat Bank Plc	65	67
			De la B&C	345		S&C	418		McGraw-Hill	70 10	70
			De la B&C	345		S&C	418		Meyer-Rosenzweig	20	20
			De la B&C	345		S&C	418		Mindry	235 1/2	235 1/2
			De la B&C	345		S&C	418		Noranda	135 50	135 30

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.P.F.S.A.	1285		Direct-Assurances	601	595	N.M.L.	750	750
Alpin Interactions	946	920	Direct-Orl. convert.	2903		Mollet	280	280
A.P. Invest	1070	1110	Direct-Orl. conv. 2	340	340	Morin	670	670
B.I.F.	1070	1070	Eden S. Demoult	860	870	Orléans-Louche	820	820
B.I.M.	1070	1070	Expanet	885	860	Orlé. Gen. Fin.	578	580
B.I.P. - Veduggia	1388		Fluorinor	802	780	Paris Indus.	280	280
Boussin	615	758	Genet	1020	1020	Paris Indus. 2	280	280
Caisses de Lyonn.	1468	1450	Guy Degrange	1240	1180	Rafel	1947	1792
Car. Chemin	1145	1088	I.C.A.	282	280	St-Sébastien Emballage	187	1744
Car. Chemin 2	2630		L.D.C.	343	343	St-Henri Mouton	346	347
Car. Garmes Signal	2780	2800	L. Malmont	247	247,5	St-Jacques	1970	1970
C.F.A.I.E.	1115	1120	La Commande Electre	970	986	St-Maur	2270	2255
C.E.G.I.D.	3220	3230	La G. Int. de Radio	576		S.E.P.	1600	1498
C.E.P.-Communication	1550	1575	La Industrielle	347	348	S.E.P. 2	1770	1690
C.F. Industrielle	1145	1145	Locaminc	538	540	S.M.T. G. 1990	450	450
C.F. Industrielle 2	282	280	Mantoux	537	530	Sodastiff	1718	1680
Daghest G.T.A.	3600	3580	Marin Interbail	412	416	Softline	448	440
Daghest 2	3600		Melchior, Henkel	152	152	Supre	136	121
Danville	1000	1000	Milcom Intermat.	770	770	Valeurs de France	389	398

SICAV[illegible]

14/5

[illegible]

Cote des changes

VALEURS		MARCHÉ OFFICIEL		COURS		COURS DES BILLES	
	Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	15/5	Achat	Vente
Affectation			Esso-Lite (S 1)	5 981	5 965	5 700	6 1
			ECU	8 535	8 536		
Air Liquide	.....		Allegre (100 DM)	333 870	334	323 800	343
Casino	.....		Belgium (100 F)	18 098	18 108	15 600	18
Créd. Foncier France	.....		Esso-Lite (100 L)	256 230	256 280	287 500	288
Flamand Ricard	.....		Payco (100 F)	89 510	85 600	82	82
Total	5 40		Nervigne (100 F)	85 600	79 740	86	82
			Grande-Restance (C 1)	10 008	9 988	9 880	10 0
			Galco (100 drachmes)	4 488	4 487	4 200	52
			Italia (1 000 lire)	4 838	4 836	4 350	4
			Suisse (100 S)	408 550	408 580	394	474
			Suède (100 kr.)	85 630	86 470	82	81
			Austrie (100 sch)	47 477	47 100	46 350	48
			Espagne (100 pes.)	4 772	4 776	4 600	48
			Portugal (100 esc.)	4 326	4 299	4 700	47
			Canada (100 \$)	4 470	4 466	4 280	47
			Japon (100 ¥)	4 280	4 272	4 120	47

MINITEL

La gestion en direct
de votre personnel

36.15 Tapes LÉONORIE puis BOURSE

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 15/5
Or fin (pale au laus)	28300	28500
Or fin (au laus)	28550	28550
Pièces françaises (20 fr)	524	527
Pièce française (10 fr)	361	—
Pièces suisses (20 fr)	697	698
Pièces belges (10 fr)	508	508
Souverain	833	840
Pièces de 20 dollars	3055	3040
Pièces de 10 dollars	1465	1485
Pièces de 5 dollars	900	—
Pièce de 50 pence	3280	3280
Pièce de 10 florins	527	527
Pièces indiennes	480	485 70
Or Zurich	481	485 50
Or Hongkong	468 25	467 25
Argent Londres	8 55	8 64

79\$*
e Dallas!

vos allies aux USA vivent une vraie
vie grâce au forfait Vacances USA. Ils
ont loué la voiture de vos vacances
limitée à un prix exceptionnel parce
qu'ils sont en France.

Vous pouvez recevoir gratuitement
personnellement, en le demandant,
votre départ. C'est votre propre
voiture, car c'est à l'appui, même en fonction
de l'intérêt personnel, maisons, gites,
pensions, etc.

Les USA et l'Europe. Vous, les
amateurs de la mer! C'est mille fois plus
intéressant qu'un séjour en France.

AV
à faire mille fois plus

